

Formulaire de procédure

FORMULES DE LA PARTIE 1 [*Règles liminaires*]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 2 [*Les parties au litige*]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis à prétendu associé	2-5	2-5	5B
Avis de fournir des renseignements par affidavit sur la société de personnes	2-7	2-7	5C
Affidavit du tuteur à l'instance d'un mineur	2-15	2-15	5
Ordonnance de continuation à la majorité du mineur	2-16	2-16	5A
Avis de changement de représentation	2-40	2-40	AB – 3
Avis de retrait de l'avocat commis au dossier	2-41	2-41A	AB – 4
Avis de retrait de l'avocat – à l'intention du client	2-41	2-41B	1

FORMULES DE LA PARTIE 3 [*Actions en justice*]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis au défendeur	3-9	3-9	2
Défense	3-15	3-15A	AB – 11
Avis d'intention de présenter une défense	3-15/3-44	3-15B	6
Réplique à la défense	3-17	3-17	AB – 12
Demande de notification	3-18	3-18	10
Avis de demande entre défendeurs	3-30	3-30	8
Avis de mise en cause	3-32	3-32	9
Défense à mise en cause	3-36	3-36	AB – 17

FORMULES DE LA PARTIE 3 [Actions en justice]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Réplique à la défense à mise en cause	3-39	3-39	AB – 20
Avis de demande reconventionnelle	3-43	3-43	7
Défense reconventionnelle	3-44	3-15A	
Requête introductive	3-49	3-49	48 (et AB – 7)
Avis de communication du dossier de l'instance	3-57	3-57	AB – 8
Dossier certifié de l'instance	3-58	3-58	AB – 9
Requête de bref d' <i>habeas corpus ad subjiciendum</i>	3-63	3-63	82
Ordonnance d' <i>habeas corpus ad subjiciendum</i>	3-64/3-65	3-64A	85
Ordonnance de mise en liberté en réponse à la requête de l' <i>habeas corpus</i>	3-64	3-64B	84
Avis de requête en certification présentée en vertu de la <i>Loi sur les recours collectifs</i>	3-93	3-93	5D

FORMULES DE LA PARTIE 4 [Gestion de l'instance]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Demande d'ordonnance de gestion d'instance	4-5	4-5	nouvelle
Demande conjointe de conférence préparatoire au procès	4-11	4-11	489
Offre formelle de règlement amiable	4-26	4-26	AB – 22
Avis de consignation en justice	4-33	4-33A	11
Avis d'acceptation de la somme consignée en justice	4-33	4-33B	12
Avis de révocation de consignation en justice	4-34	4-34	13
Désistement de demande en justice	4-49	4-49	AB – 23
Désistement de défense	4-51	4-51	AB – 24

FORMULES DE LA PARTIE 5 [Communication de renseignements]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Affidavit des documents	5-6	5-6	15 (et AB – 26)
Avis de production de documents	5-11	5-11A	16
Avis d'examen de documents	5-11	5-11B	17
Questions écrites	5-32	5-32	nouvelle
Note relative à l'expertise	5-39	5-39	AB – 25

FORMULES DE LA PARTIE 6 [Résolution de questions et préservation des droits]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Requête sans préavis	6-4	6-4	
Avis de requête	6-5	6-5	47 AB – 27
Avis d'audience en séance des comparutions	6-24	6-24	nouvelle
Ordonnance prescrivant l'interrogatoire de témoins	6-29	6-29	24
Ordonnance visant l'obtention de preuves pour le compte d'un tribunal judiciaire ou administratif hors Saskatchewan	6-35	6-35	28
Certificat des preuves recueillies pour le compte d'un tribunal judiciaire ou administratif hors Saskatchewan	6-38	6-38	29
Avis de demande d'aveux	6-51	6-51A	19
Aveux	6-51	6-51B	20
Ordonnance de <i>replevin</i>	6-68	6-68	42
Cautionnement en <i>replevin</i>	6-70	6-70A	43
Bordereau de dépôt d'argent ou de valeurs en <i>replevin</i>	6-70	6-70B	43A
Bordereau de dépôt d'une lettre de crédit en <i>replevin</i>	6-70	6-70C	43B
Cautionnement en rétention de biens	6-72	6-72A	44
Bordereau de dépôt d'argent ou de valeurs en rétention de biens	6-72	6-72B	44A

FORMULES DE LA PARTIE 6 [Résolution de questions et préservation des droits]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Bordereau de dépôt d'une lettre de crédit en rétention de biens	6-72	6-72C	44B
Avis du shérif au créancier judiciaire ou autre créancier	6-85	6-85A	45
Avis du créancier judiciaire ou d'un autre créancier au shérif portant reconnaissance ou contestation du titre réclamé	6-85	6-85B	46

FORMULES DE LA PARTIE 7 [Résolution de demandes en justice sans procès complet]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 8 [Procédure accélérée]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis de procédure accélérée	8-3	8-3	CB

FORMULES DE LA PARTIE 9 [Le procès]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
<i>Praecipe</i> pour assignation	9-7	9-7	25
<i>Supoena ad testificandum</i>	9-8	9-8A	26
<i>Supoena duces tecum</i>	9-8	9-8B	27
Avis de production de documents au procès	9-12	9-12	21
Mode de cotation des pièces au procès	9-30	9-30	23

FORMULES DE LA PARTIE 10 [Jugements et ordonnances]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Ordonnance – Formule générale	10-3	10-3	49
Jugement par défaut dans le cas d'une somme déterminée, et certificat de liquidation des dépens	10-9	10-9A	30
Jugement par défaut dans une action en recouvrement de bien-fonds	10-9	10-9B	31
Jugement prononcé à l'issue d'un procès sans jury	10-9	10-9C	32
Jugement prononcé à l'issue d'un procès avec jury	10-9	10-9D	33
Jugement prononcé en cour pour une somme à déterminer	10-9	10-9E	34
Jugement prononcé à la suite d'une ordonnance	10-9	10-9F	35
Jugement prononcé en adjudication des dépens en cas d'acceptation de somme consignée	10-9	10-9G	36
Consentement à l'inscription d'un extrait d'exécution de jugement	10-14	10-14	41
Bref de restitution	10-27	10-27	40
Bref de mise en possession	10-28	10-28	39
Avis de séance pour interrogatoire	10-33	10-33	nouvelle
Avis de séance pour requête en autorisation de l'introduction d'une action	10-39	10-39	51
Demande dans une action hypothécaire	10-40	10-40A	52
Affidavit de signification dans une action relative à une hypothèque ou à une convention de vente immobilière	10-40	10-40B	53
Certificat de recherche par le registraire local	10-42	10-42A	54A
Certificat de l'avocat	10-42	10-42B	54B
Ordonnance conditionnelle de forclusion	10-43	10-43A	55
Ordonnance définitive de forclusion	10-43	10-43B	56
Ordonnance conditionnelle de vente	10-45	10-45A	57
Ordonnance de confirmation de la vente	10-45	10-45B	58

FORMULES DE LA PARTIE 10 [Jugements et ordonnances]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Demande dans une action relative à une convention de vente immobilière	10-45	10-45C	54
Ordonnance conditionnelle d'annulation de convention de vente	10-45	10-45D	59
Ordonnance définitive d'annulation de convention de vente	10-45	10-45E	60

FORMULES DE LA PARTIE 11 [Frais de justice recouvrables, liquidation des dépens et sanctions]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis de séance pour liquidation des dépens	11-13	11-13A	558
Note de frais	11-13	11-13B	AB – 44
Avis de délivrer une note de frais pour liquidation	11-14	11-14	559
Certificat de liquidation des dépens	11-16	11-16	561
Ordonnance de comparution	11-25	11-25	AB – 47

FORMULES DE LA PARTIE 12 [Signification des documents]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Reconnaissance de signification	12-3	12-3	3
Demande aux fins de signification ou de notification à l'étranger d'actes judiciaires ou extrajudiciaires	12-12	12-12A	86
Éléments essentiels de l'acte à signifier	12-12	12-12B	87
Attestation	12-12	12-12C	88
Certificat de signification	12-14	12-14	3A
Affidavit de signification	12-15	12-15	4

FORMULES DE LA PARTIE 13 [Règles techniques]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Affidavit	13-31	13-31	AB – 49
Certificat d'examen (par le registraire local)	13-60	13-60	60B
Avis de demande de renvoi d'une instance	13-63	13-63A	202A
Avis de réception de documentation supplémentaire	13-63	13-63B	202B
Ordonnance portant acceptation ou refus d'un renvoi	13-63	13-63C	202C

FORMULES DE LA PARTIE 14 [Appels civils devant la Cour du Banc de la Reine]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 15 [Instances en matière familiale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Requête	15-6	15-6	589
Affidavit de signification à personne	15-12	15-12A	595A
Affidavit de signification par courrier ordinaire	15-12	15-12B	595B
Réponse	15-14	15-14A	597A
Avis d'intention de répondre	15-14	15-14B	597B
Réponse et requête reconventionnelle	15-15	15-15	598
Demande de notification	15-16	15-16	599
Réplique	15-17	15-17	600
Avis de requête (instance en matière familiale)	15-19	15-19	602
Demande conjointe de conférence préparatoire au procès	15-21	15-21	nouvelle
Avis de requête en obtention de jugement	15-23	15-23A	606A
Requête en obtention de jugement	15-23	15-23B	606B

FORMULES DE LA PARTIE 15 [Instances en matière familiale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Affidavit de la partie requérante	15-23	15-23C	606C
État financier	15-26	15-26A	609A
État des biens	15-26	15-26B	609B
Renonciation aux états financiers et aux états des biens	15-28	15-28A	611A
Entente relative aux aliments pour enfants	15-28	15-28B	611B
Avis de divulgation	15-33	15-33	616
Avis de réponse aux questions écrites	15-34	15-34	617
Affidavit de la partie intimée	15-41	15-41	624
Avis de retrait de la requête conjointe	15-42	15-42	625
Jugement	15-43	15-43	626
Certificat de divorce	15-44	15-44	627
Requête en modification	15-49	15-49	632
Demande conjointe d'évaluation relative à la garde et à l'accès	15-56	15-56A	639A
Demande de conférence préparatoire au procès accélérée	15-56	15-56B	639B
Instructions concernant l'évaluation relative à la garde et à l'accès	15-56	15-56C	639C
Avis prescrivant le dépôt de renseignements sur le revenu	15-57	15-57A	640B
Autorisation adressée à l'Agence du revenu du Canada	15-57	15-57B	640C
Avis de réception d'éléments de preuve supplémentaires	15-67	15-67	650
Avis d'audience d'homologation	15-68	15-68A	651A
Avis de reprise d'audience	15-68	15-68B	651B
Ordonnance rendue à l'issue de l'audience d'homologation	15-68	15-68C	651C

FORMULES DE LA PARTIE 16 [Homologation testamentaire et administration successorale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis de requête en obtention de lettres successorales	16-3 et 16-5	16-3	89 et 90
Lettres d'homologation	16-6	16-6A	91
Lettres d'administration testamentaire	16-6	16-6B	92
Lettres d'administration	16-6	16-6C	93
Lettres d'homologation supplémentaires	16-6	16-6D	94
Avis informant le registraire de l'octroi de lettres successorales	16-6	16-6E	95
Certificat confirmant qu'aucune personne de moins de dix-huit ans n'a d'intérêt	16-7	16-7	96
Certificat de remise d'un testament à la garde du greffe	16-8	16-8	97
Requête en obtention de lettres d'homologation	16-11	16-11A	98
Requête en obtention de lettres d'administration testamentaire	16-11	16-11B	99
Requête en obtention de lettres d'administration	16-11	16-11C	100
Avis au curateur public <i>ou</i> au tuteur aux biens (<i>selon le cas</i>)	16-12	16-12	101
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'homologation (<i>ou</i> d'administration testamentaire)	16-13	16-13A	102
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'administration	16-13	16-13B	103
État des biens	16-14	16-14	104
Renonciation à l'homologation (<i>ou</i> à l'administration testamentaire)	16-16/ 16-26	16-16	105
Affidavit de passation de testament	16-19	16-19A	107
Affidavit de passation de testament olographe	16-19	16-19B	108
Affidavit concernant l'état du testament	16-19	16-19C	109
Affidavit relatif à la traduction d'un testament	16-22	16-22	110
Renonciation à l'administration	16-26	16-26	106

FORMULES DE LA PARTIE 16 [Homologation testamentaire et administration successorale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Procuration	16-28	16-28A	111
Requête du fondé de pouvoir d'un proche parent en obtention de lettres d'administration	16-28	16-28B	112
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'administration à titre de fondé de pouvoir d'un proche parent	16-28	16-28C	113
Requête en obtention de lettres d'administration complétives	16-29	16-29A	114
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'administration complétives	16-29	16-29B	115
Cautionnement d'administration	16-31	16-31	116
Requête en réapposition de sceau sur des lettres successorales étrangères	16-34	16-34A	117
Affidavit de l'auteur d'une requête en réapposition de sceau sur des lettres successorales étrangères	16-34	16-34B	118
Requête visant les petites successions – memorandum adressé au juge	16-36	16-36	119
Intervention	16-37	16-37	120
Opposition	16-38	16-38	121
Avis aux créanciers	16-48	16-48	122
Affidavit de confirmation des comptes	16-52	16-52	123
Certificat du contrôleur	16-55	16-55	124

FORMULES DE LA PARTIE 17 [Définitions]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 18 [Règles transitoires et entrée en vigueur]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULAIRE DE PROCÉDURE

Formule 2-5

(Règle 2-5(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS À PRÉTENDU ASSOCIÉ

SACHEZ que, bien que vous ne soyez pas nommément partie à la présente action, le demandeur prétend que vous avez la qualité d'associé dans la société de personnes défenderesse ou que vous aviez cette qualité à l'époque en cause.

AVIS

Vous serez réputé(e) admettre que vous avez la qualité d'associé ou que vous aviez cette qualité à l'époque en cause, à moins que vous ne présentiez une DÉFENSE soutenant le contraire.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 2-7
(Règle 2-7(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

**AVIS DE FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS PAR AFFIDAVIT SUR LA
SOCIÉTÉ DE PERSONNES**

SACHEZ que, dans un délai de 8 jours, vous devez délivrer un affidavit fournissant les renseignements suivants :

1 Les noms, adresses actuelles et numéros de téléphone actuels de tous les associés avec qui vous formiez une société de personnes le _____ , indiquant,
(indiquer la date)

s'il y a lieu, lesquels étaient associés commanditaires.

2 La raison sociale de la société de personnes à la date indiquée au paragraphe 1.

ou

SACHEZ que vous devez délivrer un affidavit fait sous serment ou affirmé solennellement par un associé de la société de personnes, indiquant le nom complet de chaque personne qui était associée de la société le _____ , ainsi que l'adresse et le numéro de
(indiquer la date)

téléphone actuels de ces personnes (*s'il y a lieu, ajouter* : et indiquant s'il s'agissait d'un associé commanditaire).

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 2-15
(Règle 2-15(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AFFIDAVIT DU TUTEUR À L'INSTANCE D'UN MINEUR

Je soussigné(e), _____, de _____,
(nom) (ville ou village)

en Saskatchewan, déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 _____, partie à cette instance, est une personne mineure.
(nom du mineur)

2 Mon adresse est la suivante : _____
(indiquer l'adresse complète de voirie)

3 L'adresse de la personne mineure est la suivante : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

4 _____
(indiquer le lien de parenté, s'il en est, entre le mineur et le tuteur à l'instance)

5 Dans cette instance, je n'ai aucun intérêt qui diverge de ceux de la personne mineure (ou, indiquer la nature de l'intérêt divergent).

6 Je consens à agir dans cette instance en qualité de tuteur/tutrice à l'instance de la personne mineure et je m'engage à veiller diligemment aux intérêts de cette personne.

7 Je ne suis pas frappé(e) d'incapacité.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____

2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 2-16
(Règle 2-16(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

**ORDONNANCE DE CONTINUATION
À LA MAJORITÉ DU MINEUR**

Vu l'affidavit de _____ indiquant qu'il ou elle a atteint
(*nom de la partie*)

l'âge de la majorité le _____ 2 _____;

IL EST ORDONNÉ que les nom et titre du tuteur à l'instance soient omis de l'intitulé de l'instance sur tous les documents émis ou signifiés dans cette action après la date de la présente ordonnance, et que la partie susnommée, soit personnellement, soit par ministère de son avocat, puisse continuer l'action en son propre nom.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

Formule 2-40
(Règle 2-40(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE CHANGEMENT DE REPRÉSENTATION

Choisir l'option qui s'applique :

- _____ a remplacé son avocat commis au dossier,
(nom et qualité)
_____, par _____
(avocat, cabinet) (avocat, cabinet)
- ou
- _____, qui se représentait lui-même ou elle-même,
(nom et qualité)
a retenu les services de _____
(avocat, cabinet)
pour son avocat commis au dossier.
- ou
- _____ a mis fin au mandat de son avocat commis
(nom et qualité)
au dossier, _____, pour se représenter lui-même ou elle-même.
(avocat, cabinet)

Avocat de : _____
(nom et qualité)

Nom du cabinet
d'avocats : _____

Avocat signataire : _____

(nom de l'avocat signataire, en lettres moulées)

ou

(nom et qualité)

(nom en lettres moulées)

AVIS

Ce changement de représentation prend effet après le dépôt de l'affidavit de signification du présent document à chacune des autres parties. À partir de ce moment, la délivrance d'une plaidoirie ou de quelque autre document se rapportant à l'action n'a aucun effet si elle est faite à l'ancien avocat commis au dossier – ou à une adresse aux fins de signification fournie antérieurement par lui – ou au plaideur autoreprésenté.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au
dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de
signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 2-41A
(Règle 2-41(1)a)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE RETRAIT DE L'AVOCAT COMMIS AU DOSSIER

L'avocat de _____ se retire de sa charge d'avocat commis
(nom et qualité)

au dossier pour cette partie.

La dernière adresse connue de _____ est la suivante :
(nom et qualité)

Avocat de : _____
(nom et qualité)

Nom du cabinet d'avocats : _____

Avocat signataire : _____

(nom de l'avocat signataire, en lettres moulées)

AVIS

Ce retrait de l'avocat commis au dossier prend effet 10 jours après le dépôt de l'affidavit de signification du présent document à chacune des parties. À partir de ce moment, la délivrance d'une plaidoirie ou de quelque autre document se rapportant à l'action n'a aucun effet si elle est faite à l'ancien avocat commis au dossier ou à une adresse aux fins de signification fournie antérieurement par lui.

Document délivré par : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 2-41B
(Règle 2-41(1)c))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE RETRAIT DE L'AVOCAT - À L'INTENTION DU CLIENT

SACHEZ :

- 1 que j'ai l'intention de ne plus vous représenter dans cette action;
- 2 qu'à l'expiration du délai de 10 jours suivant le dépôt au bureau du registraire local d'une copie du présent AVIS et de la preuve de sa signification à vous et à chacune des autres parties à l'action, sauf celles qui n'ont pas présenté de défense :
 - a) aucun document se rapportant à cette instance ne doit m'être signifié pour votre compte,
 - b) je n'accepterai pas la signification de tels documents pour votre compte;
- 3 qu'à l'expiration du délai de 10 jours mentionné au paragraphe 2, la signification des documents de procédure à votre endroit peut se faire par envoi d'une copie par la poste à votre dernière adresse connue indiquée ci-dessous, à moins que les conditions suivantes soient réunies :
 - a) vous avez signifié, à moi-même et à chacune des autres parties à l'instance, un avis désignant un autre avocat ou indiquant que vous avez choisi de vous représenter vous-même,
 - b) vous avez déposé l'avis mentionné à l'alinéa a), avec preuve de sa signification, au bureau du registraire local;
- 4 que l'avis mentionné au paragraphe 3 doit contenir les coordonnées exigées par les *Règles de la Cour du Banc de la Reine*, y compris une adresse aux fins de signification.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

DESTINATAIRE : _____

DONT VOICI LA DERNIÈRE ADRESSE CONNUE : _____

Formule 3-9
(Règle 3-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS AU DÉFENDEUR

1 Le demandeur pourra inscrire jugement conformément à la DÉCLARATION ci-dessous ou à la décision obtenue en vertu des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*, à moins que, conformément au paragraphe 2 :

- a) vous lui signifiez une DÉFENSE;
- b) vous déposiez une copie de cette DÉFENSE au bureau du registraire local de la Cour du centre judiciaire susmentionné.

2 Après avoir reçu signification de la DÉCLARATION, vous devrez signifier et déposer la DÉFENSE dans les délais suivants (sans compter le jour de la signification) :

- a) 20 jours, si vous avez reçu signification en Saskatchewan;
- b) 30 jours, si vous avez reçu signification ailleurs au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- c) 40 jours, si vous avez reçu signification ailleurs dans le monde.

3 Souvent, le défendeur peut obtenir que le procès ait lieu dans un centre judiciaire autre que celui où la DÉCLARATION a été émise. Il revient à chaque défendeur de consulter un avocat pour connaître ses droits à cet égard.

4 La présente DÉCLARATION doit être signifiée dans les 6 mois suivant la date de son émission.

5 La présente DÉCLARATION est émise au centre judiciaire susmentionné le _____
_____ 2 _____ .

Registraire local

ou

5 Je soussigné(e) _____ certifie que la présente
(nom de l'avocat)

DÉCLARATION a été émise par téléphone au centre judiciaire susmentionné le _____

2 _____ par le registraire local conformément aux *Règles de la Cour du Banc de la Reine*.



(signature de l'avocat)

(Dans une action intentée suivant la procédure accélérée prévue par la partie 8, ajouter :)

6 La présente action vous est intentée suivant la procédure accélérée prévue par la partie 8 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*.

(en début de deuxième page)

DÉCLARATION

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

1 indiquez les nom et lieu de résidence de chaque demandeur. Si vous poursuiviez en qualité de représentant d'une partie, indiquez son nom et précisez la nature de la représentation;

2 indiquez les nom et lieu de résidence de chaque défendeur;

3 dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande en justice;

4 énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quels défendeurs elle vise.]

1.

2.

3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

(en dernière page de la déclaration)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

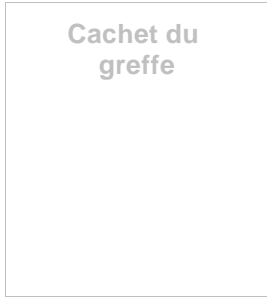
Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-15A
(Règle 3-15)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____



DÉFENSE

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1 *admettez les faits énoncés dans la DÉCLARATION que vous reconnaissez;*
- 2 *niez les faits énoncés dans la DÉCLARATION que vous contestez;*
- 3 *indiquez la version des faits du défendeur;*
- 4 *indiquez les moyens de défense relatifs au droit ou à la compétence du tribunal que vous désirez invoquer, y compris ceux fondés sur la prescription ou des textes législatifs;*
- 5 *réagissez aux réparations sollicitées par le demandeur, si vous contestez leur fondement factuel ou juridique.]*

- 1.
- 2.
- 3.

AVIS

Si vous entendez présenter une RÉPLIQUE à la présente DÉFENSE, vous devez signifier et déposer votre RÉPLIQUE dans les 8 jours qui suivent la signification de la DÉFENSE.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

(en dernière page de la défense)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

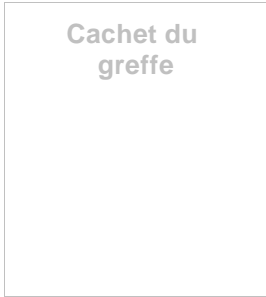
Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-15B
(Règle 3-15)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____



AVIS D'INTENTION DE PRÉSENTER UNE DÉFENSE

SACHEZ que le défendeur/la défenderesse _____
(nom)

entend présenter une défense à la présente action.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____
_____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie :

Adresse aux fins de
signification :

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) :

Adresse de courriel
(le cas échéant) :

Formule 3-17
(Règle 3-17)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

RÉPLIQUE À LA DÉFENSE

Ceci est la RÉPLIQUE de (nom et qualité) à la DÉFENSE déposée par (nom et qualité) le (date).

[Dans des paragraphes numérotés successivement, exposez les faits déterminants, mais non la preuve, invoqués en réplique. Dans l'exposé des faits déterminants :

- 1 indiquez à quels paragraphes de la DÉFENSE se rapporte la réplique;*
- 2 exposez, s'il y a lieu, des faits additionnels utiles à la réplique]*

1.

2.

3.

AVIS

Cette réplique ne peut que faire des aveux ou réagir aux points soulevés pour la première fois dans la DÉFENSE (voir la règle 13-14).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____
_____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la réplique est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-18
(Règle 3-18)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

DEMANDE DE NOTIFICATION

Le défendeur/La défenderesse _____ demande qu'avis lui soit
(nom)

signifié de toutes les plaidoiries et de tous les actes de procédure ultérieurs dans cette action.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____
_____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la demande est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-30
(Règle 3-30)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS

SACHEZ que, en délivrant la présente DÉFENSE et DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS, le défendeur conteste la demande en justice du demandeur pour les raisons énoncées dans la DÉFENSE et prétend avoir droit à réparation contre vous pour les raisons énoncées dans la présente DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS.

DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS

Le défendeur/La défenderesse _____ forme la présente demande en justice
(nom)

contre le codéfendeur/la codéfenderesse _____ .
(nom)

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

1 dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande en justice;

2 énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quels codéfendeurs elle vise]

1.

2.

3.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

AVIS

Si vous souhaitez contester la présente DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS, vous devrez délivrer votre DÉFENSE ENTRE DÉFENDEURS au plus tard 20 jours après avoir reçu signification de la DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS.

Si vous omettez de le faire, jugement pourra être rendu contre vous, sans autre avis, conformément aux *Règles de la Cour du Banc de la Reine*.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-32
(Règle 3-32)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____
TIERS DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE MISE EN CAUSE

SACHEZ que le demandeur a intenté une action au défendeur / à la défenderesse

_____ (nom)

et que copies de la DÉCLARATION du demandeur et de la DÉFENSE du défendeur sont signifiées avec le présent AVIS.

ET SACHEZ que le défendeur prétend avoir droit à réparation contre vous pour les raisons énoncées dans la présente MISE EN CAUSE.

MISE EN CAUSE

Le défendeur/la défenderesse _____ forme la présente demande en
(nom)

justice contre le tiers défendeur.

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1** indiquez les nom et lieu de résidence de chaque tiers défendeur;
- 2** dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande en justice;
- 3** énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quel tiers défendeur est visé]

1.

2.

3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

AVIS

Si vous souhaitez contester la demande en justice du demandeur contre ce défendeur ou votre responsabilité à l'égard de ce défendeur, vous devrez signifier et déposer votre DÉFENSE À MISE EN CAUSE dans le délai qui suit, après avoir reçu signification du présent AVIS DE MISE EN CAUSE (sans compter le jour de la signification) :

- a) 20 jours, si vous avez reçu signification en Saskatchewan;
- b) 30 jours, si vous avez reçu signification ailleurs au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- c) 40 jours, si vous avez reçu signification ailleurs dans le monde.

Si vous omettez de le faire, jugement pourra être rendu contre vous, sans autre avis, conformément aux *Règles de la Cour du Banc de la Reine*.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

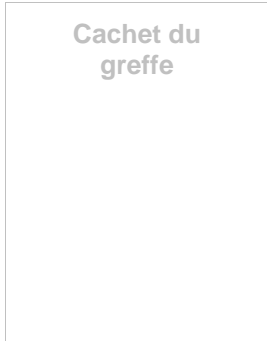
Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-36
(Règle 3-36)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____
TIERS DÉFENDEUR(S) _____



DÉFENSE À MISE EN CAUSE

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1 *admettez les faits énoncés dans la MISE EN CAUSE que vous reconnaissez;*
- 2 *niez les faits énoncés dans la MISE EN CAUSE que vous contestez;*
- 3 *indiquez la version des faits du tiers défendeur;*
- 4 *indiquez les moyens de défense relatifs au droit ou à la compétence du tribunal que vous désirez invoquer, y compris ceux fondés sur la prescription ou des textes législatifs;*
- 5 *réagissez aux réparations sollicitées par le défendeur ou le tiers demandeur, si vous contestez leur fondement factuel ou juridique.]*

- 1.
- 2.
- 3.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

AVIS

Si vous entendez présenter une RÉPLIQUE à la présente DÉFENSE À MISE EN CAUSE, vous devez signifier et déposer votre RÉPLIQUE dans les 8 jours suivant la signification de la DÉFENSE À MISE EN CAUSE.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

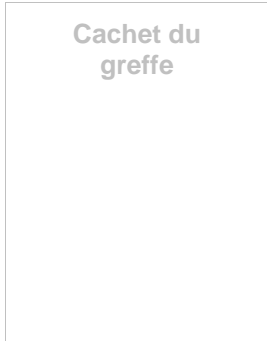
Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-39
(Règle 3-39)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____
TIERS DÉFENDEUR(S) _____



RÉPLIQUE À LA DÉFENSE À MISE EN CAUSE

Ceci est la RÉPLIQUE de _____ à
(nom et qualité)
la DÉFENSE À MISE EN CAUSE déposée par _____
(nom et qualité)
le _____ .
(date)

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1** indiquez les paragraphes de la DÉFENSE À MISE EN CAUSE auxquels se rapporte la réplique;
- 2** énoncez les faits sur lesquels s'appuie la réplique]

- 1.
- 2.
- 3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

AVIS

La présente RÉPLIQUE ne peut que faire des aveux ou réagir aux points soulevés pour la première fois dans la DÉFENSE À MISE EN CAUSE (voir la règle 13-11).

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la réplique est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-43
(Règle 3-43)

(Si le défendeur entend présenter une DEMANDE RECONVENTIONNELLE, ajouter à la DÉFENSE l'AVIS DE DEMANDE RECONVENTIONNELLE et la DEMANDE RECONVENTIONNELLE qui suivent.)

AVIS DE DEMANDE RECONVENTIONNELLE

AVIS

Si vous omettez de délivrer une DÉFENSE RECONVENTIONNELLE au plus tard 20 jours après avoir reçu signification de la présente défense et demande reconventionnelle, jugement pourra être rendu contre vous, sans autre avis, conformément aux *Règles de la Cour du Banc de la Reine*.

DEMANDE RECONVENTIONNELLE

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

1 *dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande reconventionnelle;*

2 *énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quel demandeur elle vise]*

1.

2.

3.

Formule 3-49
(Règle 3-49)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
REQUÉRANT(S) _____
INTIMÉ(S) _____

Cachet du
greffe

REQUÊTE INTRODUCTIVE

AVIS À L'INTIMÉ / AUX INTIMÉS

La présente requête est présentée contre vous. Vous êtes intimé(e).

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____
Date _____
Heure _____

Voir plus loin les choses que vous pouvez faire ainsi que les délais applicables.

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1** dressez un exposé concis des faits déterminants donnant lieu à la demande en justice;
- 2** énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quel intimé elle vise;
- 3** indiquez quel affidavit ou autre moyen de preuve sera présenté à l'appui de la requête]

1.

2.

3.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

AVIS

Vous êtes intimé(e) parce que vous avez fait valoir ou ferez vraisemblablement valoir une réclamation adverse à l'égard de la présente requête introductive. Si vous ne vous présentez pas en cour, soit personnellement soit par ministère d'avocat, la Cour pourra rendre une ordonnance vous empêchant, ainsi que vos ayants droit, d'engager d'autres poursuites contre le(s) requérant(s) et ses/leurs ayants droit, et vous serez lié(e) par toute ordonnance de la Cour. Si vous voulez prendre part à la requête, vous-même ou votre avocat devrez vous présenter en cour aux date et heure indiquées au début de la présente formule.

Les règles prescrivent que la partie qui présente la requête introductive ou qui s'y oppose doit signifier son mémoire contenant ses observations écrites, le cas échéant, à chacune des autres parties et le déposer au moins 3 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête.

Si vous entendez vous fonder sur un affidavit ou quelque autre moyen de preuve à l'audition ou à l'examen de la requête introductive, vous devez signifier copie de l'affidavit ou autre moyen de preuve au requérant introducteur au moins 10 jours avant la date de l'audition ou de l'examen de la requête introductive.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-57
(Règle 3-57)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
REQUÉRANT(S) _____
INTIMÉ(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE COMMUNICATION DU DOSSIER DE L'INSTANCE

Destinataire : _____
(nom de la personne ou de l'organisme à qui le dossier est demandé)

Commandement

Vous devez fournir les éléments qui suivent ou, à défaut, une justification :

- a) le procès-verbal, le cas échéant, de la décision ou de l'acte qui fait l'objet de la requête introductive en révision judiciaire;
- b) les motifs à l'appui de la décision ou de l'acte, le cas échéant;
- c) le document introductif de l'instance;
- d) les éléments de preuve et pièces déposés auprès de vous, le cas échéant;
- e) tout autre élément en votre possession qui se rapporte à la décision ou à l'acte.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-58
(Règle 3-58)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
REQUÉRANT(S) _____
INTIMÉ(S) _____

Cachet du
greffe

DOSSIER CERTIFIÉ DE L'INSTANCE

1 Vous trouverez ci-joint :

- a) le procès-verbal, le cas échéant, de la décision ou de l'acte qui fait l'objet de la requête introductive en révision judiciaire;
- b) les motifs à l'appui de la décision ou de l'acte;
- c) le document introductif de l'instance;
- d) les éléments de preuve et pièces déposés auprès de nous;
- e) tout autre élément en notre possession qui se rapporte à la décision ou à l'acte, à savoir :
 - (i)
 - (ii)

2 Voici les éléments visés par l'AVIS DE COMMUNICATION DU DOSSIER DE L'INSTANCE qui ne peuvent être fournis et les raisons pour lesquelles ils ne peuvent être fournis :

- a)
- b)

3 Je certifie avoir joint tous les dossiers exigés par la règle 3-58.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(nom de la personne qui certifie le dossier)

(poste de la personne qui certifie le dossier)

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la personne ou l'organisme

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la personne ou de l'organisme qui dépose le présent document

Nom de la personne ou de l'organisme : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-63
(Règle 3-63(4))

REQUÊTE DE BREF D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM

DANS L'AFFAIRE DE _____ , de _____ , en Saskatchewan;
(nom du détenu)

Ajouter, s'il y a lieu :

ET VU _____
(loi ou règlement applicable, y compris les dispositions invoquées)

SACHEZ qu'une requête sera présentée à un juge siégeant en cabinet en vue d'obtenir un BREF D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

(Ajouter, s'il y a lieu :) _____
(pour le compte de)

Le BREF D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM sera adressé à _____
(nom de l'établissement)

et à tous les agents de _____ ayant la charge ou
(nom de l'établissement)

la garde de _____ , quel que soit le nom qu'il porte,
(nom de la personne)

leur enjoignant d'amener immédiatement _____ devant un juge
(nom de la personne)

siégeant en cabinet au palais de justice de _____ , en Saskatchewan,
(adresse complète)

afin que la Cour puisse déterminer sur-le-champ la validité de sa détention.

Affidavit et autres preuves qui serviront à appuyer la présente requête :

- 1.
- 2.
- 3.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

Destinataire : _____

ou toute autre personne détenant _____
(nom du détenu)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la requête est préparée par un avocat pour le requérant

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées du requérant qui dépose le présent document

Nom du requérant : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 3-64A
(Règles 3-64 et 3-65)

ORDONNANCE D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM

Devant le (la) juge _____ siégeant en cabinet
le _____ 2 _____ .

LA COUR ORDONNE à _____
(nom de l'établissement)

(ajouter, s'il y a lieu :)

et à tous les agents de _____ ayant la garde de
(nom de l'établissement)
_____ d'amener devant
(nom de la personne)

un juge (ou, devant l'honorable juge _____) de la Cour du Banc de la
(nom du (de la) juge)

Reine de la Saskatchewan, au palais de justice de _____ ,
(adresse au complet)

en Saskatchewan, le _____ 2 _____ à _____ heures
(ou, immédiatement) _____ ,
(nom de la personne)

qui est détenu(e) sous la garde de _____ ,
(nom de l'établissement)

et d'y produire la présente ordonnance ou une copie de celle-ci, et que _____
(nom de la personne)

fassse suite sur-le-champ à la présente ordonnance, indiquant le jour et le motif de sa détention, quel que
soit le nom qu'il porte, afin que la Cour puisse sur-le-champ contrôler la validité de sa détention.

LA COUR ORDONNE EN OUTRE que, si vous n'obtempérez pas à la présente ordonnance, le requérant
sera autorisé, aux date, heure et lieu susmentionnés ou dès que son avocat pourra être entendu, à
demander de vous faire incarcérer ou de faire incarcérer toute personne coupable d'outrage pour
désobéissance à la présente ordonnance.

Émise par ordre de l'honorable juge _____

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

(Si l'ordonnance a été émise sans préavis, indiquer les coordonnées de la partie qui a sollicité l'ordonnance.)

Formule 3-64B
(Règle 3-64(9))

ORDONNANCE DE MISE EN LIBERTÉ EN RÉPONSE À LA REQUÊTE DE L'*HABEAS CORPUS*

Devant le (la) juge _____, siégeant
en cabinet le _____ 2 _____.

ORDONNANCE DE MISE EN LIBERTÉ

Sur requête de (*ajouter, s'il y a lieu* : pour le compte de) _____,
(*nom du requérant*)

ayant entendu l'avocat du requérant (*ou, le requérant*) et l'avocat du procureur général (*ou de l'intimé, ou selon le cas*), et ayant pris connaissance des affidavits ou des autres éléments de preuve suivants, qui ont été déposés à la Cour :

- 1.
- 2.
- 3.

la Cour ordonne ce qui suit :

1 _____,
(*nom de la personne*)

détenu(e) sous la garde de _____, est immédiatement mis(e) en liberté.
(*nom de l'établissement*)

Lorsqu'il y a lieu, s'agissant par exemple d'une ordonnance rendue en vertu du *Code criminel*, ajouter :

2 Aucune poursuite civile ne sera intentée à _____ ou
(*nom de l'établissement*)

à un agent qui a agi à la suite d'une condamnation, d'une ordonnance ou d'une autre procédure, ou encore d'un mandat émis en exécution forcée de celles-ci.



Registraire local

Formule 3-93
(Règle 3-93)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

**AVIS DE REQUÊTE EN CERTIFICATION
PRÉSENTÉE EN VERTU DE LA LOI SUR LES RECOURS COLLECTIFS**

SACHEZ que le demandeur présentera une requête en vue d'obtenir une ordonnance sous le régime de la *Loi sur les recours collectifs*. La requête sera entendue ainsi qu'il suit :

Lieu _____
Date _____
Heure _____

L'ordonnance est sollicitée aux fins suivantes :

- a) certifier cette action comme recours collectif;
- b) définir le groupe de la façon suivante : (*énoncer la description du groupe éventuel en cernant ses caractéristiques*);
- c) nommer (*indiquer le nom du demandeur*) à titre de représentant des demandeurs membres du groupe en Saskatchewan;
- d) définir ainsi la nature des demandes en justice et de la réparation sollicitée : (*exposer de façon concise les demandes présentées au nom du groupe et la réparation sollicitée par le groupe*);
- e) certifier les questions suivantes comme questions communes (*énoncer en points saillants les questions communes envisagées*);
- f) indiquer la façon dont un membre du groupe peut se retirer du recours collectif et la date limite pour ce faire;
- g) indiquer la procédure permettant à une personne qui n'est pas un résident de la Saskatchewan de participer au recours collectif, et la date limite pour ce faire;
- h) approuver la forme et le mode de notification des membres du groupe pour les informer de la certification du recours collectif;

- (i) ordonner à _____ de payer les frais de tout avis;
- (j) rendre les autres ordonnances que la Cour estime indiquées.

Les moyens invoqués à l'appui de la présente requête sont les suivants :

- a) les plaidoiries dans la présente action révèlent l'existence d'une cause d'action contre le défendeur;
- b) il existe un groupe identifiable de deux personnes ou plus;
- c) les prétentions des membres du groupe soulèvent des questions communes quant à ce litige;
- d) le recours collectif constitue le meilleur moyen de résoudre les questions communes;
- e) le demandeur _____ est disposé à agir comme représentant des demandeurs et il :
 - (i) représentera équitablement et adéquatement les intérêts du groupe,
 - (ii) a produit un plan qui prévoit une méthode fonctionnelle pour faire avancer l'action,
 - (iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe au sujet des questions communes;
- f) la *Loi sur les recours collectifs*, L.S. 2001, ch. C-12.01;
- g) la règle 3-94 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine* de la Saskatchewan.

Affidavits ou autres preuves présentées à l'appui de la présente requête :

- a) l'affidavit de :

(le représentant des demandeurs ou le défendeur)

fait sous serment / affirmé solennellement le _____ 2 _____, et déposé;

- b) les plaidoiries et actes de procédure dans la présente action;

c) *(indiquer les autres éléments qui seront présentés, tels que la transcription des contre-interrogatoires sur les affidavits, les rapports d'expertise portant sur les données statistiques afférentes à la taille du groupe ou à la portée des pertes, etc.)*

AVIS

Si vous souhaitez vous opposer à la requête, vous devez déposer au greffe un AFFIDAVIT EN RÉACTION À LA REQUÊTE et le signifier à chacune des parties à cette action au moins 7 jours avant la date prévue pour l'audition de la requête.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 4-5
(Règle 4-5(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

DEMANDE D'ORDONNANCE DE GESTION D'INSTANCE

DESTINATAIRE : [le/la juge en chef de la Cour du Banc de la Reine]

DEMANDE

_____, [demandeur/défendeur/tiers] dans la présente
(nom de la partie présentant la demande)

action, demande qu'il soit ordonné que l'action fasse l'objet de gestion d'instance et que soit nommé un juge à la gestion d'instance, pour les raisons suivantes :

(veuillez consulter la règle 4-6 lorsque vous indiquez vos raisons).

CONSENTEMENT

Le [demandeur/défendeur/tiers] _____ consent à la présentation de
(nom de la partie)

la présente demande.

Une copie de la présente DEMANDE D'ORDONNANCE DE GESTION D'INSTANCE a été signifiée à chaque partie.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie présentant la demande)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 4-11
(Règle 4-11(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

DEMANDE CONJOINTE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS

Les avocats [ou les parties] :

- a) certifient qu'ils/qu'elles sont prêt(e)s pour la tenue d'une conférence préparatoire et, par la suite, d'un procès;
- b) confirment que des efforts ont été faits pour parvenir à un règlement amiable;
- c) estiment que la conférence préparatoire durera _____ ;
- d) estiment que le procès durera _____ ;
- e) estiment :
 - (i) que le nombre de témoins qui seront appelés par l'avocat du demandeur au procès est de _____ ,
 - (ii) que le nombre de témoins qui seront appelés par l'avocat du défendeur au procès est de _____ ,
 - (iii) que le nombre total de témoins qui seront appelés au procès est de _____ ;
- f) confirment que les prescriptions applicables de l'article 42 de la *Loi de 1998 sur la Cour du Banc de la Reine* relatives à la médiation ont été observées.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Avocat du demandeur

Numéro de téléphone : _____

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Avocat du défendeur

Numéro de téléphone : _____

Formule 4-26
(Règle 4-26(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

OFFRE FORMELLE DE RÈGLEMENT AMIABLE

AVIS À LA PARTIE DESTINATAIRE DE L'OFFRE

Vous avez reçu une offre formelle de règlement amiable. Les conséquences du défaut d'accepter la présente offre sont indiquées à la fin du présent document.

Partie qui fait l'offre

1.

Destinataire de l'offre

2.

Contenu de l'offre

3.

Conditions se rattachant à l'offre

4.

Intérêts

- a) Les intérêts sont [ne sont pas] compris dans le montant de l'offre.
- b) Si les intérêts ne sont pas compris, voici la date à laquelle ils cessent de s'appliquer et le taux payable : _____

Dépens

- a) Les dépens sont [ne sont pas] compris dans le montant de l'offre.
- b) Si les dépens ne sont pas compris, voici le montant ou le barème des dépens et la date à laquelle ils cessent de s'appliquer : _____

Conditions à remplir pour accepter l'offre

5.

Formulaire d'acceptation de l'offre

6. Ci-joint un formulaire d'acceptation.

Date d'expiration de la présente offre :

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Si la présente offre formelle du/des demandeur(s) n'est pas acceptée et que le(s) demandeur(s) obtient/obtiennent par la suite un jugement ou une ordonnance dans l'action qui lui/leur est au moins aussi favorable que l'offre, il(s) aura/auront droit au double des dépens auxquels il(s) aurait/auraient eu droit pour l'ensemble des mesures prises à l'égard de l'action ou de la demande en justice précisée dans la présente offre formelle après la signification de celle-ci, à l'exclusion des débours.

ou

Si la présente offre formelle du/des défendeurs(s) n'est pas acceptée et que par la suite est rendu dans l'action un jugement ou une ordonnance qui lui/leur est au moins aussi favorable que l'offre, il(s) aura/auront droit au double des dépens pour l'ensemble des mesures prises à l'égard de l'action ou de la demande en justice précisée dans la présente offre formelle après la signification de celle-ci. Si l'offre formelle du/des défendeur(s) n'est pas acceptée et que la/les demande(s) en justice qui fait/ont l'objet de l'offre formelle est/sont rejetée(s), le(s) défendeur(s) aura/auront droit au double des dépens mentionnés dans la phrase précédente, à l'exclusion des débours.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 4-33A
(Règle 4-33(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE CONSIGNATION EN JUSTICE

Sachez que le défendeur _____ a consigné en justice la somme de _____ \$ en règlement de la prétention du demandeur dans la présente action *ou, s'il y a plus d'une prétention*, en règlement des prétentions suivantes du demandeur :

1 _____ \$ à l'égard de la prétention (donner les détails de la prétention à l'égard de laquelle cette consignation est effectuée).

2 _____ \$ à l'égard de la prétention (donner les détails de la prétention à l'égard de laquelle cette consignation est effectuée), etc.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 4-33B
(Règle 4-33(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS D'ACCEPTATION DE LA SOMME CONSIGNÉE EN JUSTICE

SACHEZ que le demandeur accepte la somme de _____ \$ consignée en justice en règlement de sa prétention dans la présente action (ou, s'il y a plus d'une prétention, préciser la (les) somme(s) acceptée(s) et la (les) prétentions visée(s)).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie :

Adresse aux fins de
signification :

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) :

Adresse de courriel
(le cas échéant) :

Formule 4-34
(Règle 4-34(6))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE RÉVOCATION DE CONSIGNATION EN JUSTICE

SACHEZ que le défendeur révoque sa consignation en justice de la somme de _____ \$

effectuée le _____ 2 _____ .

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie :

Adresse aux fins de
signification :

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) :

Adresse de courriel
(le cas échéant) :

Formule 4-49
(Règle 4-49(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

DÉSISTEMENT DE DEMANDE EN JUSTICE

Le(s) demandeur(s) se désiste(nt) de l'action (ou des parties de l'action indiquées ci-après) contre le(s) défendeur(s) [NOM(S)]

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Si vous vous désistez totalement ou partiellement de votre action, l'autre partie a le droit de recouvrer les dépens de l'action, à moins qu'elle n'ait consenti au désistement sans dépens (règle 4-49(2)).

Le désistement total/partiel de l'action ne constitue pas un moyen de défense à une action ultérieure fondée essentiellement sur la même prétention (règle 4-49(5)).

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 4-51
(Règle 4-51(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

DÉSISTEMENT DE DÉFENSE

Le(s) défendeur(s) [NOM(S)] se désist(ent) de sa (leur) défense en entier.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de
signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 5-6

(Règle 5-6(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AFFIDAVIT DES DOCUMENTS

AFFIDAVIT DES DOCUMENTS de _____
(nom et qualité)

Fait sous serment (ou affirmé solennellement) par _____
le _____ 2 _____ .

Je soussigné(e), _____ , de _____
(municipalité, province)

ai une connaissance personnelle des faits suivants ou tiens les faits suivants de quelqu'un d'autre et les considère comme vrais :

1. Je suis le demandeur / défendeur / représentant du demandeur / représentant du défendeur.
2. Les documents énumérés aux annexes 1 et 2 sont en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur.
3. Je [Le demandeur] [Le défendeur] conteste la production des documents énumérés à l'annexe 2 au nom du privilège indiqué dans cette annexe.
4. Le demandeur/défendeur a autrefois eu en sa possession, sous sa responsabilité ou sous sa garde les documents énumérés à l'annexe 3, mais ceux-ci ont cessé de l'être au moment et de la manière indiqués à l'annexe 3.
5. À part les documents énumérés aux annexes 1, 2 et 3, je n'ai pas et n'ai jamais eu [le demandeur/défendeur n'a pas et n'a jamais eu] d'autres documents pertinents en ma [sa] possession, sous ma [sa] responsabilité ou sous ma [sa] garde.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

ANNEXE 1

Documents pertinents en ma possession, sous ma responsabilité ou sous ma garde [en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur] et dont la production n'est pas contestée :

	DATE OU AUTRE ORDRE UTILE	DESCRIPTION
1		
2		
3		

ANNEXE 2

Documents pertinents en ma possession, sous ma responsabilité ou sous ma garde [en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur] et dont la production est contestée pour l'un des motifs suivants :

- a) il s'agit de communications faites sous toutes réserves;
- b) il s'agit de communications entre avocat et client, ou de copies de ces communications;
- c) il s'agit de travaux d'avocat, tels que des notes de service, de la correspondance, d'aide-mémoire et d'autres dossiers dressés par les avocats ou leur personnel;
- d) il s'agit de dossiers dressés principalement en vue d'un litige, actuel ou éventuel;
- e) il s'agit de dossiers qui tombent dans plusieurs des catégories énumérées ci-dessus.

Liste des documents :

- 1.
- 2.
- 3.

ANNEXE 3

Documents pertinents autrefois en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur :

DESCRIPTION DU DOCUMENT	À QUEL MOMENT CETTE POSSESSION, RESPONSABILITÉ OU GARDE A CESSÉ	DE QUELLE MANIÈRE CETTE POSSESSION, RESPONSABILITÉ OU GARDE A CESSÉ	ENDROIT OÙ SE TROUVE ACTUELLEMENT LE DOCUMENT
1			
2			
3			

CERTIFICAT DE L'AVOCAT

Je soussigné, _____, avocat(e) de la partie pour qui le présent

AFFIDAVIT DES DOCUMENTS a été préparé, certifie que j'ai expliqué à l'auteur du présent AFFIDAVIT DES

DOCUMENTS :

a) l'obligation de divulguer pleinement tous les documents pertinents se rapportant à une question en litige dans l'action;

b) quelles sortes de documents sont susceptibles d'être pertinents par rapport aux allégations contenues dans les plaidoiries.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Voici les date et heure auxquelles les documents divulgables énumérés dans le présent affidavit pourront être examinés : _____ .

Voici le lieu où les documents divulgables pourront être examinés : _____ .

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'affidavit est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 5-11A
(Règle 5-11(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE PRODUCTION DE DOCUMENTS

SACHEZ que le(s) demandeur(s) / le(s) défendeur(s) vous enjoint (enjoignent) de produire pour son/leur examen les documents suivants mentionnés dans votre DÉCLARATION (ou défense, affidavit ou déclaration relative aux documents) en date du _____ 2 _____ .

(Décrire les documents requis.)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 5-11B
(Règle 5-11(3))

AVIS D'EXAMEN DE DOCUMENTS

SACHEZ que vous pourrez examiner les documents mentionnés dans votre avis du _____ 2 _____ (sauf le document numéro _____ dans l'avis), à

_____ (indiquer le lieu d'examen)

le _____, entre _____ et _____ heures.

ou

Le(s) demandeur(s) / Le(s) défendeur(s) s'oppose(nt) à ce que vous examiniez les documents mentionnés dans votre avis du _____ 2 _____, pour le(s) motif(s) suivant(s) (*énoncer le(s) motif(s)*) :

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocat : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie :

Adresse aux fins de
signification :

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) :

Adresse de courriel
(le cas échéant) :

Formule 5-32
(Règle 5-32(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

QUESTIONS ÉCRITES

Questions écrites pour le compte de _____
(nom de la partie)

à répondre par _____
(nom de la (ou des) personne(s) qui doit (doivent) y répondre)

(Énoncer 25 questions au plus [sauf entente contraire des parties], en les numérotant et en précisant qui doit y répondre, si les questions sont posées à plus d'une personne.)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si les questions sont préparées par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 5-39
(Règle 5-39)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

NOTE RELATIVE À L'EXPERTISE

La présente note est faite relativement au rapport de _____
(*nom de l'expert*)

J'entends présenter _____ comme témoin expert dans cette affaire.
(*nom de l'expert*)

Le domaine d'expertise dans lequel il (elle) fournira une opinion est le suivant : (*indiquer ici le domaine d'expertise*).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*signature*)

(*nom en lettres moulées*)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la note est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 6-4
(Règle 6-4)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

REQUÊTE SANS PRÉAVIS

La présente requête est présentée sans préavis.

Disposition autorisant la présentation de la requête sans préavis

1.

Réparation sollicitée

2.

Concernant les parties adverses (*cocher les cases applicables*) :

- aucune des parties adverses n'est, à ma connaissance, représentée par avocat;
- le(s) nom(s) de l'avocat (des avocats) représentant la (les) partie(s) adverse(s) est (sont) :

Lois et règlements applicables

3.

Règles applicables

4.

Décisions judiciaires invoquées (*citations avec mise en relief des passages pertinents*)

5.

Fait à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 6-5
(Règle 6-5(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE REQUÊTE

PRÉAVIS À L'INTIMÉ (AUX INTIMÉS)

La présente requête est présentée contre vous. Vous êtes intimé(e). Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue devant la Cour.

Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu : _____

Date : _____

Heure : _____

(Veuillez lire l'avis qui figure à la fin du présent document pour connaître les autres choses que vous pouvez faire ainsi que les délais applicables.)

Réparation sollicitée

1.

Raisons de la requête

2.

Documents ou éléments de preuve qui seront invoqués

3.

Règles applicables

4.

Lois et règlements applicables

5.

Fait à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

AVIS

Si vous ne vous présentez pas en cour, soit personnellement soit par ministère d'avocat, la Cour pourra donner gain de cause au(x) requérant(s) en votre absence. Vous serez lié(e) par toute ordonnance de la Cour. Si vous voulez prendre part à la requête, vous-même ou votre avocat devrez vous présenter en cour aux date et heure indiquées au début de la présente formule. Si vous entendez vous fonder sur un affidavit ou quelque autre moyen de preuve à l'audition ou à l'examen de la requête, vous devez répondre en donnant un avis raisonnable des documents au requérant.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 6-24
(Règle 6-24(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
REQUÉRANTS(S) _____
INTIMÉ(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS D'AUDIENCE EN SÉANCE DES COMPARUTIONS

DESTINATAIRE(S) : _____
(nom de chaque partie ayant droit à avis)

SACHEZ qu'une requête est présentée dans cette instance.

La requête sera entendue par conférence téléphonique avec le ou la juge siégeant en cabinet, au centre judiciaire de _____, le _____ après 10 heures.
(indiquer le centre judiciaire) (date)

AVIS

Les parties doivent pouvoir être jointes par téléphone entre 10 h et 16 h à la date indiquée, jusqu'à ce que l'affaire soit entendue.

Ordonnance ou directive sollicitée

1.

Raisons de la requête

2.

Règles applicables

3.

Lois et règlements applicables

4.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

AVIS

Une partie peut faire des assertions à l'audience concernant des faits qui ne sont pas contestés. Aucune partie ne remettra un affidavit ou ne témoignera à l'audience. Le juge ne fondera sa décision que sur des faits qui ne peuvent être contestés, sur la foi des parties ou de leurs avocats. Vous avez le droit d'assister à l'audience et d'y prendre la parole. Vous devrez être aussi bref que possible. Si ni vous ni votre avocat n'assistez à l'audience, le juge pourra rendre une ordonnance sans autre avis.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 6-29
(Règle 6-29(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
REQUÉRANT(S) _____
INTIMÉ(S) _____

Cachet du
greffe

ORDONNANCE PRESCRIVANT L'INTERROGATOIRE DE TÉMOINS

Devant le (la) juge _____ siégeant en cabinet
(*juge siégeant en cabinet*)

le _____ 2 _____ .

Sur requête présentée par l'avocat du (des) _____ et ayant pris connaissance de _____ ,

la Cour ordonne ce qui suit :

1 _____ du (de la) _____
de _____ dans le (la) _____
de _____ est nommé(e) à la charge d'auditeur afin d'interroger, de
contre-interroger et de réinterroger de vive voix, sous serment ou affirmation solennelle : (*énoncer ici les
noms des témoins à être interrogés*)

ainsi que d'autres témoins pour le compte de _____
à _____ susmentionné.

2 L'avocat du _____ doit donner à celui du _____ un préavis
écrit de deux jours de la date à laquelle il entend envoyer la présente ordonnance pour exécution.

3 Dans les deux jours de la signification du préavis, les avocats du demandeur et du défendeur devront
échanger les noms de leurs mandataires respectifs à _____ ,
à qui l'avis concernant l'interrogatoire des témoins susmentionnés peut être envoyé.

4 _____ jours (sans compter les dimanches) avant l'interrogatoire d'un témoin effectué en vertu de la présente ordonnance, le mandataire de la partie pour le compte de qui le témoin doit être interrogé devra donner avis de cet interrogatoire au mandataire de l'autre partie (sauf s'il y a eu dispense d'un tel avis ou si aucun mandataire n'a été nommé).

5 Les dépositions recueillies, de même que les documents qui y sont mentionnés ou des copies certifiées conformes ou des extraits de ces documents, devront être transmis, sous pli scellé, par l'auditeur au registraire local de la Cour à _____ , le _____ 2 _____ , au plus tard, ou dans le délai supplémentaire accordé, pour dépôt par l'auditeur. Les parties seront libres de lire ou de présenter en preuve, à l'instruction de cette action, les dépositions obtenues de tout témoin ainsi interrogé, sous réserve des exceptions légitimes.

6 Les frais relatifs à la requête et à l'interrogatoire seront fixés par le juge du procès au procès même ou par la suite, ou par un juge si l'action se termine sans procès.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local ou greffier siégeant en cabinet

Formule 6-35
(Règle 6-35(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

**ORDONNANCE VISANT L'OBTENTION DE PREUVES POUR LE COMPTE D'UN
TRIBUNAL JUDICIAIRE OU ADMINISTRATIF HORS SASKATCHEWAN**

Devant le (la) juge _____ siégeant en cabinet
(juge siégeant en cabinet)

le _____ 2 _____ .

Dans l'affaire d'une instance devant _____
(désignation du tribunal judiciaire ou administratif)

intitulée :

Entre _____ , demandeur,

et _____ , défendeur,

la Cour ordonne ce qui suit :

1 _____ est nommé(e) à la charge d'auditeur.
(nom et adresse de l'auditeur)

2 _____ , de _____ , doit comparaître devant l'auditeur,
aux date, heure et lieu qu'il fixera, se soumettre à un interrogatoire, sous serment ou affirmation
solennelle, portant sur les questions en litige dans l'affaire susmentionnée, et y produire les documents
suivants, sous réserve des exceptions légitimes : *(donner, le cas échéant, une description des documents
à produire).*

3 L'auditeur devra faire enregistrer et transcrire le témoignage du témoin conformément aux règles de procédure et aux pratiques de la Cour en matière d'interrogatoire préalable (ou à toute autre directive donnée), puis remettre la transcription, ainsi que la présente ordonnance, au registraire, à Regina, pour que celui-ci les transmette au fonctionnaire compétent du tribunal qui en a fait la demande.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local ou greffier siégeant en cabinet

Formule 6-38
(Règle 6-38)

**CERTIFICAT DES PREUVES RECUEILLIES POUR LE COMPTE D'UN
TRIBUNAL JUDICIAIRE OU ADMINISTRATIF HORS SASKATCHEWAN**

Je soussigné(e), _____ , registraire de la Cour du Banc
de la Reine de la Saskatchewan, certifie que les documents ci-annexés sont :

(1) l'ordonnance originale de la Cour du Banc de la Reine en date du

_____ 2 _____ ;

(2) la transcription des preuves recueillies.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire

Formule 6-51A
(Règle 6-51(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE DEMANDE D'AVEUX

SACHEZ que le demandeur (*ou* le défendeur) dans cette action invite le défendeur (*ou* le demandeur) à reconnaître, aux seules fins de cette action, les faits qui suivent (*exposer brièvement les faits dans des paragraphes numérotés*) :

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie qui signifie l'avis)

AVIS

Vous avez 6 jours, à partir de la signification du présent avis, pour reconnaître les faits énoncés dans le présent avis, sous réserve des exceptions légitimes concernant l'admissibilité en preuve de ces faits dans cette action.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 6-51B
(Règle 6-51(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

Cachet du
greffe

AVEUX

Le défendeur (*ou* le demandeur) dans cette action, reconnaît, aux seules fins de cette action, les faits énumérés ci-après, avec les réserves et les limitations mentionnées, le cas échéant, et sous réserve des exceptions légitimes concernant l'admissibilité en preuve, dans cette action, de tout ou partie de ces faits :

Faits reconnus	Réserves ou limitations, le cas échéant

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie qui signifie l'avis)

AVIS

Ces aveux sont faits aux seules fins de cette action, ne sont pas opposables au défendeur (*ou* demandeur) à quelque autre occasion que ce soit et ne peuvent servir qu'au demandeur (*ou* au défendeur, *ou* à la partie qui demande les aveux).

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 6-68
(Règle 6-68)

ORDONNANCE DE REPLEVIN

ELIZABETH DEUX, PAR LA GRÂCE DE DIEU REINE DU ROYAUME-UNI,
DU CANADA ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH, DÉFENSEUR DE LA FOI

Destinataire : Le shérif du centre judiciaire de _____

Nous vous commandons de faire restituer immédiatement au demandeur en *replevin* ses objets, chatels et biens personnels suivants, savoir : _____, qui, selon les allégations dudit _____, ont une valeur de _____ dollars et que le défendeur aurait pris illicitement et détiendrait illicitement, afin que le demandeur puisse obtenir juste réparation à cet égard.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Formule 6-70A
(Règle 6-70(5))

CAUTIONNEMENT EN REPLEVIN

Sachez tous que nous, _____ ,
de _____ , et _____ ,
de _____ , sommes solidairement tenus et liés
envers _____ , shérif du centre
judiciaire de _____ , pour la somme de _____ dollars
en monnaie légale payable au shérif, à son successeur ou à leurs ayants droit, paiement que nous nous
obligeons collectivement et individuellement – et obligeons nos héritiers, exécuteurs testamentaires et
administrateurs – à effectuer.

Fait sous notre sceau le _____ 2 _____ .

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains bestiaux
(ou objets), savoir _____ , qui sont, d'après _____ , sa propriété,

la présente obligation a pour condition que, si _____
intente avec succès et sans délai sa poursuite dans laquelle le bref est émis, ou si la poursuite est
continué entre _____ et _____
au sujet de la propriété des bestiaux (ou objets), que la Cour ordonne la restitution des bestiaux (ou
objets) à _____ et le paiement de dommages-intérêts
pour leur détention et que _____ se conforme à cette décision et
satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, la présente obligation deviendra nulle, sinon elle restera
en vigueur.

Signé, scellé et remis en présence de

(signature)

Formule 6-70B
(Règle 6-70(5))

BORDEREAU DE DÉPÔT D'ARGENT OU DE VALEURS EN *REPLEVIN*

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____ ,
qui sont, d'après _____ , sa propriété;

Attendu que _____ a déposé auprès du shérif du centre judiciaire
de _____ la somme de _____ \$ en
argent liquide [*ou* des valeurs négociables d'une valeur de _____ \$, savoir _____]
en garantie de l'acquittement, par le demandeur, des obligations mentionnées ci-dessous,

le présent dépôt a pour condition que, si _____
intente avec succès et sans délai sa poursuite dans laquelle le bref est émis, ou si la poursuite est
continuée entre _____ et _____
au sujet de ces objets, que la Cour ordonne la restitution des objets à _____
et le paiement de dommages-intérêts pour leur détention, et que _____
se conforme à cette décision et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, le présent BORDEREAU
DE DÉPÔT D'ARGENT OU DE VALEURS EN *REPLEVIN* deviendra nul, sinon il restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de

(signature)

Formule 6-70C
(Règle 6-70(5))

BORDEREAU DE DÉPÔT D'UNE LETTRE DE CRÉDIT EN *REPLEVIN*

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____

_____ ,
qui sont, d'après _____ , sa propriété;

Attendu que _____ a
(*nom de la banque à charte ou caisse populaire*)

déposé auprès du shérif du centre judiciaire de _____
une lettre de crédit irrévocable pour le compte de _____ , pour la
somme de _____ \$, en garantie de l'acquittement, par le demandeur, des obligations
mentionnées ci-après,

le présent dépôt a pour condition que, si _____

intente avec succès et sans délai sa poursuite dans laquelle le bref est émis, ou si la poursuite est
continué entre _____ et _____

au sujet de ces objets, que la Cour ordonne la restitution des objets à _____
_____ et le paiement de dommages-intérêts pour leur détention et que

_____ se conforme à cette ordonnance et satisfait à

tout jugement obtenu contre lui ou elle, le présent BORDEREAU DE DÉPÔT D'UNE LETTRE DE CRÉDIT EN

REPLEVIN deviendra nul, sinon il restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de

(*signature*)

Formule 6-72A
(Règle 6-72(5))

CAUTIONNEMENT EN RÉTENTION DE BIENS

Sachez tous que nous, _____ ,
de _____ , et _____ ,
de _____ , sommes solidairement tenus et liés
envers _____ , shérif du centre judiciaire
de _____ , pour la somme de _____ dollars
en monnaie légale payable au shérif, à son successeur ou à leurs ayants droit, paiement que nous nous
obligeons collectivement et individuellement – et obligeons nos héritiers, exécuteurs testamentaires et
administrateurs – à effectuer.

Fait sous notre sceau le _____ 2 _____ .

Attendu que _____ souhaite retenir certains bestiaux
(ou objets), savoir _____ ,
tandis que _____ a obtenu un bref de *replevin* pour recouvrer la
possession de ces bestiaux (ou objets),

la présente obligation a pour condition que, si la Cour ordonne la restitution des bestiaux (ou objets)
à _____ , avec ou sans paiement de dommages-intérêts
pour leur détention, et que _____ restitue les bestiaux (ou objets)
et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, la présente obligation deviendra nulle, sinon elle
restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de

(signature)

Formule 6-72B
(Règle 6-72(5))

**BORDEREAU DE DÉPÔT D'ARGENT OU DE VALEURS
EN RÉTENTION DE BIENS**

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____,
qui sont, d'après _____, sa propriété;

Attendu que _____ prétend avoir le droit de conserver la possession
de ces objets;

Attendu que _____ a déposé auprès du shérif du centre judiciaire
de _____ la somme de _____ \$ en
argent liquide [ou des valeurs négociables d'une valeur de _____ \$, savoir _____]
en garantie de l'acquittement, par le défendeur, des obligations mentionnées ci-dessous,

le présent dépôt a pour condition que, si la Cour ordonne la restitution des objets
à _____, avec ou sans paiement de dommages-intérêts pour leur
détention, et que _____ restitue les objets et satisfait à tout
jugement obtenu contre lui ou elle, le présent BORDEREAU DE DÉPÔT D'ARGENT OU DE VALEURS EN RÉTENTION
DE BIENS deviendra nul, sinon il restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de

(signature)

Formule 6-72C
(Règle 6-72(5))

**BORDEREAU DE DÉPÔT D'UNE LETTRE DE CRÉDIT EN RÉTENTION
DE BIENS**

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____,

qui sont, d'après _____, sa propriété;

Attendu que _____ prétend avoir le droit de conserver la possession
des objets;

Attendu que _____ a
(*nom de la banque à charte ou caisse populaire*)

déposé auprès du shérif du centre judiciaire de _____

une lettre de crédit irrévocable pour le compte de _____, pour la

somme de _____ \$, en garantie de l'acquittement, par le défendeur, des obligations
mentionnées ci-après,

le présent dépôt a pour condition que, si la Cour ordonne la restitution des objets

à _____, avec ou sans paiement de dommages-intérêts pour leur

détention, et que _____ restitue les objets et satisfait à

tout jugement obtenu contre lui ou elle, le PRÉSENT BORDEREAU DE DÉPÔT D'UNE LETTRE DE CRÉDIT EN

RÉTENTION DE BIENS deviendra nul, sinon il restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de

(*signature*)

Formule 6-85A
(Règle 6-85(4))

AVIS DU SHÉRIF AU CRÉANCIER JUDICIAIRE OU AUTRE CRÉANCIER

Sachez que _____ a réclamé les objets
(ou certains objets [si la réclamation ne vise que certains objets, les énumérer ici])
que j'ai saisis en vertu du bref d'exécution émis dans cette action (ou en vertu du mandat que vous
m'avez adressé en date du _____ 2 _____).

Dans les 14 jours de la mise à la poste du présent avis, vous devez m'aviser par écrit si vous
reconnaissez ou contestez le titre de _____ sur ces objets.

Si vous reconnaissez le titre de _____ sur ces objets et que
vous me donnez l'avis susmentionné, vous ne serez redevable que des droits et frais engagés avant
la réception par moi de l'avis reconnaissant le titre.

Si vous omettez de me donner l'avis susmentionné ou si vous contestez le titre de
_____ sur les objets, je devrai procéder par entreprière.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Shérif

Le présent avis a été mis à la poste le _____ .
(date)

Destinataire : _____
(nom du créancier ou de son avocat)

Formule 6-85B
(Règle 6-85(6))

**AVIS DU CRÉANCIER JUDICIAIRE OU D'UN AUTRE CRÉANCIER AU SHÉRIF PORTANT
RECONNAISSANCE OU CONTESTATION DU TITRE RÉCLAMÉ**

Sachez que je reconnais (*ou conteste*) le titre de _____
sur les objets (*ou sur certains des objets, savoir [les énumérer]*)

que vous avez saisis en vertu du bref d'exécution émis dans la présente action (*ou en vertu du mandat
que je vous ai adressé en date du _____ 2 _____*).

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

Destinataire : Le shérif de _____

Formule 8-3
(Règle 8-3)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du
greffe

AVIS DE PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE

SACHEZ que la cette action est une action par procédure accélérée à laquelle s'applique la partie 8 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel
(le cas échéant) : _____

Formule 9-7
(Règle 9-7)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

PRAECIPE POUR ASSIGNATION

Un bref de *subpoena* _____ est requis pour le compte du

_____ .

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le *praecipe* est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de
signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas
échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas
échéant)* : _____

Formule 9-8A
(Règle 9-8)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

SUBPOENA AD TESTIFICANDUM

ELIZABETH DEUX, PAR LA GRÂCE DE DIEU REINE DU ROYAUME-UNI,
DU CANADA ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH, DÉFENSEUR DE LA FOI

À _____,
(nom et adresse de voirie)

salut.

Nous vous commandons de comparaître comme témoin pour témoigner ainsi qu'il suit :

Devant un juge de la
Cour du Banc de la Reine
de la Saskatchewan _____

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

et de jour en jour par la suite jusqu'à la fin du procès – et, s'il y a ajournement du procès, de comparaître à la date de la reprise puis de jour en jour jusqu'à la fin du procès – pour témoigner pour le compte du (demandeur *ou* défendeur).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

Formule 9-8B
(Règle 9-8)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

SUBPOENA DUCES TECUM

ELIZABETH DEUX, PAR LA GRÂCE DE DIEU REINE DU ROYAUME-UNI,
DU CANADA ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH, DÉFENSEUR DE LA FOI

À _____ ,
(nom et adresse de voirie)

salut.

Nous vous commandons de comparaître comme témoin pour témoigner ainsi qu'il suit :

Devant un juge de la
Cour du Banc de la Reine _____
de la Saskatchewan

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

et de jour en jour par la suite jusqu'à la fin du procès – et, s'il y a ajournement du procès, de comparaître à la date de la reprise puis de jour en jour jusqu'à la fin du procès – pour témoigner pour le compte du (demandeur *ou* défendeur).

Vous devrez également apporter avec vous et produire les documents et articles suivants (*les énumérer*) :

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 9-12
(Règle 9-12)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE PRODUCTION DE DOCUMENTS AU PROCÈS

SACHEZ que vous devrez produire et présenter au tribunal, à l'instruction de cette action, tous les livres, papiers, lettres, copies de lettres et autres écrits et documents dont vous avez la garde ou la responsabilité ou qui sont en votre possession et qui contiennent des inscriptions, des notes ou des procès-verbaux ayant trait aux questions en litige dans cette action, notamment :

(Énumérer ici les documents avec suffisamment de précisions pour pouvoir les identifier.)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 9-30
(Règle 9-30(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

MODE DE COTATION DES PIÈCES AU PROCÈS

Pièce déposée au procès.
(Date)

Registraire local

(REMARQUE : Les pièces déposées par le demandeur sont cotées P.1, P.2, etc., et celles déposées par le défendeur sont cotées D.1, D.2, etc.)

Formule 10-3

(Règle 10-3)

ORDONNANCE — FORMULE GÉNÉRALE

Devant l'honorable _____ , siégeant en cabinet,
le _____ 2 _____ .

À la demande de _____ , avocat(e)
du demandeur (de la demanderesse) (*ou* du défendeur (de la défenderesse), du requérant (de la
requérante) *ou autre*) et ayant entendu _____ , avocat(e) du
demandeur (de la demanderesse) (*ou* du défendeur (de la défenderesse), de l'intimé(e) *ou autre*) et
lu (*énumérer tous les documents utilisés à l'occasion de la requête*), tous déposés,
la Cour ordonne (*énoncer la teneur de l'ordonnance rendue*).

Greffier en cabinet (*ou selon le cas*)

Dans le cas d'une ordonnance émise sur une requête présentée sans préavis, la mention prescrite à la règle 10-3(5) doit être apposée ici.

AVIS

(À employer dans les cas où l'ordonnance est émise sur une requête présentée sans préavis)

Sachez que toute ordonnance qui a été rendue sans préavis à l'intimé ou à la personne qu'elle touche pourra être annulée ou modifiée sur requête à la Cour, sauf si l'intimé ou cette personne y consent ou que la loi l'autorise. Vous devriez consulter votre avocat au sujet de vos droits.

Formule 10-9A

(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

JUGEMENT PAR DÉFAUT

DANS LE CAS D'UNE SOMME DÉTERMINÉE, ET
CERTIFICAT DE LIQUIDATION DES DÉPENS

Le _____ 2 _____ .

Attendu que le défendeur (la défenderesse) n'a pas délivré de défense à la déclaration, la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et fixés à _____ \$ en ce _____ 2 _____ .

Somme réclamée _____

Dépens _____

Total _____

Registraire local

Formule 10-9B

(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

JUGEMENT PAR DÉFAUT

DANS UNE ACTION EN RECOUVREMENT DE BIEN-FONDS

Le _____ 2 _____ .

Attendu qu'aucune défense n'a été délivrée en réponse à la déclaration, la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer la possession du bien-fonds décrit dans la déclaration comme _____

et les dépens qui seront liquidés.

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-9C
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

JUGEMENT

PRONONCÉ À L'ISSUE D'UN PROCÈS SANS JURY

Le _____ 2 _____ .

Attendu que le procès sans jury dans cette action a commencé le _____ 2 _____ devant

l'honorable juge _____ , que la preuve a été entendue au

procès pour le compte du demandeur (de la demanderesse) et du défendeur (de la défenderesse) (*ou selon le cas*), la Cour a en ce jour ordonné et décidé que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) : (*indiquer la somme, ou selon le cas*).

La Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) (*indiquer la somme, ou selon le cas*) et les dépens qui seront liquidés (*ou selon le cas*).

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-9D
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

JUGEMENT

PRONONCÉ À L'ISSUE D'UN PROCÈS AVEC JURY

Le _____ 2 ____ .

Attendu que le procès avec jury dans cette action a commencé devant l'honorable juge

_____ le _____ 2 ____ en

présence des avocats du demandeur (de la demanderesse) et du défendeur (de la défenderesse) (*ou selon le cas*), que la preuve a été entendue pour le compte du demandeur (de la demanderesse) et du défendeur (de la défenderesse) (*ou selon le cas*), que le jury a répondu ainsi aux questions suivantes : (*indiquer dans l'ordre les questions posées au jury et ses réponses à ces questions*)

et que l'honorable juge _____ a ordonné que jugement soit inscrit en faveur du demandeur (de la demanderesse) pour la somme de _____ \$ plus les dépens,

la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 ____ .

Registraire local

Formule 10-9E
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

JUGEMENT

PRONONCÉ EN COUR POUR UNE SOMME À DÉTERMINER

Le _____ 2 _____ .

Attendu que le procès dans cette action a eu lieu le _____
(date)

devant l'honorable juge _____ et

que l'honorable juge _____ a ordonné que

jugement soit inscrit en faveur du demandeur (de la demanderesse) pour la somme certifiée due en dommages-intérêts par le registraire local (*ou selon le cas, suivant le mandat donné*),

la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme certifiée due en dommages-intérêts par le registraire local (*ou selon le cas*) et les dépens qui seront liquidés.

Attendu que le registraire local a certifié à _____ \$ la somme due au demandeur

(à la demanderesse), la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du

défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-9F
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

JUGEMENT

PRONONCÉ À LA SUITE D'UNE ORDONNANCE

Le _____ 2 ____ .

Conformément à l'ordonnance de l'honorable juge _____

(ou selon le cas)

du _____ 2 ____ autorisant le demandeur (la demanderesse) à obtenir jugement contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$ et pour les dépens qui seront liquidés,

la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 ____ .

Registraire local

Formule 10-9G

(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

JUGEMENT

PRONONCÉ EN ADJUDICATION DES DÉPENS
EN CAS D'ACCEPTATION DE SOMME CONSIGNÉE

Le _____ 2 _____ .

Attendu que le défendeur (la défenderesse) a consigné en justice dans cette action la somme de _____ \$ en règlement de la demande du demandeur (de la demanderesse), que ce dernier (cette dernière) par avis du _____ 2 _____ a accepté cette somme en règlement intégral de sa cause d'action, que les dépens du demandeur (de la demanderesse) ont été liquidés et fixés à _____ \$ et que le défendeur (la défenderesse) n'a pas payé ces dépens dans les quatre jours suivant leur liquidation, la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$.

Registraire local

Formule 10-14
(Règle 10-14)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

CONSENTEMENT À L'INSCRIPTION D'UN EXTRAIT D'EXÉCUTION DE JUGEMENT

Je soussigné(e), _____ , de _____ ,
dans la province de _____ , demandeur (demanderesse)
nommé(e) dans le jugement inscrit dans cette action le _____ 2 _____ et
unique bénéficiaire de ce jugement, consens à l'inscription d'un extrait d'exécution de ce jugement.

Fait à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature du témoin)

(signature)

AFFIDAVIT ATTESTANT LE CONSENTEMENT

Je soussigné(e), _____ , de _____ ,
dans la province de _____ , déclare sous serment
(ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Le _____ 2 _____ , _____ a souscrit en ma présence le
consentement à l'inscription d'un extrait d'exécution du jugement rendu dans cette action.

2 Au moment de souscrire le consentement, _____ m'a
assuré être l'unique bénéficiaire de ce jugement et m'a déclaré que le jugement a été exécuté
intégralement.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du témoin)

Formule 10-27

(Règle 10-27(4))

BREF DE RESTITUTION

ELIZABETH DEUX, PAR LA GRÂCE DE DIEU REINE DU ROYAUME-UNI,
DU CANADA ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH, DÉFENSEUR DE LA FOI

Au shérif du centre judiciaire de _____ , salut.

Nous vous commandons de faire retourner sans délai les chatels suivants : (*énumérer les objets dont le recouvrement et la restitution ont été autorisés par jugement ou ordonnance exécutoires*) à _____ , que _____ a récemment obtenu le droit de recouvrer de _____ (*ou que _____ a été enjoint de restituer à _____*) dans une action devant notre Cour du Banc de la Reine. Nous vous commandons en outre, si les chatels ne peuvent être retrouvés dans votre ressort, d'opérer une saisie-gagerie sur l'ensemble des biens-fonds et chatels de _____ qui se trouvent dans votre ressort, de sorte que ni _____ ni aucun de ses mandataires puissent mettre la main sur ces biens tant que _____ n'aura pas rendu lesdits chatels à _____ .

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, *etc.*

(*Directives au shérif à inscrire sur le bref*)

ÉMIS à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

SCEAU



Registraire local

(ou)

(Pareillement, mais au lieu d'une saisie-gagerie jusqu'à restitution des chatels, commander au shérif de _____ de prélever leur valeur estimative sur les objets du défendeur.)

(Procéder comme ci-dessus jusqu'à la fin de la phrase se terminant par « dans une action devant notre Cour du Banc de la Reine », puis continuer comme suit :)

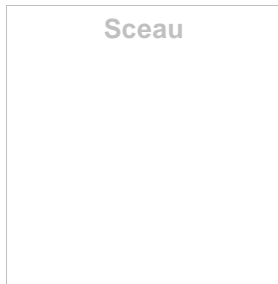
Nous vous commandons en outre, si les chatels ne peuvent être retrouvés dans votre ressort, de prélever sur les objets de _____ qui se trouvent dans votre ressort la somme de _____ \$ (la valeur estimative des chatels).

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, etc.

(Directives au shérif à inscrire sur le bref)

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

SCEAU



Registraire local

ou

(Si le jugement prescrit aussi le paiement de dommages-intérêts, de dépens ou d'intérêts, procéder comme ci-dessus jusqu'à la fin de « la valeur estimative des chatels » et continuer comme suit :)

Nous vous commandons en outre de prélever sur les objets (et les biens-fonds, le cas échéant) de _____ qui se trouvent dans votre ressort la somme de _____ \$

(dommages-intérêts) majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de 5 % courant à partir

du _____ 2 _____, s'agissant de la somme et des intérêts que, dans le jugement

(ou l'ordonnance) rendu(e) le _____ 2 _____ dans ladite action,

_____ a été condamné(e) à payer à

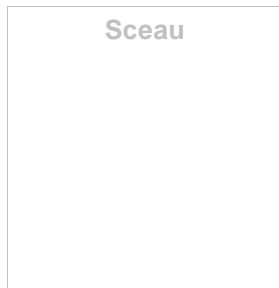
_____ avec certains dépens afférents, lesquels ont été liquidés et

fixés par le liquidateur des dépens de notre Cour à _____ \$, ainsi que l'atteste son certificat du _____ 2 _____ ; de prélever aussi sur les objets (et biens-fonds, *selon le cas*) de _____ qui se trouvent dans votre ressort ladite somme de _____ \$ (dépens) majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de 5 % courant à partir du _____ 2 _____ ; et de produire ces sommes et ces intérêts devant la Cour immédiatement après l'exécution du présent bref pour qu'ils soient versés à _____ conformément audit jugement (*ou* à ladite ordonnance).

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, *etc.*

(Directives au shérif à inscrire sur le bref)

SCEAU



Registraire local

Formule 10-28

(Règle 10-28(3))

BREF DE MISE EN POSSESSION

ELIZABETH DEUX, PAR LA GRÂCE DE DIEU REINE DU ROYAUME-UNI,
DU CANADA ET DES SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH, DÉFENSEUR DE LA FOI

Au shérif du centre judiciaire de _____ , salut.

Attendu que par _____ de notre Cour du Banc de la Reine
(*jugement (ou ordonnance)*)

_____ a récemment recouvré (*ou* _____ a
été condamné(e) à restituer à _____) la possession de l'ensemble des
_____, avec leurs dépendances, qui se trouvent dans votre ressort,
(*biens-fonds*)

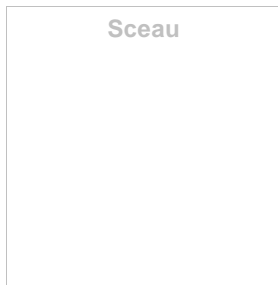
nous vous commandons d'entrer dans ces biens-fonds et sans délai de faire mettre

_____ en possession des biens-fonds et lieux et de leurs
dépendances et de remettre cette partie et ses ayants droit en possession paisible chaque fois que
viendra la troubler le défendeur (la défenderesse) ou un de ses ayants droit.

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, *etc.*

ÉMIS à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

SCEAU



Registraire local

(*Directives au shérif à inscrire sur le bref*)

Mandat de restituer au demandeur (à la demanderesse) la possession des lieux qui sont l'objet du
présent bref.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

REMARQUE : Lorsque le jugement prévoit également le recouvrement d'une somme d'argent ou des dépens, un bref d'exécution peut être combiné avec le bref de mise en possession.

Formule 10-33
(Règle 10-33(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

AVIS DE SÉANCE POUR INTERROGATOIRE

Dans l'affaire de l'exécution forcée d'un jugement :

À la demande de l'avocat de _____
(*nom du requérant*)

et vu l'affidavit de _____ ,

dont copie sera signifiée avec le présent document,

une séance a été fixée pour l'interrogatoire de _____ .
(*nom du débiteur judiciaire*)

L'interrogatoire aura lieu ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

Lieu _____
(*adresse*)

Date _____

Heure _____

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-39
(Règle 10-39(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S)
ÉVENTUEL(S) _____
DÉFENDEUR(S)
ÉVENTUEL(S) _____

Cachet
du greffe

**AVIS DE SÉANCE POUR REQUÊTE EN AUTORISATION
DE L'INTRODUCTION D'UNE ACTION**

Dans l'affaire d'une action éventuelle devant _____, juge de la Cour
du Banc de la Reine de la Saskatchewan, en cabinet :

À la demande de l'avocat(e) du demandeur éventuel (de la demanderesse éventuelle)

et vu l'affidavit de _____, dont copie sera signifiée avec le présent
document,

une séance a été fixée pour l'audition d'une requête du demandeur éventuel (de la demanderesse
éventuelle) en autorisation de l'introduction d'une action. La requête sera entendue ainsi qu'il est
indiqué ci-dessous :

Lieu _____
(adresse)
Date _____
Heure _____
Réparation
sollicitée _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

Formule 10-40A

(Règle 10-40(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

DEMANDE DANS UNE ACTION HYPOTHÉCAIRE

1 La demande du demandeur (de la demanderesse) s'appuie sur un acte d'hypothèque fait le _____ 2 _____ par _____ en faveur de _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier le _____ 2 _____ en tant qu'enregistrement-intérêt n° _____ .

ou

(Si l'action s'appuie sur une hypothèque en equity, l'indiquer et préciser brièvement la date de sa création et de quelle manière elle est née.)

2 L'hypothèque a été transférée par le créancier hypothécaire au demandeur (à la demanderesse) au moyen d'un transfert fait le _____ 2 _____ .

(Supprimer si l'hypothèque n'a pas fait l'objet d'un transfert.)

3 L'hypothèque a été prise en charge par le défendeur (la défenderesse) _____ par instrument fait le _____ 2 _____ .

(Supprimer si l'hypothèque n'a pas fait l'objet d'une prise en charge.)

4 Le demandeur (La demanderesse) (*ou selon le cas*) et le(s) défendeur(s) (la défenderesse) ont conclu le _____ 2 _____ un accord de prolongation touchant l'hypothèque.

(Supprimer s'il n'y a pas eu d'accord de prolongation.)

5 Voici une description du bien-fonds hypothéqué : *(décrire le bien-fonds)*

6 L'hypothèque est arrivée à échéance et la dette au complet est maintenant exigible. Il y a eu défaut de paiement et le montant de la dette au _____ 2 _____ est de _____ \$, majoré des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant depuis cette date jusqu'à la date du paiement, plus les débours exposés en vertu de l'acte d'hypothèque, soit :

(taxes et impôts, primes d'assurance et autres débours et frais réclamés)

ou

Il y a eu défaut de paiement au titre de l'hypothèque et voici le détail de la dette exigible (ou de l'arriéré, si seul l'arriéré est réclamé) au _____ 2 _____ , y compris les débours exposés en vertu de l'acte d'hypothèque :

Arriéré en principal _____ \$

Arriéré en intérêts à _____ % _____ \$

Les débours suivants : _____

(taxes et impôts, primes d'assurance et autres débours et frais réclamés)

_____ \$

Total _____ \$

Principal exigible par anticipation _____ \$

Total, avec principal exigible par anticipation _____ \$

7 Au _____ 2 _____ , le total des mensualités impayées était de _____ \$, soit pour _____ mois à _____ \$ par mois.

8 Le(s) défendeur(s) (La défenderesse) _____
(noms des défendeurs personnellement redevables)

s'est engagé(e) (se sont engagés) par covenant dans l'acte d'hypothèque (ou selon le cas) à payer les sommes exigibles au titre de l'hypothèque. La loi intitulée *The Limitation of Civil Rights Act* n'empêche pas le demandeur (la demanderesse) de poursuivre pour violation du covenant, car (dire pourquoi le demandeur a le droit de poursuivre pour violation du covenant; supprimer le présent paragraphe si

le covenant n'est pas plaidé) _____

9 Le(s) défendeur(s) (La défenderesse) _____ semble(nt), d'après les dossiers du réseau d'enregistrement foncier (ou selon le cas), avoir un intérêt dans le droit de rachat en equity, sous réserve des droits du demandeur (de la demanderesse).

10 L'autorisation d'introduire la présente action a été obtenue le _____ 2 ____ sous le régime de la loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act*, et la nature de la réparation qu'il

est permis de solliciter en l'espèce, selon l'autorisation, est la suivante (reproduire ce que disait

l'ordonnance) : _____

ou

Il n'était pas nécessaire d'obtenir une autorisation sous le régime de la loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act* pour introduire la présente action parce que (indiquer pourquoi) :

11 Le demandeur (La demanderesse) prétend avoir droit aux frais entre avocat et client du fait que (indiquer pourquoi; supprimer si les frais entre avocat et client ne sont pas réclamés)

12 Le demandeur (La demanderesse) sollicite la réparation suivante (indiquer les mesures réparatoires sollicitées parmi celles énumérées plus bas et pour lesquelles l'autorisation nécessaire a été obtenue) :

a) jugement contre le(s) défendeur(s) (la défenderesse) (nommer tous les défendeurs à qui est réclamé un jugement pécuniaire personnel) :

pour la somme de _____ \$ majorée des intérêts au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____, plus les dépens (s'il y a lieu : entre avocat et client) afférents à l'action;

- b) la forclusion de l'hypothèque;
- c) la vente du bien-fonds hypothéqué;
- d) la possession (ou la possession immédiate) du bien-fonds hypothéqué;
- e) la nomination d'un séquestre chargé de percevoir les loyers et revenus tirés du bien-fonds hypothéqué;
- f) (mentionner sommairement toute autre mesure réparatoire légitime).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS AUX DÉFENDEURS

Vous pouvez exiger à tout moment, par avis écrit, des avocats du demandeur (ou du demandeur, s'il se représente lui-même) :

- des précisions sur la somme réclamée par le demandeur,
- la production, pour votre consultation, de l'acte d'hypothèque et de tout autre document sur lequel repose la poursuite.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document :

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de
signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas
échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas
échéant)* : _____

Formule 10-40B

(Règle 10-40(11))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

**AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION DANS UNE ACTION RELATIVE À UNE HYPOTHÈQUE
OU À UNE CONVENTION DE VENTE IMMOBILIÈRE**

Je soussigné(e), _____ , de _____ , en
(résidence)

Saskatchewan, déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 Le _____ 2 _____ , j'ai signifié au défendeur (à la défenderesse) une copie conforme de la déclaration qui forme la pièce A annexée au présent affidavit, en postant cette copie par courrier recommandé au bureau de poste de _____ , en Saskatchewan, dans une enveloppe portant l'adresse suivante du défendeur (de la défenderesse) :

_____ .

2 La pièce B ci-annexée est la confirmation de livraison au défendeur (à la défenderesse) obtenue du bureau de poste et apparemment signée par _____
(identité de la personne)

en date du _____ .

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan



(signature)

Formule 10-42A

(Règle 10-42(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S)

Cachet du greffe

CERTIFICAT DE RECHERCHE

(par le registraire local)

Je soussigné(e), _____ , certifie que j'ai effectué une recherche dans le
(nom du greffier)

dossier du greffe et que, à ce jour, aucune somme n'a été consignée à la Cour au crédit de l'action.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-42B

(Règle 10-42(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

CERTIFICAT DE L'AVOCAT

Je soussigné(e), _____ , certifie que, à ce jour, aucun paiement n'a
(nom de l'avocat)

été effectué au cabinet de _____ au crédit de l'action.
(nom du cabinet d'avocats)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

_____ *(nom du cabinet d'avocats)*

représentant

Formule 10-43A

(Règle 10-43(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE FORCLUSION

À la demande de _____, ayant lu la déclaration, les preuves de signification de la requête et de la déclaration, l'acte d'hypothèque en litige, la copie certifiée conforme du titre et les exemplaires déposés des (*mentionner les affidavits, accords de prise en charge, transferts d'hypothèque, accords de prolongation et autres documents à l'appui*) et entendu (*nommer les avocats ou les parties qui ont comparu*),

la Cour déclare et ordonne ce qui suit :

1 La somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque :

– conclu entre _____, débiteur hypothécaire, et
_____, créancier hypothécaire;

– fait le _____ 2 _____ ;

– enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier le _____ 2 _____, en tant qu'enregistrement-intérêt n° _____ (*mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation*) et grevant le bien-fonds suivant :

_____;

s'élève, le _____ 2 _____, à _____ \$, et le montant des arriérés au

titre de l'acte d'hypothèque s'élève, au _____ 2 _____, à _____ \$.

2 (*si c'est permis*) Le demandeur (La demanderesse) a droit à un jugement contre le défendeur (la défenderesse) _____ pour la somme de _____ \$ majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à la date de la présente ordonnance, plus les dépens (*s'il y a lieu* : entre avocat et client) qui seront liquidés.

3 Le défendeur (La défenderesse) devra, au plus tard le _____ 2 _____, consigner à la Cour, au compte de la présente cause, la somme globale réclamée, soit la somme de _____ \$ majorée des intérêts sur _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____, plus les dépens qui seront liquidés.

4 Sous réserve du paragraphe 5, à défaut de la consignation prescrite au paragraphe 3, il y aura forclusion absolue et, à la demande du demandeur (de la demanderesse) :

a) le titre sur le bien-fonds hypothéqué sera dévolu au demandeur (à la demanderesse) et le demeurera, libre de tout droit, titre et intérêt de la part du défendeur (de la défenderesse);

b) tous les ayants droit du défendeur (de la défenderesse) qui sont en possession du bien-fonds hypothéqué en remettront la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 21 jours suivant la signification à eux d'une copie de l'ordonnance définitive.

5 Sur paiement des arriérés de _____ \$ mentionnés au paragraphe 1 et des mensualités échues au _____ 2 _____, majorés des intérêts courus, le cas échéant, sur les arriérés jusqu'à la date du paiement, plus les dépens qui seront liquidés, le défendeur (la défenderesse) _____ sera déchargé(e) du remboursement immédiat de toute fraction du prêt hypothécaire non encore arrivée à échéance.

6 Copie de la présente ordonnance sera signifiée à (*donner toute directive spéciale, s'il y a lieu, quant à la signification*).

7 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

Formule 10-43B

(Règle 10-43(9))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE DÉFINITIVE DE FORCLUSION

À la demande du demandeur (de la demanderesse), ayant lu _____ ,
qui a/ont été déposé(s), et entendu _____ ,
la Cour ordonne ce qui suit :

1 Les défendeurs et leurs ayants droit sont individuellement et collectivement forclos sans réserve
de leurs droits, titres et intérêts sur _____

(décrire le bien-fonds)

et le titre sur ce bien-fonds est dévolu au demandeur (à la demanderesse), libre de tout droit, titre,
intérêt ou droit de rachat en equity de la part des défendeurs ou de leurs ayants droit,

individuellement et collectivement, sous réserve de _____

(énumérer les réclamations non touchées)

2 Le conservateur des titres accueillera une demande visant l'établissement d'un nouveau titre
foncier au nom du demandeur (de la demanderesse), libre de tout intérêt, mis à part ceux énumérés
au paragraphe 1.

3 Les défendeurs et leurs ayants droit qui sont en possession du bien-fonds hypothéqué et qui sont
assujettis à l'ordonnance conditionnelle de forclusion devront en remettre la possession au
demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la signification à eux d'une copie de la
présente ordonnance.

ÉMISE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-45A

(Règle 10-45)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE VENTE

À la demande de _____ ayant lu la déclaration, les preuves de signification de la requête et de la déclaration, l'acte d'hypothèque en litige, la copie certifiée conforme du titre et les exemplaires déposés des

(mentionner les affidavits et autres documents à l'appui)

et entendu _____ ,
(nommer les avocats ou les parties qui ont comparu)

la Cour déclare et ordonne ce qui suit :

1 La somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque :

– conclu entre _____ débiteur hypothécaire, et
_____ , créancier hypothécaire;

– fait le _____ 2 _____ ;

– enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier le _____ 2 _____

en tant qu'enregistrement-intérêt n° _____ *(mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation)* et grevant le bien-fonds suivant :

_____ ;

s'élève, le _____ 2 _____ , à _____ \$, et le montant des arriérés au

titre de l'acte d'hypothèque s'élève, au _____ 2 _____ , à _____ \$.

2 Le demandeur (La demanderesse) obtient jugement contre le défendeur (la défenderesse)

_____ pour la somme de _____ \$ majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à la date de la présente ordonnance conditionnelle, plus les dépens (*s'il y a lieu* : entre avocat et client) qui seront liquidés.

3 Le défendeur (La défenderesse) _____ devra, au plus tard le _____ 2 _____, consigner à la Cour, au compte de la présente cause, la somme globale réclamée, soit la somme de _____ \$, majorée des intérêts sur _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____, plus les dépens qui seront liquidés.

4 Sous réserve du paragraphe 5, à défaut de la consignation prescrite et sans autre ordonnance, (*s'il doit y avoir sûreté en garantie des dépens, ajouter* : si le défendeur (la défenderesse)

_____ consigne à la Cour au compte de la présente cause ou remet au shérif, au plus tard le _____ 2 _____, la somme de _____ \$ à titre de sûreté en garantie des dépens afférents à la vente), le bien-fonds hypothéqué sera vendu à _____, en Saskatchewan, sous la surveillance de _____, (*avocat, shérif ou autre, selon le cas*) de _____, en Saskatchewan, aux date, heure et lieu que fixera (*l'avocat, le shérif ou autre, selon le cas*), mais, en tout état de cause, la vente n'aura pas lieu avant le _____ 2 _____ ni après le _____ 2 _____.

5 Sur paiement, à tout moment avant la vente, de la somme de _____ \$ (savoir les arriérés mentionnés au paragraphe 1) et des mensualités exigibles au titre de l'acte d'hypothèque après le _____ 2 _____, majorées des intérêts courus sur les arriérés jusqu'à la date du paiement, plus les dépens qui seront liquidés, le défendeur (la défenderesse) sera déchargé(e) du remboursement immédiat de toute fraction du prêt hypothécaire non encore arrivée à échéance.

6 Il doit y avoir préavis d'au moins quatre semaines des date, heure et lieu de la vente et des conditions de celle-ci, lequel préavis doit être publié au moins une fois la semaine pendant quatre semaines consécutives à compter, au plus tard, de la quatrième semaine précédant la vente, dans le _____, journal publié à _____, en Saskatchewan, et également au moyen d'affiches apposées pendant les quatre semaines précédant la vente dans ____ endroits bien en vue à _____, en Saskatchewan.

7 Le demandeur (La demanderesse) et les défendeurs sont autorisés à faire des enchères à la vente.

8 Les conditions de la vente sont les suivantes : un versement comptant de 10 % et le paiement du solde dans les _____ semaines qui suivent la vente.

9 Le bien-fonds hypothéqué ne peut être vendu à un prix inférieur à _____ \$ et sera vendu sous réserve de _____

(indiquer les réclamations ou les grèvements qui ne seront pas touchés par la vente)

10 Les règles et les conditions qui suivent s'appliquent à la vente :

(préciser, s'il y a lieu, toute autre condition ou règle régissant le déroulement de la vente)

11 Sur confirmation de la vente, le titre du bien-fonds hypothéqué sera dévolu, sous réserve de ce qui précède, à l'acheteur ou à son désignataire, qui l'acquerra libre de tout droit, titre ou droit de rachat en equity de la part du défendeur (de la défenderesse) _____ et de ses ayants droit, et le défendeur (la défenderesse) _____ et ses ayants droit devront remettre à l'acheteur la possession du bien-fonds hypothéqué dans les 20 jours suivant la signification à eux de l'ordonnance confirmant la vente.

12 Le somme obtenue contre l'achat doit être consignée à la Cour au compte de la présente cause pour être affectée selon les directives de la Cour.

13 Une demande de confirmation de la vente doit être présentée à la Cour dans le mois qui suit la vente.

14 Si la vente échoue ou n'est pas confirmée, ou si la sûreté en garantie des dépens n'est pas versée ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, le demandeur (la demanderesse) pourra demander la forclusion absolue, auquel cas le titre du bien-fonds hypothéqué sera dévolu au demandeur (à la demanderesse), libre de tout droit, titre et intérêt du défendeur (de la défenderesse)

_____ et de ses ayants droit, et le défendeur (la défenderesse)

et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds hypothéqué devront en remettre la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la signification à eux d'une copie de l'ordonnance définitive de forclusion.

15 Copie de la présente ordonnance sera signifiée à personne au défendeur (à la défenderesse)

_____ et à _____ .
(donner toute directive spéciale, s'il y a lieu, quant à la signification)

16 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-45B

(Règle 10-45)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

ORDONNANCE DE CONFIRMATION DE LA VENTE

À la demande du (de la) _____, ayant lu _____, qui a/ont été déposé(s), et entendu _____,

la Cour ordonne ce qui suit :

1 Est confirmée la vente du bien-fonds hypothéqué, savoir _____

_____ faite, en vertu de l'ordonnance rendue en date du _____ 2 _____, à _____, de _____ en Saskatchewan, par _____ pour la somme de _____ \$.
(avocat, shérif ou selon le cas)

2 Le conservateur des titres accueillera une demande visant l'établissement d'un nouveau titre pour le bien-fonds hypothéqué au nom de l'acheteur, sous réserve, cependant, de _____

(indiquer les intérêts qui doivent continuer de grever le titre)

3 Le défendeur (La défenderesse) _____ et ses

ayants droit qui sont en possession du bien-fonds hypothéqué et qui sont assujettis à l'ordonnance conditionnelle de vente devront en remettre la possession à l'acheteur dans les 20 jours suivant la signification à eux d'une copie de la présente ordonnance.

4 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 10-45C

(Règle 10-45)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

DEMANDE DANS UNE ACTION RELATIVE À UNE CONVENTION DE VENTE IMMOBILIÈRE

1 La demande du demandeur (de la demanderesse) s'appuie sur une convention écrite conclue le _____ 2 _____ entre le vendeur _____ et l'acheteur _____ et visant la vente du bien-fonds suivant : (*donner la description du bien-fonds*) _____

2 (*Si la convention a été cédée, ajouter : « La convention a été cédée par le vendeur au demandeur (à la demanderesse) par cession du _____ 2 _____ » ou autre chose, selon le cas.*)

3 (*Si une réparation est réclamée en vertu d'une garantie ou d'une convention accessoire, ou en raison de faits exceptionnels, résumer le contenu de la garantie ou de la convention, ou les faits exceptionnels invoqués, selon le cas.*)

4 Il y a eu défaut d'exécution de la convention; voici les montants de la dette actuelle (*ou des arriérés, si la demande ne vise que des arriérés*) ainsi que des débours exposés au titre de la convention :

Arriérés sur le principal :	_____	\$
Principal exigible par anticipation :	_____	\$
Intérêts :	_____	\$
Autres débours : (<i>taxes et impôts, primes d'assurance et autres débours et frais réclamés</i>)	_____	\$
Total :	_____	\$

5 Le demandeur (La demanderesse) n'a pas eu le bien-fonds en sa possession ni n'a perçu de loyers ou de profits s'y rapportant (*ou selon le cas*).

6 Le demandeur (La demanderesse) est le/la propriétaire inscrit(e) (ou « a le droit d'être le/la propriétaire inscrit(e) », ou selon le cas) du bien-fonds et il/elle est prêt(e) à le transférer sur réception du solde exigible au titre de la convention.

7 Le défendeur (La défenderesse) _____
(nom du ou des défendeurs personnellement redevables)

s'est engagé(e) dans la convention (ou selon le cas) à payer les sommes exigibles au titre de la convention et, selon les registres du réseau d'enregistrement des titres fonciers (ou selon le cas), les autres défendeurs semblent avoir des intérêts dans la valeur nette, sous réserve des droits du demandeur (de la demanderesse).

8 L'autorisation d'intenter la présente action a été obtenue le _____ 2 _____ en vertu de la loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act*, et la nature de la réparation que l'autorisation permet de solliciter en l'espèce est (l'énoncer)

(Si aucune autorisation n'est requise en l'espèce, indiquer ce fait et les raisons.)

9 Le demandeur (La demanderesse) sollicite la réparation suivante : (indiquer les mesures réparatoires sollicitées parmi celles énumérées plus bas)

- _____

- a) L'exécution en nature de la convention;
 - b) Jugement contre le défendeur (la défenderesse) _____
(nommer tous les défendeurs contre qui est réclamé un jugement pécuniaire personnel)
pour la somme de _____ \$ majorée des intérêts sur la somme de _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____, plus les dépens afférents à l'action;
 - c) L'annulation de la convention et la confiscation de toutes les sommes payées au titre de celle-ci;
 - d) La déclaration du privilège du vendeur et la vente du bien-fonds en vertu de la convention;
 - e) La possession (ou La possession immédiate) du bien-fonds;
 - f) (mentionner sommairement toute autre mesure réparatoire légitime).

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

AVIS AUX DÉFENDEURS

Vous pouvez exiger à tout moment, par avis écrit, des avocats du demandeur (ou du demandeur, s'il se représente lui-même) :

- des précisions sur la somme réclamée par le demandeur,
- la production, pour votre consultation, de la convention et de tout autre document sur lequel repose la poursuite.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document :

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 10-45D

(Règle 10-45)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

ORDONNANCE CONDITIONNELLE D'ANNULATION DE CONVENTION DE VENTE

À la demande du demandeur (de la demanderesse), ayant lu _____ ,
entendu _____ et constaté que la somme globale due au
demandeur (à la demanderesse) au titre de la convention est de _____ \$ et que
les arriérés sont de _____ \$,

la Cour déclare et ordonne ce qui suit :

1 Le montant global exigible en principal et intérêts au titre de la convention de vente sur laquelle
repose la poursuite et qui vise les biens-fonds suivants en Saskatchewan :

s'élève, au _____ 2 _____ , à _____ \$, et le montant des arriérés

s'élève, au _____ 2 _____ , à _____ \$.

2 Le défendeur (La défenderesse) devra consigner à la Cour au compte de la présente cause, au
plus tard le _____ 2 _____ , la somme de _____ \$ majorée des
intérêts sur la somme de _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir
du _____ 2 _____ , plus les dépens afférents à l'action qui seront liquidés.

3 Sous réserve du paragraphe 4, à défaut de la consignation prescrite, la convention de vente sur
laquelle repose la poursuite sera annulée et résiliée, et toutes les sommes payées par le défendeur
(la défenderesse) au demandeur (à la demanderesse) en application de la convention seront
confisquées en faveur du demandeur (de la demanderesse) et retenues par lui/elle (*ou selon le cas*);
et le défendeur (la défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession des lieux devront en
remettre la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la signification
à eux d'une copie de l'ordonnance définitive.

4 Cependant, sur paiement de la somme de _____ \$, savoir les arriérés mentionnés au paragraphe 1, majorés des intérêts sur la somme de _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____, plus les dépens, le défendeur (la défenderesse) (ou l'acheteur) sera déchargé(e) du remboursement immédiat de toute fraction du prix d'achat non encore arrivée à échéance.

5 Copie de la présente ordonnance doit être signifiée _____

(donner toute directive spéciale, s'il y a lieu, quant à la signification)

6 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause (ou selon le cas).

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

Formule 10-45E
(Règle 10-45)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE DÉFINITIVE D'ANNULATION DE CONVENTION DE VENTE

À la demande du demandeur (de la demanderesse), ayant lu _____

et entendu _____ ,

la Cour ordonne ce qui suit :

1 La convention de vente sur laquelle repose la poursuite est annulée et résiliée.

2 Le défendeur (La défenderesse) et ses ayants droit sont absolument déchus de tout droit, titre ou intérêt sur _____ .
(décrire le bien-fonds)

3 Toutes les sommes payées au demandeur (à la demanderesse) en application de la convention de vente seront retenues par le demandeur (la demanderesse).

4 Le défendeur (La défenderesse) et ses ayants droit qui sont assujettis à l'ordonnance conditionnelle et qui sont en possession des lieux devront en remettre la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la signification à eux d'une copie de la présente ordonnance.

(S'il est nécessaire de retirer un grèvement du titre, ajouter :)

5 Le conservateur des titres accueillera une demande visant à libérer le titre foncier des intérêts suivants : _____

ÉMISE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 11-13A
(Règle 11-13(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

Cachet
du greffe

AVIS DE SÉANCE POUR LIQUIDATION DES DÉPENS

DESTINATAIRES : LES PARTIES

J'ai fixé une séance pour la liquidation des dépens de _____
(nom de la partie)

La séance aura lieu ainsi :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

Liquidateur
des dépens (nom) _____

Le requérant a droit aux dépens en vertu de (préciser l'ordonnance, le jugement, la règle ou la disposition législative habilitant).

Ci-joint copie de la note de frais à liquider et (s'il y a lieu) un affidavit des débours.

AVIS

Si le présent avis vous a été signifié et que vous ne comparez pas, le liquidateur des dépens pourra procéder à la liquidation en votre absence.

(date)

Liquidateur des dépens

Destinataire : _____
(nom de l'avocat ou de la partie à qui l'avis est signifié)

(adresse de l'avocat ou de la partie)

Formule 11-13B
(Règle 11-13(2))

NUMÉRO DU DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

Cachet
du greffe

NOTE DE FRAIS
[NOM ET QUALITÉ]

Honoraires réclamés

N° DU POSTE	POSTE	MONTANT

Débours

DESCRIPTION	MONTANT

Autres frais

DESCRIPTION	MONTANT

TPS

a) Sur les honoraires : _____ \$
b) Sur les débours : _____ \$
c) Sur les autres frais : _____ \$
TOTAL DE LA TPS : _____ \$

TVP

a) Sur les honoraires : _____ \$
b) Sur les débours : _____ \$
c) Sur les autres frais : _____ \$
TOTAL DE LA TVP : _____ \$

Somme totale réclamée

Honoraires : _____ \$
Débours : _____ \$
Autres frais : _____ \$
TPS : _____ \$
TVP : _____ \$
TOTAL : _____ \$

Montant alloué par le liquidateur des dépens

Honoraires : _____ \$
Débours : _____ \$
Autres frais : _____ \$
TPS : _____ \$
TVP : _____ \$
TOTAL : _____ \$

Personne qui a préparé la note de frais :

(signature)

(nom en lettres moulées)

CERTIFICAT DU LIQUIDATEUR DES DÉPENS

Je soussigné(e), _____, certifie le ou les montants suivants qui devront être payés :

par le demandeur : _____ \$

par le défendeur : _____ \$

à _____
(nom de la ou des parties destinataires des dépens adjugés)

Je certifie également la ou les circonstances particulières suivantes, ainsi que la somme que devra payer chacune des parties à l'égard de ces circonstances :

(date)

Liquidateur des dépens

Un certificat établi sous forme d'affidavit est nécessaire dans les cas où la taxe sur les produits et services ou une taxe de vente provinciale sont réclamées dans la note de frais.

AFFIDAVIT de _____

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT) le _____ 20 _____

Je soussignée(e), _____ , domicilié(e) au
_____, ai connaissance

personnelle des faits suivants :

- 1** C'est bien la partie ayant droit au paiement visé par la note de frais jointe à (ou apposée sur ou déposée avec) la présente note de frais, et non une autre partie, qui paiera la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente provinciale afférentes aux dépens de cette partie.

- 2** La taxe sur les produits et services et la taxe de vente provinciale ne seront pas répercutées sur une autre personne ni remboursées par une autre personne.

- 3** La partie ayant droit au paiement visé par la note de frais n'est pas admissible au crédit de taxe sur les intrants (taxe sur les produits et services) ni à un crédit de taxe de vente personnel.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

(nom en lettres moulées)

Formule 11-14
(Règle 11-14(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

Cachet
du greffe

AVIS DE DÉLIVRER UNE NOTE DE FRAIS POUR LIQUIDATION

DESTINATAIRES : LES PARTIES

J'ai fixé une séance, à la demande de _____ ,
(nom de la partie qui a demandé la séance)

pour la liquidation des dépens de _____ .
(nom de la partie)

La séance aura lieu ainsi :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

Liquidateur
des dépens *(nom)* _____

DESTINATAIRE _____
(nom de la partie qui a droit aux dépens)

Vous avez droit aux dépens en vertu de _____

(préciser l'ordonnance, le jugement, la règle ou la disposition législative habilitant)

AVIS

Vous devez déposer auprès de la Cour votre note de frais assortie, au besoin, de l'affidavit des débours, et en signifier copie à toutes les parties qui ont un intérêt dans la liquidation 14 jours au moins avant la date susmentionnée.

Si vous omettez de déposer et de signifier ainsi une note de frais, vos dépens pourront être évalués en votre absence ou refusés partiellement ou entièrement, ou la liquidation de vos dépens pourra être reportée à plus tard.

(date)

Liquidateur des dépens

Destinataire : _____
(nom de l'avocat ou de la partie à qui l'avis est signifié)

(adresse de l'avocat ou de la partie)

Formule 11-16
(Règle 11-16(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

Cachet
du greffe

CERTIFICAT DE LIQUIDATION DES DÉPENS

Je certifie que j'ai liquidé les dépens entre parties de

(nom de la partie qui a droit aux dépens)

dans la présente instance (ou selon le cas) en vertu de

(préciser l'ordonnance, le jugement, la règle ou la disposition législative)

et que j'alloue la somme de _____ \$

exigible de _____
(nom de la partie condamnée aux dépens)

(Noter ici tout élément particulier contesté par une partie, en précisant de quelle partie il s'agit et la nature de l'objection.)

(Si le liquidateur des dépens a donné des motifs écrits, ils peuvent être ajoutés ici.)

(date)

Liquidateur des dépens

Formule 11-25
(Règle 11-25)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

Cachet
du greffe

ORDONNANCE DE COMPARUTION

DATE DU PRONONCÉ DE L'ORDONNANCE : _____

NOM DU JUGE QUI A RENDU L'ORDONNANCE : _____

Il est ordonné à _____ de comparaître devant la Cour
(nom)

à _____ le _____ .

ou

Un mandat établi à l'aide de la formule reproduite à l'annexe A sera lancé, et un agent de la paix
arrêtera _____
(nom)

et l'amènera devant la Cour pour que cette personne justifie pourquoi elle ne devrait pas être
déclarée coupable d'outrage civil.

Juge de la Cour du Banc de la Reine
de la Saskatchewan

ANNEXE A

N° DE L'ACTION _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

MANDAT D'ARRESTATION

DESTINATAIRES : LES AGENTS DE LA PAIX DE LA SASKATCHEWAN

Le présent mandat est lancé pour l'arrestation de _____
(*nom de la personne à arrêter*)

de _____
(*adresse et code postal*)

Date de naissance : _____ Profession : _____
(*aa/mm/jj*) (*genre d'emploi et titre*)

Attendu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne dénommée (*nom de la personne à arrêter*) devrait être amenée devant la Cour pour justifier pourquoi elle ne devrait pas être déclarée coupable d'outrage civil, le présent mandat vous commande, au nom de Sa Majesté, de procéder sans délai à l'arrestation et à la détention de (*nom de la personne à arrêter*) et d'amener cette personne devant un juge de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan pour qu'elle soit traitée selon la loi. Le présent mandat autorise le gardien d'un établissement de correction à recevoir et à détenir (*nom de la personne à arrêter*) et de garder cette personne en sécurité en attendant sa comparution devant un juge de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Juge ou greffier de la Cour du Banc de la
Reine de la Saskatchewan

Formule 12-3
(Règle 12-3(1))

RECONNAISSANCE DE SIGNIFICATION

Veillez remplir et signer sans délai la présente formule et l'envoyer par la poste dans l'enveloppe affranchie ci-jointe adressée à (*nom de la partie ou de l'avocat qui a signifié le document*) ou la retourner par télécopieur à (*nom et numéro de télécopieur de la partie ou de l'avocat qui a signifié le document*). À défaut de ce faire, il se peut que vous ne soyez pas avisé(e) de la suite des procédures ou que des documents vous soient signifiés à personne, à vos frais.

Je reconnais que copie du ou des documents suivants m'a été signifiée (*donner le titre et la date de chaque document*) :

(signature)

(date de signification)

Mon nom : _____
(prénoms et nom)

Mon adresse aux fins de signification (*adresse en Saskatchewan où des documents judiciaires peuvent vous être envoyés par la poste ou être laissés à votre intention*) :

Mon numéro de téléphone : _____

Mon numéro de télécopieur (*facultatif*) : _____

Mon adresse de courriel (*facultatif*) : _____

AVIS

(1) Vous devez donner une adresse en Saskatchewan où des documents peuvent vous être envoyés par la poste ou être laissés à votre intention, si vous désirez être avisé(e) de la suite des procédures engagées dans la présente affaire.

(2) La mention de votre numéro de télécopieur et de votre adresse de courriel est facultative. Si vous les donnez, des documents pourront vous être signifiés par télécopieur ou transmission électronique.

(3) L'adresse, le numéro de télécopieur ou l'adresse de courriel que vous donnez dans le présent formulaire seront utilisés pour vous signifier des documents tant que vous n'aurez pas signifié aux autres parties et déposé à la Cour avis écrit d'une nouvelle adresse aux fins de signification.

(Si la formule doit être signée par l'avocat ou le représentant autorisé d'une personne morale, d'une entité non personnalisée, d'un mineur ou d'un adulte à charge, prière de l'adapter en conséquence.)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Address de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Address de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 12-12A
(Règle 12-12(2))

Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée le 15 novembre 1965 à La Haye.

**DEMANDE AUX FINS DE SIGNIFICATION OU DE NOTIFICATION À L'ÉTRANGER
D'ACTES JUDICIAIRES OU EXTRAJUDICIAIRES
(ARTICLE 3)**

(identité et adresse du requérant)

(adresse de l'autorité sollicitée)

Le requérant soussigné a l'honneur de transmettre – en double exemplaire – les actes énumérés ci-dessous et, conformément à l'article 5 de la CONVENTION précitée, demande qu'un exemplaire de ces actes soit signifié ou notifié sans délai au destinataire suivant :

(identité et adresse)

- a) conformément à l'article 5, alinéa premier, lettre a) de la CONVENTION*.
- b) selon la forme particulière suivante (article 5, alinéa premier, lettre b))* :

- c) par remise au destinataire, s'il l'accepte volontairement (article 5, alinéa 2)*.

L'autorité est priée de retourner ou de faire retourner au requérant un exemplaire des actes – et de leurs annexes – accompagné de l'attestation établie à l'aide du modèle figurant au verso.

Liste des documents

Fait à _____ le _____

(Signature et/ou cachet)

**Supprimer les mentions inutiles*

Formule 12-12B
(Règle 12-12(2))

Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée le 15 novembre 1965 à La Haye.

ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE À SIGNIFIER
(Article 5, alinéa 4)

Nom et adresse de l'autorité requérante : _____

Renseignements au sujet des parties* : _____

ACTE JUDICIAIRE**

Nature et objet de l'acte : _____

Nature et objet de l'instance et, s'il y a lieu, montant du litige :

Date et lieu de la comparution** : _____

Jurisdiction qui a rendu la décision** : _____

Date de la décision** : _____

Délais figurant dans l'acte** : _____

ACTE EXTRAJUDICIAIRE**

Nature et objet de l'acte : _____

Délais figurant dans l'acte** : _____

* Indiquer, s'il y a lieu, l'identité et l'adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte.

** Supprimer les mentions inutiles.

Formule 12-12C
(Règle 12-12(4))

Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée le 15 novembre 1965 à La Haye.

ATTESTATION

L'autorité soussignée a l'honneur d'attester ce qui suit, conformément à l'article 6 de la CONVENTION :

1 L'acte a été signifié ou notifié* le _____
(date)

à l'adresse suivante : _____

selon l'une des formes suivantes prévues à l'article 5 :

a) conformément à l'article 5, alinéa premier, lettre a) de la CONVENTION*.

b) selon la forme particulière suivante* : _____

c) par remise au destinataire, qui l'a accepté volontairement*.

Les actes mentionnés dans la demande ont été remis à :

(identité et qualité de la personne)

liens avec le destinataire :

(de famille, d'affaires ou autres)

ou

2 L'acte n'a pas été signifié ou notifié, en raison des faits suivants* : _____

Conformément à l'article 12, alinéa 2 de la CONVENTION, le requérant est tenu de payer ou de rembourser les frais énumérés dans l'état ci-joint*.

Annexes

Actes retournés : _____

Fait à _____ le _____

(signature et/ou cachet)

**Supprimer les mentions inutiles.*

Formule 12-14
(Règle 12-14(2))

CERTIFICAT DE SIGNIFICATION

Je soussigné(e), _____, certifie que le _____
(nom du shérif, du shérif adjoint ou de l'huissier) (date)

j'ai signifié à _____
(destinataire de la signification)

au _____
(adresse où la signification a été effectuée)

une copie conforme du ou des documents ci-joints

ou

une copie conforme de _____

_____,
(donner le titre et la date de chaque document)

dont l'original ou une copie conforme figure au dossier du greffe.

J'ai effectué la signification à personne *ou* par courrier recommandé, et la confirmation de livraison au destinataire a été signée (*ou* envoyée) par le bureau de poste le _____.
(date) (*ou selon le cas*)

(signature)

(date de la signification)

Formule 12-15
(Règle 12-15(2))

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION

Je soussigné(e), _____, de _____,
(nom) (adresse)

DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) CE QUI SUIT :

Signification à personne

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à _____
(date) (heure) (destinataire)

le/la _____, pièce A ci-jointe
(titre et date du document signifié)

(ou dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

(choisir le libellé suivant qui s'applique)

en lui remettant copie au _____.
(adresse où la signification a été effectuée)

si les règles permettent la signification à une entité quelconque par la remise d'une copie du document à une autre personne, remplacer par :

en en remettant une copie à _____
(nom et poste de la personne)

au _____
(adresse où la signification a été effectuée)

2 J'ai pu établir l'identité de la personne au moyen

(indiquer les moyens par lesquels l'identité de la personne a pu être établie)

Signification effectuée en laissant les documents à l'adresse aux fins de signification

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à _____
(date) (heure) (destinataire)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant _____),
(nom de la partie)

le/la _____, pièce A ci-jointe
(titre et date du document signifié)

(ou dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

(choisir le libellé suivant qui s'applique)

en en remettant une copie à _____
(nom de la partie ou de l'avocat à qui la copie a été signifiée)
à l'adresse aux fins de signification _____
(adresse)

en en remettant une copie à une personne adulte _____,
(donner son nom si vous le connaissez)
qui était présente à l'adresse aux fins de signification : _____
(adresse)

(Ajouter : 2. J'ai pu constater que la personne, en plus d'être adulte, était un(e)
employé(e) [ou mandataire ou représentant(e) ou membre du ménage] de

(destinataire de la signification)

du fait que [énoncer les motifs justificatifs de cette constatation] :

_____)

(si la signification a été faite à l'avocat) en en remettant une copie à

(nom de l'employé)

employé(e) au cabinet de l'avocat, au _____
(adresse)

en en laissant copie dans une boîte aux lettres à l'adresse aux fins de signification :

(adresse)

aucun adulte n'étant présent à cette adresse pour recevoir le document (dans le cas
d'une adresse professionnelle ou commerciale, ajouter : durant les heures normales
d'ouverture).

Ajouter s'il y a lieu :

2 Avant de signifier les documents de cette façon, j'ai tenté sans succès de signifier le document

à _____ à la même adresse le _____ .
(nom de la personne) (date)

en en envoyant une copie par le service de messagerie _____
(nom du service de messagerie)

pour livraison à l'adresse aux fins de signification : _____
(adresse)

(Ajouter : 2. Ci-joint (pièce B) copie du récépissé du service de messagerie,
apparemment signé par _____
(nom de la personne)

en date du _____ .
(date)

ou

À défaut de récépissé signé et daté du service de messagerie :

2. Normalement, un document envoyé par ce service de messagerie

serait livré le _____ à _____ .)
(date) (heure)

(Nota : La clause qui précède n'est employée qu'en cas de livraison par service de messagerie commercial. Si le messenger est un adulte autre que l'exploitant ou un employé d'un service de messagerie, la personne qui fait la livraison doit fournir un affidavit.)

Signification par la poste

1 Le _____ , j'ai signifié à _____
(date) (nom de la personne, de la partie ou de l'avocat)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant _____),
(nom de la partie)

le/la _____ , pièce A ci-jointe
(décrire le document signifié)

(ou dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

en en envoyant une copie par courrier ordinaire (ou par courrier recommandé) au _____

(adresse postale au complet)

s'agissant de l'adresse aux fins de signification fournie par _____ .
(nom de la partie ou de la personne)

(à défaut de celle-ci, remplacer par :
s'agissant de la dernière adresse connue de _____ .)
(nom de la partie ou de la personne)

(Si la signification est effectuée à une adresse autre que l'adresse aux fins de signification :
Voici les raisons qui me portent à croire que l'adresse à laquelle le document a été signifié est celle
de la partie : _____ .)

En cas de signification par courrier recommandé, ajouter :

2 Le _____ , j'ai reçu du bureau de poste la confirmation de livraison au destinataire
(date)

(pièce B ci-jointe), apparemment signée par _____
(nom de la personne)

en date du _____ .
(insérer la date)

Signification par télécopieur ou transmission électronique

1 Le _____ , à _____ , j'ai signifié à _____
(date) (heure) (nom de la partie ou de l'avocat)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant _____),
(nom de la partie)

le/la _____ , pièce A ci-jointe
(décrire le document signifié)

(ou dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

en en envoyant une copie par télécopieur (ou transmission électronique) au

(numéro de télécopieur ou adresse de transmission électronique)

à l'intention de _____ .
(nom de la partie ou de l'avocat)

2 Ci-joint (pièce B) la confirmation de la transmission par télécopieur (ou une copie imprimée de l'accusé de réception transmis électroniquement, que j'ai reçue le _____).
(date)

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

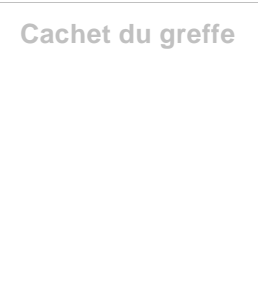
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 13-31
(Règle 13-31)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____



AFFIDAVIT

AFFIDAVIT DE _____
(nom du déposant)

Je soussigné(e), _____, de _____,
(prénoms et nom) (ville ou village)

en Saskatchewan, (si le déposant est une partie ou l'avocat, un dirigeant, un administrateur, un membre ou un employé de celle-ci, indiquer sa qualité) DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) CE QUI SUIT :

1 (Énoncer les faits dans des paragraphes numérotés successivement, chacun étant limité, dans la mesure du possible, à l'exposé d'un fait particulier.)

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 ____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan



(signature)

Formule 13-60
(Règle 13-60)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

CERTIFICAT D'EXAMEN
(par le registraire local)

Je soussigné, _____ , certifie, sur examen
(nom du registraire local)

des archives de la Cour, que ni le tiers saisi ni aucune autre personne supposément intéressée n'a
prétendu que la somme consignée en justice à la suite de l'assignation en saisie-arrêt émise
le _____ 2 _____ appartient à un tiers ou qu'un tiers détient un privilège ou une
charge sur cette somme.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Formule 13-63A
(Règle 13-63(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

AVIS DE DEMANDE DE RENVOI D'UNE INSTANCE

DESTINATAIRES :

Sachez qu'une demande de renvoi d'une instance présentée par _____
(nom du tribunal)

du _____
(adresse complète)

a été déposée à la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, au _____
(adresse complète)

le _____
(date)

La documentation transmise par le tribunal qui a demandé le renvoi de l'instance vous est signifiée avec le présent avis.

AVIS

Dans les 30 jours qui suivent la signification du présent AVIS, vous pouvez, par voie de requête introductive, solliciter une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi de l'instance, sans que pareille requête ne vaille reconnaissance de la compétence de la Cour.

Si aucune requête n'est présentée par l'une des parties dans le délai imparti, la Cour pourra, en leur absence, rendre une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi de l'instance.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

Formule 13-63B
(Règle 13-63(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

AVIS DE RÉCEPTION DE DOCUMENTATION SUPPLÉMENTAIRE

DESTINATAIRES :

Sachez que la Cour a reçu de la documentation supplémentaire concernant la demande de renvoi
d'une instance présentée par _____
(nom du tribunal requérant)

du _____
(adresse complète)

Copie de la documentation supplémentaire vous est signifiée avec le présent avis.

Sachez de plus que la demande d'acceptation (ou de refus) du renvoi de l'instance sera entendue par
un juge de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan ainsi qu'il suit :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

*(Ajouter la clause qui précède si la demande d'acceptation ou de refus du renvoi a été reportée afin
d'obtenir de la documentation supplémentaire ou la modification de l'ordonnance de renvoi.)*

ou

Sachez de plus que si, dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis, aucune des
parties ne sollicite, par voie de requête introductive, une ordonnance portant acceptation ou refus du
renvoi de l'instance, la Cour pourra rendre une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi de
l'instance en l'absence des parties. *(Ajouter cette clause si la Cour envisage la possibilité de rendre
une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi sans qu'une partie ne l'ait demandé.)*

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

Formule 13-63C
(Règle 13-63(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN _____
CENTRE JUDICIAIRE _____
DEMANDEUR(S) _____
DÉFENDEUR(S) _____

Cachet du greffe

ORDONNANCE PORTANT ACCEPTATION OU REFUS D'UN RENVOI

A été portée devant _____ , le _____ 2 _____ ,

la demande de _____
(*nom du tribunal*)

du _____
(*adresse complète*)

visant le renvoi d'une instance à la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan. Un AVIS DE DEMANDE DE RENVOI D'UNE INSTANCE a été signifié aux parties à l'instance devant le tribunal d'origine.

Sur requête de _____
(*nom de la partie*)

demandant à la Cour d'accepter (ou de refuser) le renvoi de l'instance (*Ou : À l'initiative de la Cour*),

la Cour ordonne : (*choisir l'énoncé voulu*)

- que le renvoi soit accepté
- que le renvoi soit refusé pour les motifs suivants :
 - ni la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan ni _____
(*nom du tribunal requérant*)

n'ont la compétence territoriale voulue pour connaître de l'instance

- la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan n'a pas la compétence matérielle voulue pour connaître de l'instance
- bien que la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan (*ou le tribunal requérant*) ait la compétence territoriale voulue pour connaître de l'instance et que la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan ait la compétence matérielle voulue pour connaître de l'instance, le renvoi est refusé pour les motifs suivants :

(*énoncer les motifs*)

la condition préalable au renvoi imposée par _____
(nom du tribunal requérant)

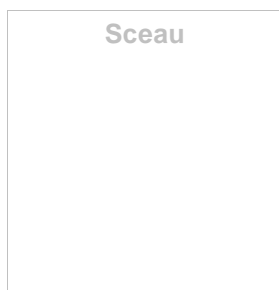
n'a pas été remplie : (*énoncer la condition*)

En cas de refus du renvoi :

La Cour ordonne en outre que l'instance retourne devant

(nom du tribunal requérant)

RENDUE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .



Registraire local

Formule 15-6
(Règle 15-6(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

REQUÊTE

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE

UNE POURSUITE JUDICIAIRE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS DEVANT NOTRE COUR. Les précisions concernant la demande en justice formulée contre vous sont énoncées aux pages suivantes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER UNE PRÉTENTION FORMULÉE DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE OU PRÉSENTER VOUS-MÊME UNE DEMANDE EN JUSTICE, vous-même ou votre avocat devrez préparer votre réponse établie à l'aide de la formule 15-14A ou une réponse et requête reconventionnelle établie à l'aide de la formule 15-15, en signifier copie à la partie requérante ou à son avocat à l'adresse aux fins de signification indiquée dans la présente requête et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, au greffe de notre Cour :

- a) soit **DANS LES 30 JOURS** qui suivront la signification qui vous sera faite de la présente requête, si elle vous est faite au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- b) soit **DANS LES 60 JOURS** qui suivront la signification qui vous sera faite de la présente requête, si elle vous est faite à l'extérieur du Canada ou des États-Unis d'Amérique.

Avant de signifier et de déposer une réponse, vous pouvez signifier et déposer un avis d'intention de répondre établi à l'aide de la formule 15-14B. Vous bénéficierez alors d'un délai supplémentaire de 10 jours pour signifier et déposer votre réponse.

Si la présente requête comporte une demande d'aliments, **VOUS DEVEZ**, dans le délai fixé ci-dessus pour la signification et le dépôt de votre réponse, **SIGNIFIER ET DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER** établi à l'aide de la formule 15-26A, que vous désiriez déposer ou non une réponse. Si vous avez reçu signification d'une demande d'aliments pour enfants et que vous ne vous conformez pas au présent avis ou à l'avis prescrivant le dépôt de renseignements sur le revenu, qui vous a également été signifié, **LA COUR PEUT VOUS IMPUTER UN CERTAIN REVENU ET FIXER LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUI SERONT PAYABLES EN FONCTION DU REVENU QUI VOUS A ÉTÉ IMPUTÉ**. Si vous avez reçu signification d'une demande d'aliments pour enfants ou que vous entendez demander dans votre réponse des aliments pour enfants, veuillez consulter les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*.

Si la présente requête comporte une revendication de biens, **VOUS DEVEZ**, dans le délai fixé ci-dessus pour la signification et le dépôt de votre réponse, **SIGNIFIER ET DÉPOSER UN ÉTAT DES BIENS** établi à l'aide de la formule 15-26B, que vous désiriez déposer ou non une réponse.

Si vous avez aussi reçu signification d'une requête introductive, VOUS OU VOTRE AVOCAT DEVRIEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER VOS AFFIDAVITS EN RÉPONSE À LA REQUÊTE INTRODUCTIVE 7 JOURS AVANT LA DATE FIXÉE POUR L'AUDITION DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE et vous présenter en cour à cette date pour l'audition de la requête introductive.

Si vous ne contestez pas la présente requête ou ne vous y opposez pas, mais que vous désirez être avisé(e) de toute autre mesure prise dans l'action, vous pouvez signifier et déposer une demande de notification établie à l'aide de la formule 15-16 et, par la suite, avis de toutes les plaidoiries et de tous les actes de procédure ultérieurs vous sera signifié.

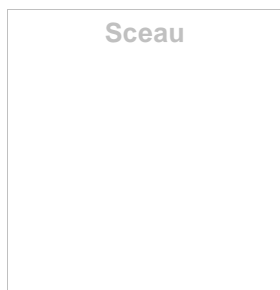
SI VOUS OMETTEZ DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE, JUGEMENT PEUT ÊTRE ACCORDÉ EN VOTRE ABSENCE ET SANS AUTRE PRÉAVIS CONCERNANT TOUTE DEMANDE FORMULÉE DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE, Y COMPRIS UNE DEMANDE DE DISSOLUTION DE VOTRE MARIAGE ET DE PARTAGE DE VOS BIENS.

S'IL S'AGIT D'UNE REQUÊTE EN DIVORCE, LES ÉPOUX NE PEUVENT SE REMARIER tant qu'un jugement de divorce n'a pas pris effet.

La présente requête doit être signifiée dans les 6 mois de la date de son émission, sauf ordonnance contraire.

La présente requête est émise à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____ .



Registraire (local)

(Lorsqu'une requête conjointe est déposée dans une action en divorce, l'avis à la partie intimée qui précède est omis.)

DEMANDE PRÉSENTÉE À LA COUR

1 Je soussigné(e) demande (Nous soussignés demandons) à la Cour la réparation suivante :

a) en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada)

- le divorce
- la garde
- l'accès
- la somme mensuelle de _____ \$ à titre d'aliments à mon profit
- des aliments pour enfants dont le montant est déterminé conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*

la somme mensuelle de _____ \$ à titre d'aliments pour enfants (*si cette somme diffère du montant fixé dans la table prévue par les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*)

autre (*préciser*) _____

b) en vertu de la *Loi sur les biens familiaux*

la possession exclusive du foyer familial

le partage du foyer familial : _____ en parts égales; _____ en parts inégales

le partage des biens familiaux : _____ en parts égales; _____ en parts inégales

c) en vertu de la *Loi de 1997 sur le droit de l'enfance*

la garde

l'accès

la tutelle relative aux biens des enfants

une déclaration de filiation

autre (*préciser*) _____

d) en vertu de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*

une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ à mon profit

une pension alimentaire mensuelle pour enfants dont le montant est déterminé en vertu des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*

une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ pour enfants (*si cette somme diffère du montant fixé dans la table prévue par les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*)

autre (*préciser*) _____

e) la séparation judiciaire régie par la *Loi de 1998 sur la Cour du Banc de la Reine*

f) une déclaration de nullité de mariage

g) l'aide prévue par la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge*

h) une réparation applicable dans le cas de personnes qui ont cohabité comme conjoints

intérêt sur des biens

indemnité

autre (*préciser*) _____

i) autre (*indiquer le titre de la loi, le cas échéant*)

j) les dépens (*Préciser les sommes réclamées et le fondement de la réclamation.*)

DANS LES CIRCONSTANCES énoncées ci-après :

PRÉCISIONS SUR L'ÉCHEC DU MARIAGE

2 Un certificat de mariage ou un extrait de l'enregistrement du mariage a été déposé à la Cour.

ou

2 A été déposé à la Cour un engagement de déposer à la Cour au plus tard

le _____ 2 ____ le certificat de mariage ou un extrait de l'enregistrement du mariage.

ou

2 Il est impossible ou peu pratique d'obtenir le certificat de mariage ou un extrait de l'enregistrement du mariage et demande a été faite pour obtenir une ordonnance dispensant de la production du certificat ou de l'extrait.

3 Il y a eu échec du mariage pour les raisons suivantes : *(Mentionner la séparation, l'adultère ou la cruauté en invoquant les articles pertinents de la Loi sur le divorce (Canada) ou de la Loi de 1998 sur la Cour du Banc de la Reine).*

4 Voici les faits sur lesquels se fonde ma requête en divorce (ou en séparation judiciaire ou en nullité de mariage) :
(Énoncer de façon complète et concise les faits substantiels invoqués, mais non les moyens qui pourraient servir à en faire la preuve)

5 Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites :

6 Il n'y a aucune possibilité de réconciliation ou de reprise de la cohabitation avec mon conjoint (ma conjointe).

COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE

7a) J'ai énoncé sincèrement les faits établissant l'échec de mon mariage et je n'ai pas conclu d'accord, d'entente ou d'arrangement visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

b) *(Si l'adultère ou la cruauté est la cause de l'échec du mariage :)* Je n'ai pas encouragé mon conjoint (ma conjointe) à agir de la manière que j'ai indiquée ni à commettre ou à continuer de commettre les actes reprochés. Je ne puis lui pardonner et reprendre la cohabitation avec lui/elle par suite de ses actes et de son comportement à mon endroit.

MÉDIATION

8 Les services de médiation qui ont servi à négocier les questions portant sur les aliments ou la garde sont les suivants :

PRÉCISIONS SUR LA REVENDICATION DE BIENS

9 À la date d'émission de la présente requête, la partie intimée et moi possédions ou détenions séparément ou conjointement un intérêt sur des biens réels et personnels. Les précisions concernant ces biens sont énoncées dans mon état des biens établi à l'aide de la formule 15-26B et déposé en l'espèce (ou qui sera déposé dans les 10 jours de l'émission de la présente requête). *(Il n'est pas nécessaire de déposer un état des biens si les parties sont d'accord sur la réparation qui doit être accordée et si elles ont déposé une renonciation aux états financiers et aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-28A.)*

10 J'ai droit à la répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux.

ou

10 Voici les moyens sur lesquels je me fonde pour soutenir qu'une répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux serait injuste et inéquitable : *(Mentionner les articles pertinents de la Loi sur les biens familiaux.)*

ou

10 Voici les faits sur lesquels je me fonde pour réclamer un intérêt sur les biens ou une indemnité applicable dans le cas de personnes ayant cohabité comme conjoints :

PRÉCISIONS SUR LA RELATION

11 La partie intimée et moi nous sommes marié(e)s le _____ à _____
(date) (lieu)

ou

11 La partie intimée et moi sommes des conjoints au sens de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales* et avons commencé à cohabiter le _____
(date)

à _____ .
(lieu)

et/ou

11 La partie intimée et moi sommes père ou mère au sens de la *Loi de 1997 sur le droit de l'enfance*.

12 J'ai cessé de cohabiter avec la partie intimée le _____ ou vers cette date.
(date)

ou

12 Je n'ai jamais cohabité avec la partie intimée.

ou, selon le cas.

ÉTAT PERSONNEL DES PARTIES

13 Mon nom de famille à la naissance : _____

14 Mon nom de famille immédiatement avant le mariage : _____

15 Mon état civil au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

16 Ma date de naissance : _____

17 Nom de famille de la partie intimée à la naissance : _____

18 Nom de famille de la partie intimée immédiatement avant le mariage : _____

19 État civil de la partie intimée au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

20 Date de naissance de la partie intimée : _____

RÉSIDENCE

21 Mon adresse : _____

22 L'adresse de la partie intimée : _____

23 J'ai ma (ou La partie intimée a sa) résidence ordinaire en Saskatchewan depuis

le _____ .
(date)

ENFANTS

24 Ni moi ni la partie intimée n'avons la garde ou le soin d'enfants de la partie intimée ou de mes enfants.

ou

24 Voici les nom, date de naissance et lieu de résidence de chacun des enfants de la partie intimée et de moi-même dont la partie intimée ou moi-même avons la garde ou le soin :

24A Je demande une réparation à l'égard des enfants suivants :

et/ou

Je ne demande pas de réparation à l'égard des enfants suivants :
parce que :

24B Voici les détails des arrangements actuels en matière de garde et d'accès concernant les enfants :

Je trouve ces arrangements satisfaisants (ou insatisfaisants) pour les motifs suivants :

24C Je demande la garde (*ou* la garde conjointe) des enfants suivants et aux conditions suivantes :

et/ou

J'accepte que la partie intimée obtienne une ordonnance de garde (*ou* de garde conjointe) des enfants suivants :

24D Je propose de permettre l'accès auprès des enfants suivants aux conditions suivantes : (*Précisez la fréquence et la durée des visites.*)

et/ou

Je demande le droit d'accès auprès des enfants suivants : (*Précisez la fréquence et la durée des visites.*)

24E L'intérêt supérieur des enfants commande l'arrangement proposé pour la garde et l'accès pour les motifs suivants :

24F Les changements suivants dans ma situation ou dans celle de la partie intimée toucheront les enfants, leur garde et l'accès auprès d'eux dans l'avenir :

24G Voici la nature de ma relation avec les enfants susmentionnés et de mon intérêt envers ceux-ci :

24H Voici la nature de la relation entre la partie intimée et les enfants susmentionnés et de son intérêt envers ceux-ci :

24I En plus de la partie intimée et de moi-même, les personnes suivantes pourraient avoir un intérêt dans la garde des enfants susmentionnés ou dans l'accès à ces enfants ou une obligation de soutien à leur égard : (*Donner les noms et adresses et indiquer la nature de la relation avec les enfants.*)

24J Les arrangements financiers relatifs au soutien des enfants sont actuellement les suivants :

24K Je propose les arrangements financiers suivants relativement au soutien des enfants, compte tenu de la réparation sollicitée :

24L (*Si la somme réclamée diffère de celle prévue dans les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.*) Je demande des aliments pour enfants dont le montant diffère de celui de la table applicable des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* pour la raison suivante :

- enfant âgé de 18 ans ou plus
- revenu supérieur à 150 000 \$
- garde scindée
- garde partagée
- le débiteur ou la débitrice tient lieu de père ou de mère
- difficultés excessives, dont les précisions sont énoncées dans la partie 4 de mon état financier.
- frais spéciaux ou extraordinaires, dont les précisions sont énoncées dans la partie 3 de mon état financier.

Voici les faits qui viennent appuyer la proposition relative aux aliments des enfants :

ALIMENTS MATRIMONIAUX

25 Voici les faits qui viennent appuyer la proposition relative aux aliments à mon profit :
(Mentionner les circonstances, dont votre situation, vos ressources et vos besoins.)

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ENTENTES

26 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie intimée et moi par rapport au mariage, à la cohabitation, à la garde, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

27 Voici les dates des ententes, écrites ou orales, conclues entre la partie intimée et moi concernant la séparation ou les questions financières ou relatives à la garde :

L'entente se rapporte :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> à la garde des enfants | <input type="checkbox"/> aux aliments matrimoniaux |
| <input type="checkbox"/> à l'accès aux enfants | <input type="checkbox"/> au partage des biens |
| <input type="checkbox"/> aux aliments pour enfants | <input type="checkbox"/> autre (préciser) |

(Si vous comptez faire incorporer au jugement des dispositions d'une entente de séparation, mentionnez les dispositions particulières à incorporer.)

28 Voici les détails de toute autre ordonnance ou entente ayant trait à tout enfant dont la partie intimée ou moi-même avons la garde ou le soin :

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

29 Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-26A est déposé en l'espèce (ou sera déposé dans les 10 jours de l'émission de la présente requête). (Le déposer si la requête comporte une demande d'aliments. Toutefois, il n'est pas nécessaire de le déposer si la seule demande financière a trait aux aliments pour enfants qui s'avèrent conformes aux Lignes directrices ou si l'un ou l'autre des cas suivants s'applique.)

ou

La partie intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer sous forme d'aliments pour enfants et sur le revenu annuel de chacun de nous qui serait tenu de présenter les renseignements sur le revenu sous le régime des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, et une entente relative aux aliments pour enfants établie à l'aide de la formule 15-28B est déposée en l'espèce.

ou

(Si aucune demande n'est présentée relativement aux aliments pour enfants.) La partie intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer sous forme d'aliments matrimoniaux, et une renonciation aux états financiers et aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-28A est déposée en l'espèce.

30a) Ma profession : _____

30b) Mon lieu de travail : _____

30c) Estimation de mon revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$

31a) Profession de la partie intimée : _____

31b) Son lieu de travail : _____

31c) Estimation de son revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$

REQUÊTE CONJOINTE (*À inclure dans une action en divorce, lorsqu'une requête conjointe est déposée.*)

32 Nous déclarons que nous présentons la présente requête conjointe en divorce sachant bien que :

- a) chacun de nous a le droit d'obtenir des conseils juridiques indépendamment de l'autre;
- b) chacun de nous a le droit d'être représenté par un avocat de son choix;
- c) ni l'un ni l'autre de nous ne peut être légalement contraint ou obligé par l'autre à demander le divorce ou à signer la présente requête en divorce.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

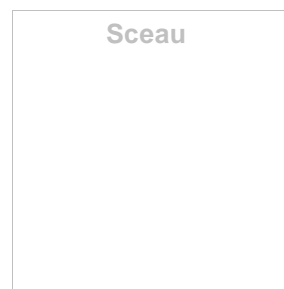
(signature de la partie requérante ou des corequérants)

(Dans le cas d'une action conjointe en divorce, ajouter ce qui suit :)

LES ÉPOUX NE SONT PAS LIBRES DE SE REMARIER tant qu'un jugement de divorce n'aura pas pris effet.

La présente requête est émise à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____ .



Registraire (local)

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(Dans une action en divorce ou une instance intentée en vertu de la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou de la Loi de 1997 sur le droit de l'enfance, lorsque la partie requérante est représentée par un avocat.)

Je soussigné(e), _____,

avocat(e) de _____, la partie requérante en l'espèce,

certifie à la Cour m'être conformé(e) aux prescriptions du paragraphe 9(1) de la *Loi sur le divorce* (Canada) portant sur la réconciliation et du paragraphe 9(2) de la *Loi sur le divorce* (Canada) (ou du paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales* ou du paragraphe 11(1) de la *Loi de 1997 sur le droit de l'enfance*) portant sur la négociation et la médiation. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.)*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-12A
(Règle 15-12(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION À PERSONNE

Je soussigné(e), _____ , de la ville (*ou du village ou autre*) de
(nom de la personne qui a effectué la signification)

_____ , dans la province (*ou l'État ou autre*) de/du _____ ,

déclare sous serment (*ou affirme solennellement*) ce qui suit :

1 Le _____ 2 _____ , j'ai signifié à personne à la partie intimée,

(nom) _____ , une copie conforme de _____ ,
(titre du document)

l'original étant versé au dossier du greffe, en lui remettant une copie conforme à

(adresse complète du lieu où la partie intimée a reçu signification)

2 Voici comment j'ai pu établir l'identité de la partie intimée :

a)

b)

3 Voici l'adresse postale de la partie intimée : _____ .

4 Je crois que cette adresse postale de la partie intimée est correcte, pour les raisons suivantes :

_____ .

5 Pour effectuer la signification, j'ai dû parcourir _____ kilomètres.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 15-12B
(Règle 15-12(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION PAR COURRIER ORDINAIRE

Je soussigné(e), _____ , de la ville (*ou du village ou autre*) de
(nom de la personne qui a effectué la signification)

_____ , dans la province (*ou l'État ou autre*) de/du _____ ,

déclare sous serment (*ou affirme solennellement*) ce qui suit :

1 J'ai signifié à la partie intimée, _____ , une copie conforme
(nom de la partie intimée)

de _____ ,
(titre du document)

ci-annexé comme pièce « _____ » (*ou dont l'original est versé au dossier du greffe*),

en la plaçant dans une enveloppe adressée ainsi : _____

et en la postant par courrier ordinaire affranchi au bureau de poste de _____ ,
(ville, village ou autre)

le _____ 2 _____ .

2 L'adresse postale utilisée est l'adresse aux fins de signification fournie par la partie intimée dans le dernier document qu'elle a déposé à la Cour et l'enveloppe ne m'a pas été retournée.

ou

2 Je crois que cette adresse postale de la partie intimée est correcte, pour les raisons suivantes :

_____ .

et/ou

3 La carte postale attestant l'accusé de réception du ou des documents m'a été retournée et est annexée au présent affidavit comme pièce « _____ ».

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 15-14A
(Règle 15-14(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

RÉPONSE

- 1 Je ne m'oppose pas à l'octroi de la réparation suivante sollicitée dans la requête :
(Énumérer les demandes qui ne sont pas contestées.)

- 2 Je m'oppose aux demandes de réparation suivantes :
(Énumérer les demandes qui sont contestées.)

- 3 J'admets les énoncés des paragraphes _____ de la requête.

- 4 Je dénie les énoncés des paragraphes _____ de la requête.

- 5 Je n'ai aucune connaissance des énoncés des paragraphes _____ de la requête.

- 6 Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-26A est déposé en l'espèce. (L'inclure si la requête ou la requête reconventionnelle comporte une demande d'aliments. Toutefois, il n'est pas nécessaire de le déposer si la seule demande financière est présentée par la partie intimée et a trait aux aliments pour enfants qui s'avèrent conformes aux Lignes directrices ou si l'un ou l'autre des cas suivants s'applique.)

ou

La partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer sous forme d'aliments pour enfants et sur le revenu annuel de chacun de nous qui serait tenu de présenter les renseignements sur le revenu sous le régime des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, et une entente relative aux aliments pour enfants établie à l'aide de la formule 15-28B est déposée en l'espèce.

ou

Si aucune demande d'aliments pour enfants n'est présentée :

La partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer sous forme d'aliments matrimoniaux, et une renonciation aux états financiers et aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-28A est déposée en l'espèce.

7 Les précisions concernant les biens dans lesquels la partie requérante et moi possédons ou détenons un intérêt sont énoncées dans mon état des biens établi à l'aide de la formule 15-26B et déposé en l'espèce. (*L'inclure si la requête ou la requête reconventionnelle comporte une revendication de biens. Il n'est pas nécessaire de déposer un état des biens si les parties sont d'accord sur la réparation qui doit être accordée et si elles ont déposé une renonciation aux états financiers et aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-28A.*)

8 (*Énoncer ici, dans des paragraphes numérotés consécutivement, une déclaration des faits déterminants invoqués pour contester la requête, mais non les moyens qui pourraient servir à en faire la preuve.*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(*Dans une instance intentée en vertu de la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou de la Loi de 1997 sur le droit de l'enfance, lorsque la partie intimée est représentée par un avocat.*)

Je soussigné(e), _____,
(nom de l'avocat)

avocat(e) de _____, la partie intimée en l'espèce, certifie
(nom de la partie intimée)

à la Cour m'être conformé(e) aux prescriptions du paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales* (ou du paragraphe 11(1) de la *Loi de 1997 sur le droit de l'enfance*) portant sur la négociation et la médiation. (*Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-14B
(Règle 15-14(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)
CENTRE JUDICIAIRE _____
PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____
PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AVIS D'INTENTION DE RÉPONDRE

DESTINATAIRE : La partie requérante, _____
(nom)

SACHEZ que je soussigné(e), _____, entend contester cette instance.
(nom de la partie intimée)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-15
(Règle 15-15(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE

RÉPONSE

(Énoncer la réponse à l'aide de la formule 15-14A. La requête reconventionnelle doit suivre le dernier paragraphe de la réponse. Numéroté les paragraphes par ordre en commençant par le numéro qui suit le numéro du dernier paragraphe de la réponse.)

REQUÊTE RECONVENTIONNELLE

Je soussigné(e), _____ , sollicite la réparation suivante :
(nom de la partie intimée)

(Énoncer ici la réparation précise sollicitée. Insérer les clauses pertinentes du paragraphe 1 de la formule 15-6 ayant trait à la réparation.)

pour les motifs et dans les circonstances qui suivent :

(Énoncer dans des paragraphes numérotés consécutivement chaque allégation de fait déterminant à l'appui de la requête reconventionnelle. Il faut remplir les paragraphes numérotés applicables de la formule 15-6, dont les faits n'ont pas été admis au paragraphe 3 de la réponse. Si vous souhaitez faire incorporer au jugement certaines dispositions d'une entente de séparation, vous devez préciser les dispositions particulières à incorporer.)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de la partie intimée)

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(Dans une action en divorce ou une instance intentée en vertu de la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou de la Loi de 1997 sur le droit de l'enfance, lorsque la partie intimée est représentée par un avocat.)

Je soussigné(e), _____ ,
(nom de l'avocat)

avocat(e) de _____ , la partie intimée en l'espèce, certifie
(nom de la partie intimée)

à la Cour m'être conformé(e) aux prescriptions du paragraphe 9(1) de la *Loi sur le divorce* (Canada) portant sur la réconciliation et du paragraphe 9(2) de la *Loi sur le divorce* (Canada) (ou du paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales* ou du paragraphe 11(1) de la *Loi de 1997 sur le droit de l'enfance*) portant sur la négociation et la médiation. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.)*

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-16
(Règle 15-16(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

DEMANDE DE NOTIFICATION

DESTINATAIRE : La partie requérante, _____ .
(nom)

Je soussigné(e), _____ , demande qu'avis de toutes les
(nom de la partie intimée)

plaidoiries et instances ultérieures me soit signifié.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-17
(Règle 15-17)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

RÉPLIQUE

- 1 J'admets les énoncés des paragraphes _____ de la réponse.
- 2 Je dénie les énoncés des paragraphes _____ de la réponse.
- 3 (*Énoncer dans des paragraphes numérotés consécutivement une déclaration des faits déterminants sur lesquels est fondée la réplique.*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie requérante ou de son avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-19
(Règle 15-19(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE REQUÊTE
(*INSTANCE EN MATIÈRE FAMILIALE*)

DESTINATAIRE : La partie intimée (ou partie requérante) :

La présente requête est présentée contre vous.

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

Réparation sollicitée :

1.

2.

Moyens fondant la demande :

(Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou autre fondement juridique invoqué par la partie requérante à l'appui de la réparation sollicitée.)

3.

4.

Affidavit ou autres preuves qui serviront à appuyer la présente requête :

5.

6.

(Mentionner également ici tout autre document qui sera utilisé, y compris les renseignements financiers exigés par l'annexe III et la fiche d'information sur les aliments pour enfants, si sont sollicités des aliments pour enfants.)

AVIS

Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier une copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et la déposer au greffe, accompagnée de la preuve de signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître en cour pour l'audition de la requête à la date fixée.

(Si une ordonnance alimentaire est sollicitée) SACHEZ que vous devrez signifier et déposer un état financier établi à l'aide de la formule 15-26A au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête, que vous contestiez ou non la présente requête. Si la présente requête comporte une demande d'aliments pour enfants, mais que vous ne vous conformez pas au présent avis ou à l'avis prescrivant le dépôt de renseignements sur le revenu qui vous a aussi été signifié, LA COUR PEUT VOUS IMPUTER UN CERTAIN REVENU ET FIXER LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUI SERONT PAYABLES EN FONCTION DU REVENU QUI VOUS A ÉTÉ IMPUTÉ. Si vous avez reçu signification d'une demande d'aliments pour enfants, veuillez consulter les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*.

ET SACHEZ, EN OUTRE, que, si vous ne comparez pas à l'audience [ou que vous omettez de fournir les renseignements financiers exigés (si une ordonnance alimentaire est sollicitée)], une ordonnance pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous. VOUS NE RECEVREZ PLUS AUCUN AUTRE AVIS CONCERNANT LA PRÉSENTE REQUÊTE.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-21
(Règle 15-21)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

DEMANDE CONJOINTE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE EN MATIÈRE FAMILIALE

Les avocats [ou parties] :

- a) attestent qu'ils sont prêts [ou qu'elles sont prêtes] pour la tenue d'une conférence préparatoire au procès et, par la suite, d'un procès;
- b) confirment que des efforts ont été faits pour parvenir à un règlement amiable, aux dates suivantes :

c) confirment :

- (i) que l'avocat de la partie requérante est disponible pour assister à la conférence préparatoire aux dates suivantes : _____ ,
- (ii) que l'avocat de la partie intimée est disponible pour assister à la conférence préparatoire aux dates suivantes : _____ ;

d) estiment, eu égard à la complexité du dossier :

- (i) que le juge d'avant-procès aura besoin d'une période de lecture de _____ pour se préparer pour la conférence préparatoire,
- (ii) que la durée TOTALE de la conférence préparatoire sera de _____ ;

e) confirment, quant au temps dont ils auront besoin pour plaider au procès :

- (i) que l'avocat de la partie requérante estime avoir besoin de _____ (en jours d'audience) pour plaider au procès,
- (ii) que l'avocat de la partie intimée estime avoir besoin de _____ (en jours d'audience) pour plaider au procès,

(iii) que les avocats de toutes les parties estiment que la durée TOTALE du procès sera de _____ (en jours d'audience);

f) confirment, quant aux témoins à appeler au procès :

(i) que l'avocat de la partie requérante pense devoir appeler _____ témoins,

(ii) que l'avocat de la partie intimée pense devoir appeler _____ témoins;

g) confirment, si la valeur de l'actif et du passif est en litige :

(i) que chaque partie a dressé sa propre liste complète des éléments d'actif et de passif et de la valeur estimative de ces éléments, selon elle, et que les parties ont échangé ces listes, étant entendu que la partie I de la liste énumère l'actif, le passif et les valeurs sur lesquels les parties se sont entendues, tandis que la partie II énumère les éléments en litige,

(ii) si les valeurs estimatives sont contestées, qu'une évaluation indépendante a été obtenue et échangée pour tous les éléments d'actif, sauf les meubles de la maison et les possessions personnelles;

h) confirment, si les aliments pour enfants ou matrimoniaux sont en litige :

(i) que chaque partie a déposé tous les renseignements financiers qu'exigent les Règles et les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, y compris l'article 21 des *Lignes directrices*,

(ii) que chaque partie s'engage à se conformer à la règle 15-37(3) au moins 10 jours avant la conférence préparatoire au procès et à déposer les plus récentes versions de sa déclaration de revenus, de son avis de cotisation et de son relevé de paie ou autre document indiquant le salaire touché depuis le début de l'année.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat de la partie requérante)

Numéro de téléphone : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat de la partie intimée)

Numéro de téléphone : _____

Formule 15-23A
Règle 15-23(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE REQUÊTE EN OBTENTION DE JUGEMENT

DESTINATAIRE : La partie intimée (ou partie requérante) :

Une requête de jugement a été présentée.

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

Moyens fondant la demande (Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou autre fondement juridique invoqué par la partie requérante à l'appui de la réparation sollicitée.)

1.

2.

Affidavit ou autres preuves qui serviront à appuyer la présente requête :

3.

4.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur

(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur

(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 15-23B
(Règle 15-23(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE EN OBTENTION DE JUGEMENT

DESTINATAIRE : LE REGISTRAIRE LOCAL DE _____
(nom du centre judiciaire)

1 La partie requérante (*ou* Les corequérants *ou* La partie intimée) demande(nt) que la présente instance soit mise au rôle en tant qu'instance non contestée et qu'elle soit jugée sous le régime de la règle 15-23 à partir d'éléments de preuve présentés par affidavit.

2 La partie requérante (*ou* Les corequérants) sollicite(nt) la réparation suivante :

- le divorce _____ date anticipée de prise d'effet du jugement
- la garde
- l'accès
- une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ pour la partie requérante
- une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ pour les enfants
- une réparation sous le régime de la *Loi sur les biens familiaux*
- les dépens
- autre (*préciser*) _____

3 Les plaidoiries, les actes de procédure et les documents suivants ont été déposés :

- la requête
- la réponse ou la réponse et requête reconventionnelle
- la réplique
- la demande de notification
- l'avis de requête en obtention de jugement

un extrait d'enregistrement du mariage *ou* une ordonnance dispensant de produire l'extrait d'enregistrement du mariage

la fiche d'information sur les aliments pour enfants

les états financiers : _____ de la partie requérante;
_____ de la partie intimée

les états des biens : _____ de la partie requérante;
_____ de la partie intimée

la renonciation aux états financiers et aux états des biens

l'avis du Bureau d'enregistrement des actions en divorce

autre (*préciser*)

4 La requête a été signifiée à la partie intimée au/en _____
(*nom de la province, de l'État ou du pays*)

le _____ 2 _____ de la façon suivante :

par signification à personne. Voir l'affidavit de signification à personne.

en laissant une copie à l'avocat de la partie intimée (*autre que dans une action en divorce*). Voir l'acceptation de la signification consignée sur une copie de la requête.

par signification indirecte. Voir la copie de l'ordonnance et l'affidavit de conformité annexés à la requête.

5 Il y a eu constatation du défaut de la partie intimée de remettre une réponse le

_____ 2 _____ .

ou

La partie intimée a déposé une réponse, mais elle a été retirée (*ou radiée*) le

_____ 2 _____ .

ou

La partie intimée a consenti à la présente requête au moyen d'un consentement ajouté au projet de jugement *et/ou* au projet d'ordonnance.

(*Omettre les paragraphes 4 et 5 s'il s'agit d'une requête conjointe ou d'une requête en obtention de jugement introduite par la partie intimée.*)

6 Les affidavits de la partie requérante (*ou* de la partie intimée) requis par les règles 15-23(5) et 15-41 (*ou selon le cas*) sont joints à la présente requête.

Les pièces suivantes sont annexées aux affidavits susmentionnés :

entente relative aux aliments pour enfants *ou*

renseignements sur le revenu : _____ de la partie requérante;
_____ de la partie intimée

- entente de séparation ou de garde ou entente sur des questions financières
- ordonnance(s) judiciaire(s) antérieure(s)
- engagement de ne pas porter le jugement en appel
- autre (*préciser*)

7 Les documents suivants sont également joints à la présente requête :

- affidavit de la partie intimée admettant l'adultère *ou*
- transcription certifiée de l'interrogatoire préalable de la partie intimée
- calcul des aliments pour enfants
- projet de jugement
- projet d'ordonnance alimentaire pour enfants
- projet de certificat
- enveloppes adressées : 2 à la partie intimée; 2 à la partie requérante
- autre (*préciser*)

8 Adresse de la partie intimée : _____
(*adresse de voirie*)

Adresse de l'avocat de la partie intimée : _____
(*adresse de voirie*)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(*signature*)

Formule 15-23C
(Règle 15-23(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

AFFIDAVIT DE LA PARTIE REQUÉRANTE

Je soussigné(e), _____, de la ville (ou du village ou autre) de
(nom de la personne qui a effectué la signification)

_____, dans la province (ou l'État ou autre) de/du _____,

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

GÉNÉRALITÉS

1 Je suis la partie requérante en l'espèce et, à ce titre, j'ai une connaissance personnelle des questions et faits ci-déposés, sauf lorsqu'il est indiqué qu'ils sont fondés sur des renseignements que je tiens de quelqu'un d'autre, auquel cas j'ai la conviction que ces renseignements sont vrais.

2 Tous les faits et renseignements figurant dans la requête demeurent toujours vrais et exacts, sauf pour ce qui suit : (Mentionner ici les corrections ou les nouveaux événements.).

3 (S'il y a une demande d'aliments et que l'annexe III exige un état financier de la partie requérante)

Tous les faits et renseignements figurant dans mon état financier du _____
(date du plus récent état financier)

fait sous serment ou affirmation solennelle demeurent toujours vrais et exacts [, sauf pour ce qui suit : (Mentionner ici les corrections et les nouveaux événements)].

4 (S'il y a une revendication de biens) Tous les faits et renseignements figurant dans mon état des biens du _____ fait sous serment ou affirmation solennelle demeurent toujours
(date du plus récent état des biens)

vrais et exacts [, sauf pour ce qui suit : (Mentionner ici les corrections et les nouveaux événements)].

5 J'ai ma (ou La partie intimée a sa) résidence ordinaire en Saskatchewan depuis

le _____ 2 _____ [(en cas d'action en divorce, ajouter ce qui suit), ce qui correspond à une période minimale d'un an précédant immédiatement la date d'émission de la requête dans la présente instance].

RÉCONCILIATION

6 Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites :

a) J'ai repris la cohabitation avec la partie intimée le _____ 2 _____ ou vers cette date en vue de parvenir à une réconciliation, et j'ai continué la cohabitation à cette fin jusqu'au

_____ 2 _____ ou vers cette date, mais nous ne nous sommes pas réconciliés.

et/ou

b) La partie intimée et moi-même avons consulté divers particuliers et organismes offrant des services de counselling afin de sauver notre mariage, notamment :

(i)

(ii) *etc.*

mais nous ne nous sommes pas réconciliés.

ou

c) Aucune tentative de réconciliation n'a été faite.

7 Je ne désire pas me réconcilier avec mon conjoint (ma conjointe) ni reprendre la cohabitation avec lui/elle.

ÉCHEC DU MARIAGE

8 (Si aucun certificat de mariage ou extrait de l'enregistrement du mariage n'a été déposé.) Il est impossible ou peu pratique d'obtenir un certificat de mariage ou un extrait de l'enregistrement du mariage. Voici des précisions au sujet du mariage : (Énoncer suffisamment de précisions pour prouver l'existence du mariage.)

9 Il y a eu échec de mon mariage avec la partie intimée pour les raisons suivantes :

a) Je me suis séparé(e) de la partie intimée le _____ 2 _____ ou vers cette date, et nous avons vécu séparément depuis cette date, c'est-à-dire depuis plus d'un an.

et/ou

b) La partie intimée a commis l'adultère, comme l'indique son affidavit déposé dans la présente instance (ou la transcription certifiée de l'interrogatoire au préalable de la partie intimée déposée dans la présente instance, ou selon le cas).

Je me suis séparé(e) de la partie intimée le _____ 2 _____ ou vers cette date, et nous avons vécu séparément depuis cette date.

et/ou

c) Depuis la célébration du mariage, la cruauté physique et mentale dont la partie intimée a fait preuve à mon endroit rend intolérable le maintien de notre cohabitation; en voici les détails :

(i)

(ii) *etc.*

Je me suis séparé(e) de la partie intimée le _____ 2 _____ ou vers cette date, et nous avons vécu séparément depuis cette date.

COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE

10 J'ai énoncé sincèrement les faits établissant l'échec de mon mariage et je n'ai pas conclu d'accord, d'entente ou d'arrangement visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

11 (*Si l'adultère ou la cruauté est la cause de l'échec du mariage.*) Je n'ai pas encouragé mon conjoint (ma conjointe) à agir de la manière que j'ai indiquée ni à commettre ou à continuer de commettre les actes reprochés. Je ne puis lui pardonner et reprendre la cohabitation avec lui/elle par suite de ses actes et de son comportement à mon endroit.

ENFANTS

12 Ni moi ni la partie intimée n'avons la garde ou le soin d'enfants de la partie intimée ou de mes enfants.

ou

Voici les nom, date de naissance et lieu de résidence de chacun des enfants de la partie intimée et de moi-même dont la partie intimée ou moi-même avons la garde ou le soin :

13 Je demande une réparation à l'égard des enfants suivants :

et/ou

Je ne demande pas de réparation à l'égard des enfants suivants :
parce que :

14 Voici les détails des arrangements actuels et proposés en matière de garde et d'accès concernant tous les enfants ou certains d'entre eux :

(*En cas de parentage conjoint ou partagé, énoncer les précisions relatives à la résidence des enfants.*)

15 L'intérêt supérieur des enfants commande qu'une ordonnance soit rendue m'accordant (*ou* accordant à la partie intimée) la garde (*ou* la garde conjointe) des enfants parce que :

16 Une ordonnance accordant à la partie intimée (*ou* m'accordant) l'accès aux enfants serait (*ou* ne serait pas) dans l'intérêt supérieur des enfants, car :

17 Je demande les aliments suivants pour les enfants suivants :

Nom de l'enfant	Montant mensuel	À partir du

18 Voici des détails au sujet de la situation des enfants, dont leur état, leurs ressources et leurs besoins :

(Indiquer toute circonstance spéciale à propos d'un enfant, ses besoins spéciaux ainsi que ce qu'il lui faut en général.)

19 *(Dans une action en divorce où il y a des enfants, mais qu'aucune demande d'aliments pour enfants n'est faite)* Voici les arrangements que nous avons faits pour l'entretien des enfants :

Mes renseignements sur le revenu exigés par les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* sont annexés au présent affidavit comme pièce « _____ » et les renseignements sur le revenu de la partie intimée exigés par les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* sont annexés au présent affidavit comme pièce « _____ ».

ou

La partie intimée et moi avons conclu une entente relative aux aliments pour enfants établie à l'aide de la formule 15-28B, dont copie est annexée au présent affidavit comme pièce « _____ ».

ALIMENTS MATRIMONIAUX

20 Je ne sollicite aucune ordonnance alimentaire pour moi-même.

ou

Je demande une pension alimentaire mensuelle de _____ \$.

21 Voici des détails au sujet de ma situation, dont mon état, mes ressources et mes besoins :

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ENTENTES

22 Une ordonnance judiciaire antérieure concernant (le mariage, la cohabitation, la garde, les aliments, l'entretien ou le partage des biens, *selon le cas*) a été rendue le _____

2 _____ dans une instance intentée en vertu de _____ ,
(Indiquer la loi sous le régime de laquelle la réparation a été accordée)

copie de cette ordonnance étant annexée au présent affidavit comme pièce « _____ ».

et/ou

23 Aucune autre procédure judiciaire n'a été introduite entre la partie intimée et moi par rapport au mariage, à la cohabitation, à la garde, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens.

24 Voici les dates des ententes, écrites ou orales, conclues entre la partie intimée et moi concernant la séparation ou les questions financières ou relatives à la garde : _____.

L'entente se rapporte :

- à la garde des enfants
- à l'accès aux enfants
- aux aliments pour enfants
- aux aliments matrimoniaux
- au partage des biens
- autre (*préciser*)

Une copie de l'entente ou des ententes susmentionnées est annexée au présent affidavit comme pièce « _____ ». (*L'annexer si elle est pertinente par rapport à la réparation sollicitée ou si elle se rapporte à tout enfant sous la garde ou le soin de la partie requérante ou de la partie intimée.*)

ou

24 La partie intimée et moi n'avons conclu aucune entente écrite ou orale concernant la séparation ou les questions financières ou relatives à la garde.

25 Sont annexées au présent affidavit comme pièce « _____ » copies de toute autre ordonnance ou entente se rapportant à des enfants dont la partie requérante ou moi-même avons la garde ou le soin.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

26 Ma profession : _____

Mon lieu de travail : _____

Mon revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$.

Les autres détails de ma situation financière sont énoncés dans mon état financier fait sous serment ou affirmation solennelle le _____ 2 ____.

(*Ou, si la partie requérante n'est pas tenue de présenter un état financier, fournir ici tous les détails nécessaires.*)

27 Profession de la partie intimée : _____

Son lieu de travail : _____

Revenu annuel actuel de toutes sources de la partie intimée : _____ \$.

Le fondement de mes renseignements et de mes convictions quant à la profession, à l'emploi et au revenu annuel de la partie intimée est le suivant : (*par exemple* : l'état financier de la partie intimée fait sous serment ou affirmation solennelle . . . ; l'affidavit de la partie intimée fait sous serment ou affirmation solennelle . . . , *ou selon le cas*).

BIENS

28 La partie intimée et moi avons partagé nos biens à la suite de notre séparation. Le partage actuel des biens me satisfait.

ou

(*Inclure seulement si est sollicitée une ordonnance incorporant un règlement amiable ou une entente.*)

La partie intimée et moi avons réglé, par consentement, le partage de nos biens familiaux dans un constat de règlement amiable déposé à la Cour [*ou* dans un contrat conjugal et entente de séparation, dont copie est annexée au présent affidavit comme pièce « _____ »].

Je sollicite une ordonnance incorporant ce partage des biens.

JUGEMENT

29 L'adresse actuelle de la partie intimée où la signification du jugement peut être effectuée est la suivante :

et

29A Le fondement de mes renseignements et de mes convictions quant à l'adresse de la partie intimée est le suivant :

ou

29 Il devrait y avoir dispense de la signification du jugement à la partie intimée pour les motifs suivants :

30 (*Si on demande que soit anticipée la date de prise d'effet du jugement de divorce.*) Le jugement de divorce devrait prendre effet le jour de son prononcé (*ou* le ____^e jour après son prononcé) en raison des circonstances exceptionnelles suivantes :

et

30A Un engagement pris par la partie intimée et moi de ne pas porter le jugement en appel est annexé au présent affidavit comme pièce « _____ ».

31 Je demande la réparation suivante : (*Énumérer la liste des mesures réparatoires sollicitées.*)

32 Je réclame des dépens de _____ \$ pour les motifs suivants :

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

LE PRÉSENT AFFIDAVIT EST DÉPOSÉ POUR LE COMPTE DE LA PARTIE REQUÉRANTE.

Formule 15-26A

(Règle 15-26)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

ÉTAT FINANCIER DE

(nom)

Je soussigné(e), _____ du _____ ,
(nom) (adresse)

à _____ dans la province de/du _____
(ville)

déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 Les renseignements figurant dans le présent état financier sont vrais et complets au mieux de ma connaissance et de mes convictions et ils énoncent ma situation financière au

_____ 2 _____.
(date de validité des renseignements)

2 Je ne prévois aucun changement important au sujet des renseignements figurant dans cet état financier.

ou

Je prévois les changements importants suivants au sujet des renseignements figurant dans cet état financier :

3 Ci-joint les documents suivants :

- Partie 1 : Revenu
- Partie 2 : Dépenses annuelles
- Partie 3 : frais spéciaux ou extraordinaires
- Partie 4 : Difficultés excessives
- Partie 5 : Revenu des autres membres du ménage
- Partie 6 : Biens

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2_____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

DÉCLARATION

La présente déclaration doit être remplie si votre revenu est exonéré d'impôt en raison de votre statut d'Indien.

Je m'appelle _____
(nom légal complet)

Je réside à _____
(municipalité et province)

ET JE DÉCLARE QUE CE QUI SUIT EST VRAI :

- 1 Je suis un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens du Canada*.
- 2 En raison de mon statut, mon revenu est exonéré d'impôt et je ne suis pas tenu de déposer une déclaration de revenus.
- 3 Je n'ai donc pas déposé de déclaration de revenus pour les trois dernières années.

DÉCLARÉ DEVANT MOI À

(municipalité)

à _____
(province, État ou pays)

le _____ 2 _____
(date)

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Instructions

Veillez lire attentivement les instructions (en italique). Il se pourrait que vous n'ayez pas du tout à remplir l'état financier ou que vous n'ayez qu'à en remplir certaines parties. Les instructions vous disent quelles parties de la formule vous devez remplir, compte tenu du genre de demande en justice. Lorsque vous remplissez ces parties de la formule, laissez en blanc les lignes qui ne s'appliquent pas dans votre cas.

Si l'instance comporte plus d'une demande (par exemple, une demande d'aliments matrimoniaux et une demande d'aliments pour enfants), vous devez remplir chacune des parties de l'état financier qui s'appliquent à vous. Si vous devez remplir une partie concernant une demande, il n'est pas nécessaire de remplir de nouveau cette partie si elle s'applique aussi à une autre demande.

REMARQUE IMPORTANTE : *Si vous vous rendez compte au cours de l'instance que les renseignements figurant dans le présent état financier sont inexacts ou incomplets ou qu'un changement important dans votre situation a des répercussions sur les renseignements figurant dans le présent état financier, vous DEVEZ signifier à chacune des autres parties à la présente affaire et déposer à la Cour les renseignements exacts ou complets ou un nouvel état financier mis à jour, accompagné de tout document à l'appui de ces renseignements.*

PARTIE 1 – REVENU

Remplir la présente partie dans les cas suivants :

- ***Vous sollicitez des aliments pour enfants ou la modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants et le montant demandé diffère du montant figurant dans la table applicable des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants (par ex. une demande de prestation supplémentaire, un enfant est âgé de 18 ans ou plus, une demande fondée sur des difficultés excessives, la garde est scindée ou partagée, le revenu annuel du débiteur ou de la débitrice est supérieur à 150 000 \$, le débiteur ou la débitrice tient lieu de père ou de mère).***
- ***Une demande d'aliments pour enfants a été introduite contre vous.***
- ***Une demande a été introduite par vous ou contre vous sollicitant des aliments matrimoniaux ou parentaux ou vous ou une autre partie sollicitez la modification d'une ordonnance d'aliments matrimoniaux ou parentaux.***

1 Je

travaille comme _____
(décrire la profession)

chez _____
(nom et adresse de l'employeur)

et je suis payé(e) :

à la semaine toutes les deux semaines deux fois par mois mensuellement

autres (préciser) _____

travaille à mon compte, exerçant mon activité (ou ma profession) sous la raison sociale

_____, ou suis associé(e) dans la société de personnes
(nom et adresse de l'entreprise ou du cabinet)

appelée _____, ou suis agriculteur/agricultrice (ou selon le cas)

(nom et adresse de la société de personnes)

suis sans emploi depuis le _____
(date du dernier emploi)

suis actionnaire, administrateur/administratrice ou dirigeant(e) de la société suivante, dans laquelle j'ai un intérêt (ou un intérêt majoritaire) : _____
(nom et adresse de la société)

suis bénéficiaire de la fiducie suivante : _____
(précisions sur l'acte de fiducie)

2 Le revenu total déclaré dans ma dernière déclaration de revenus en _____ était de _____ \$
(année)

et mon revenu net imposable était de _____ \$.

3 J'ai joint à la présente formule ou j'ai signifié avec la présente formule : (cocher les cases qui s'appliquent)

une copie de mes déclarations de revenus personnelles pour les trois dernières années d'imposition, accompagnée d'une copie de tous les documents déposés avec ces déclarations ainsi qu'une copie de chacun de mes avis de cotisation ou de nouvelle cotisation pour les trois dernières années d'imposition. (Mentionner en outre les documents exigés qui sont déjà versés au dossier du greffe, car il n'est pas nécessaire d'en joindre copie à la présente formule.) _____

une déclaration de l'Agence du revenu du Canada précisant que je n'ai pas déposé de déclaration de revenus pour les trois dernières années.

une déclaration précisant que je ne suis pas tenu(e) de déposer une déclaration de revenu en raison de la *Loi sur les Indiens* (Canada). (Utiliser la déclaration qui figure ci-dessus.)

une autorisation adressée à l'Agence du revenu du Canada, établie à l'aide de la formule 15-57B et signée par moi, autorisant la divulgation de mes déclarations de revenus et de mes cotisations pour les trois dernières années.

REMARQUE IMPORTANTE : Si vous êtes partie à une demande d'aliments pour enfants et que vous devez remplir la partie 1 de la présente formule, le greffier de la Cour NE VOUS PERMETTRA PAS de déposer le présent état financier sans que vous ayez coché l'une des cases du paragraphe 3 ci-dessus et ayez joint le ou les documents requis.

Revenu annuel

Inclure tout le revenu et les autres sommes reçus de toutes les sources pour la période de 12 mois se terminant à la date du présent état, que ces fonds soient imposables ou non. Indiquer ici les montants annuels bruts (pour obtenir un chiffre annuel, multipliez tout montant hebdomadaire par 52 ou tout montant mensuel par 12). Donner le montant actuel réel s'il est connu. Si vous ne pouvez déterminer le montant réel, indiquer le montant estimatif qui vous semble le plus exact.

Si votre dernière déclaration de revenu fédérale (jointe au présent état) donne une bonne idée de votre revenu anticipé pour l'année en cours, reporter tout simplement ces montants ici. Sinon, indiquer le revenu que vous prévoyez recevoir cette année de toutes les sources de revenus qui s'appliquent dans votre cas. Cela sera nécessaire, par exemple, si votre salaire a augmenté, si vous êtes devenu chômeur, si vous avez vendu ou acheté des biens locatifs ou si une source de votre revenu n'est pas imposable.

1	Revenu d'emploi : salaires, commissions, bonis et rétribution des heures supplémentaires (<i>avant les déductions et retenues</i>)		+	_____	\$
2	Commissions (<i>si déjà inclus à la ligne 1 : indiquer le montant, mais sans l'ajouter</i>)	_____		\$	
3	Autre revenu d'emploi (<i>inclure les pourboires, les revenus d'emploi gagnés à l'étranger, les subventions nettes de recherche, etc.</i>)		+	_____	\$
4	Revenu de pension (<i>inclure la sécurité de vieillesse, le RPC, les indemnités d'invalidité, les pensions de retraite et autres pensions</i>)		+	_____	\$
5	Prestations d'assurance-emploi (<i>avant déductions et retenues</i>)		+	_____	\$
6	Montant imposable des dividendes de sociétés canadiennes imposables		+	_____	\$
7	Intérêts et autres revenus de placement		+	_____	\$
8	Revenu de société de personnes : associés commanditaires ou passifs uniquement	Net	+	_____	\$
9	Revenu locatif	Brut _____ \$	Net	+	_____ \$
10	Gains en capital imposables		+	_____	\$
11	Aliments reçus pour enfants : Montant global _____ \$	Montant imposable	+	_____	\$
12	Aliments matrimoniaux : de la relation actuelle _____ \$; d'une autre relation _____ \$		+	_____	\$
13	Revenu d'un régime enregistré d'épargne-retraite		+	_____	\$
14	Revenu d'un travail indépendant :				
	A. revenu d'entreprise	Brut _____ \$	Net	+	_____ \$
	B. revenu de profession libérale ...	Brut _____ \$	Net	+	_____ \$
	C. revenu de commissions	Brut _____ \$	Net	+	_____ \$
	D. revenu d'agriculture.....	Brut _____ \$	Net	+	_____ \$
	E. revenu de pêche	Brut _____ \$	Net	+	_____ \$
15	Indemnités pour accidents du travail		+	_____	\$
16	Prestations globales d'assistance sociale		+	_____	\$
17	Versement net des suppléments fédéraux		+	_____	\$
18	Autre revenu (<i>inclure tout revenu imposable qui n'est pas déjà inclus ci-dessus, tel que les bourses de mérite ou d'aide financière, les subventions d'études, certains paiements forfaitaires ou certaines prestations consécutives au décès, les indemnités de départ, etc. Préciser.</i>)		+	_____	\$
	Revenu annuel total : A		=	_____	\$

AVANTAGES

Avantages pécuniaires : (Revenu qui est exonéré de l'impôt fédéral ou provincial) :

Énumérer toutes les allocations et toutes les sommes reçues de toutes les sources, qui ne sont pas imposables : tels les exonérations d'impôt en raison du statut d'Indien; les prestations d'assistance provenant des bandes, la fraction exonérée d'impôt de sommes autrement imposables, certaines indemnités d'invalidité, etc. Préciser.

_____ \$
_____ \$
_____ \$

Avantages non pécuniaires :

Énumérer tous les avantages non pécuniaires provenant de toutes les sources, qui ne sont pas inclus dans le revenu total (ligne A). Inclure, par ex., l'accès à une voiture de fonction, gîte et couvert fournis, autres dépenses payées pour vous. Si vous ne pouvez en déterminer la valeur réelle, indiquer le montant estimatif qui vous semble le plus exact.

_____ \$
_____ \$
_____ \$

Assurance médicale ou dentaire :

L'assurance médicale ou dentaire au profit de vos enfants vous est-elle disponible par l'entremise de votre employeur ou autrement à un taux raisonnable? Oui Non

Avez-vous une assurance médicale ou dentaire pour vos enfants? Oui Non

RAJUSTEMENTS DU REVENU ANNUEL

Indiquer le montant actuel réel si vous le connaissez ou si vous pouvez le connaître. Si vous ne pouvez pas le connaître, indiquer le montant estimatif qui vous semble le plus exact.

- Se reporter à l'annexe III des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants. Les numéros d'articles figurant ci-dessus se rapportent à l'annexe III des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.
- Si nécessaire, annexer une feuille supplémentaire pour montrer les calculs.

Remplacements de revenu

(Le cas échéant) Recalculer le revenu annuel indiqué ci-dessus comme montant A après avoir effectué les remplacements suivants :

- Remplacer le montant imposable des dividendes de sociétés canadiennes imposables (ligne 6) par le montant réel de dividendes reçus : _____ \$ (Voir l'art. 5)
- Remplacer les gains en capital imposables (ligne 10) par le montant réel de l'excédent des gains en capital réels sur les pertes en capital réelles :

Gains _____ \$ – pertes _____ \$ = excédent _____ \$ (Voir l'art. 6)

Revenu annuel recalculé : A¹ _____ \$

Déductions du revenu

- 1 Cotisations syndicales, professionnelles ou autres cotisations semblables (si vous avez un emploi) : art. 1 + _____ \$
- 2 Autres dépenses d'emploi : art. 1 (préciser) + _____ \$
- 3 Montant imposable de la pension alimentaire pour enfants que je reçois : art. 2 + _____ \$
- 4 Pension alimentaire matrimoniale que je reçois de l'autre partie : art. 3(1) + _____ \$
- 5 Prestations d'assistance sociale que je reçois pour d'autres membres de mon ménage : art. 4 + _____ \$
- 6 Montant réel des pertes de placements d'entreprise subies au cours de l'année : art. 7 + _____ \$
- 7 Montant des frais financiers et des frais d'intérêt que j'ai payés et qui seraient déductibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, (Canada) : art. 8 + _____ \$
- 8 Montant additionnel gagné auparavant à titre de travailleur indépendant, net de toute provision : art. 10 + _____ \$
- 9 Partie du revenu d'une société de personnes ou d'une entreprise à propriétaire unique, qui, à juste titre, est nécessaire à la capitalisation : art. 12 + _____ \$

Total des déductions du revenu : B = _____ \$

Ajouts au revenu

- 10 Paiements à des personnes ayant un lien de dépendance avec moi : art. 9 + _____ \$
- 11 Allocation du coût en capital de biens réels : art. 11 + _____ \$
- 12 Avantage découlant de l'exercice d'une option d'achat d'actions d'une société privée sous contrôle canadien : art. 13 + _____ \$

Total des ajouts au revenu : C = _____ \$

Revenu annuel ou Revenu annuel recalculé :

A ou A¹ _____ \$

Soustraire

Total des déductions du revenu **B –** _____ \$

Ajouter

Total des ajouts au revenu **C +** _____ \$

Revenu annuel rajusté : **D =** _____ \$

ALIMENTS POUR ENFANTS

Le revenu annuel rajusté (D) doit être utilisé pour calculer la pension alimentaire pour enfants en conformité avec la table applicable figurant dans les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.

Voici le revenu annuel à utiliser lorsque sont réclamés des frais spéciaux ou extraordinaires :

Revenu annuel rajusté : D = _____ \$

Ajouter

Aliments matrimoniaux reçus de l'autre partie
(le cas échéant) + _____ \$

Soustraire

Aliments matrimoniaux payés à l'autre partie
(le cas échéant) - _____ \$

REVENU ANNUEL RAJUSTÉ (FRAIS SPÉCIAUX) E = _____ \$

ALIMENTS MATRIMONIAUX OU PARENTAUX

Voici le revenu annuel à utiliser lorsque sont réclamés des aliments matrimoniaux ou parentaux :

Revenu annuel rajusté : D = _____ \$

Ajouter Montant global des aliments pour enfants
que je reçois + _____ \$

Ajouter Prestations d'assistance sociale que je
reçois pour d'autres membres du ménage + _____ \$

Ajouter Avantages fiscaux ou crédits d'impôt pour
enfants + _____ \$

Ajouter Crédit pour TPS/TVH + _____ \$

**REVENU ANNUEL RAJUSTÉ (ALIMENTS
MATRIMONIAUX OU PARENTAUX) : F = _____ \$**

PARTIE 2 – DÉPENSES ANNUELLES

- ***Il ne faut pas remplir la présente partie si vous sollicitez uniquement des aliments pour enfants dont le montant figure dans la table applicable des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants et que tous les enfants pour lesquels les aliments sont sollicités sont âgés de moins de 18 ans.***
- ***Remplir la présente partie dans tous les autres cas de demande d'aliments pour enfants ou de modification des aliments pour enfants, si le montant réclamé diffère de celui qui figure dans la table applicable des Lignes directrices (une demande de majoration en raison de frais spéciaux ou extraordinaires, un enfant est âgé de 18 ans ou plus, une demande fondée sur des difficultés excessives, la garde est scindée ou partagée, le revenu du débiteur ou de la débitrice est supérieur à 150 000 \$, le débiteur ou la débitrice tient lieu de parent naturel de l'enfant.)***
- ***Remplir la présente partie si une demande est formulée par vous ou contre vous à l'égard d'aliments matrimoniaux ou parentaux ou en cas de modification de tels aliments.***

Vous devez donner vos frais de subsistance au complet. Si vous ne pouvez en déterminer la valeur réelle, indiquer le montant estimatif qui vous semble le plus exact.

Retenues à la source

- 1 Cotisations au Régime de pensions du Canada _____ \$
- 2 Primes d'assurance-emploi _____ \$
- 3 Cotisations de l'employé à un régime de pension enregistré de l'employeur _____ \$
- 4 Primes d'assurance médicale et dentaire (retenues à la source) _____ \$
- 5 **Impôt sur le revenu** _____ \$

Logement

- 6 Loyer ou hypothèque _____ \$
- 7 Impôts fonciers _____ \$
- 8 Assurance de propriétaire ou de locataire _____ \$
- 9 Charges condominiales _____ \$
- 10 Eau, égouts et ordures _____ \$
- 11 Réparations domiciliaires, entretien du terrain _____ \$
- 12 Chauffage _____ \$
- 13 Électricité _____ \$
- 14 Téléphone _____ \$
- 15 Autres (préciser) _____ \$

Frais ménagers

- 16 Nourriture _____ \$
- 17 Restauration _____ \$

- 18 Articles ménagers divers _____ \$
- 19 Coiffure, articles de toilette et autres _____ \$
- 20 Lessive et nettoyage à sec _____ \$
- 21 Ameublement et équipement _____ \$
- 22 Autres (préciser)..... _____ \$

Transport

- 23 Transport en commun, taxis _____ \$
- 24 Assurance automobile, immatriculation et permis _____ \$
- 25 Essence et huile _____ \$
- 26 Stationnement _____ \$
- 27 Réparations et entretien de la voiture _____ \$
- 28 Autres (préciser)..... _____ \$

Santé

- 29 Primes d'assurance médicale et dentaire (non retenues à la source) _____ \$
- 30 Soins de santé (physiothérapie, etc.) _____ \$
- 31 Médicaments, ordonnances _____ \$
- 32 Soins dentaires et orthodontiques _____ \$
- 33 Soins oculaires (lunettes, lentilles cornéennes) _____ \$
- 34 Autres (préciser)..... _____ \$

(Montants de 30 à 34 : nets d'assurance)

Frais personnels

35 Vêtements, souliers _____ \$

36 Études (pour moi-même) _____ \$
(préciser)

37 Autres (préciser)..... _____ \$

Pensions alimentaires (préciser à qui elles
sont payées, si elles sont déductibles de
l'impôt, si elles sont volontaires ou forcées)

48 Aliments payés en l'espèce _____ \$

49 Aliments payés dans une
autre affaire _____ \$

Enfants

38 Vêtements, souliers _____ \$

39 Allocations des enfants,
cadeaux _____ \$

40 Frais de scolarité, livres et
fournitures _____ \$

41 Activités scolaires
(excursions, etc.) _____ \$

42 Activités, leçons et
fournitures (leçons de
musique, clubs, sports,
bicyclettes) _____ \$

43 Garderie et gardiennage _____ \$

44 Autres (préciser)..... _____ \$

**Remboursement des dettes (non
hypothécaires) (préciser)**

50 _____ \$

..... _____ \$

Autres

51 Primes d'assurance vie –
entière ou temporaire _____ \$

52 Frais bancaires, juridiques
et comptables _____ \$

53 Dîme, dons de charité _____ \$

54 Divertissement et loisirs _____ \$

55 Vacances _____ \$

56 Alcool/tabac _____ \$

56 Autres (préciser) _____ \$

Économies pour l'avenir

45 REER _____ \$

46 REEE _____ \$

47 Autres (préciser)..... _____ \$

**G Total des dépenses
annuelles G = _____ \$**

Revenu annuel rajusté : **D, E ou F** _____ \$

Soustraire

Total des dépenses annuelles **G –** _____ \$

SURPLUS/DÉFICIT ANNUEL = _____ \$

PARTIE 3 – FRAIS SPÉCIAUX OU EXTRAORDINAIRES

- **Ne remplir la présente partie que si vous réclamez des frais spéciaux ou extraordinaires dans le cadre d'une demande d'aliments pour enfants.** Se reporter à l'article 7 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.

Je réclame une somme pour couvrir les frais spéciaux ou extraordinaires pour l'une ou plusieurs des raisons suivantes : *(Indiquer lesquelles des réclamations suivantes vous faites.)*

- les frais de garde de l'enfant engagés soit pour me permettre d'occuper un emploi, de poursuivre des études ou de recevoir de la formation en vue d'un emploi, soit en raison d'une maladie ou d'une invalidité;
- la portion des primes d'assurance médicale et dentaire attribuable à l'enfant;
- les frais relatifs aux soins de santé dépassant d'au moins 100 \$ par année le montant que la compagnie d'assurance rembourse, par maladie ou événement, notamment les traitements orthodontiques, les consultations professionnelles d'un psychologue, travailleur social, psychiatre ou toute autre personne, la physiothérapie, l'ergothérapie, l'orthophonie, les médicaments délivrés sur ordonnance, les prothèses auditives, les lunettes et les lentilles cornéennes;
- les frais extraordinaires relatifs aux études primaires ou secondaires ou à tout autre programme éducatif qui répond aux besoins particuliers de l'enfant;
- les frais relatifs aux études postsecondaires;
- les frais extraordinaires relatifs aux activités parascolaires.
 - *Indiquer le nom de l'enfant à qui se rapporte chaque dépense, les détails de chaque genre de dépense que vous réclamez et le montant global annuel de chacune.*
 - *Si l'enfant contribue au paiement de la dépense, veuillez indiquer la contribution et son montant.*
 - *Si vous réclamez des frais relatifs aux soins de santé, veuillez indiquer le montant que rembourse la compagnie d'assurance.*

Nom de l'enfant	Précisions sur la dépense	Montant global	Contribution/ Remboursement

- Les reçus ou toute autre pièce justificative des frais que je réclame pour chaque enfant sont joints au présent état financier.

ou

- Je ne peux obtenir les reçus ou d'autres pièces justificatives des frais que je réclame parce que : *(Veuillez expliquer pourquoi.)*
- Je suis admissible à réclamer ou je reçois les subventions, les avantages ou les déductions ou crédits d'impôt sur le revenu suivants, relativement aux frais ci-dessus : *(Préciser)*

PARTIE 4 – DIFFICULTÉS EXCESSIVES

- **Remplir la présente partie si vous réclamez une somme différente pour les aliments pour enfants en raison de difficultés excessives.**
- *Se reporter à l'article 10 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants. (Indiquez lesquelles des réclamations suivantes vous faites.)*
- Responsabilité pour des dettes anormalement élevées raisonnablement contractées pour soutenir la famille avant la séparation ou gagner un revenu :

Créancier	Objet	Date à laquelle la dette a été contractée	Conditions de remboursement	Montant annuel

- Frais anormalement élevés liés à l'exercice du droit d'accès aux enfants :

Précisions sur la dépense	Montant annuel

- Obligations légales découlant d'un jugement, d'une ordonnance ou d'une entente de séparation écrite pour le soutien alimentaire de toute autre personne.

Nom de la personne	Relation	Nature de l'obligation	Montant annuel

- Obligations légales de soutenir un enfant, autre qu'un enfant pour lequel des aliments sont réclamés dans la présente requête, qui est âgé de moins de 18 ans, ou qui a 18 ans ou plus mais ne peut, pour cause notamment de maladie ou d'invalidité, subvenir à ses propres besoins.

Nom de l'enfant	Relation	Nature de l'obligation	Montant annuel

- Obligations légales de soutenir une personne qui ne peut subvenir à ses propres besoins pour cause de maladie ou d'invalidité : (*Joindre une copie du jugement, de l'ordonnance ou de l'entente écrite dont découlent ces obligations légales*).

Nom de la personne	Relation	Nature de l'obligation	Montant annuel

- Autres difficultés excessives :

Précisions	Montant annuel

PARTIE 5 – REVENU DES AUTRES MEMBRES DU MÉNAGE

- **Remplir la présente partie si l'une ou l'autre partie réclame une somme différente pour les aliments pour enfants en raison de difficultés excessives.**

Voici le nom, la profession ou source de revenu, et le revenu annuel des personnes suivantes, ainsi que le montant des impôts fédéraux et provinciaux à payer sur ces revenus :

- toute personne qui a une obligation légale de soutien alimentaire à mon égard ou à l'égard de qui j'ai une obligation de soutien alimentaire;
- toute personne qui partage les frais de subsistance avec moi ou qui me rapporte quelque autre avantage économique du fait que je vis avec elle;
- tout enfant à l'égard de qui moi-même ou la personne visée à l'alinéa a) ou b) avons une obligation légale de soutien alimentaire.

Nom de l'autre personne	Profession ou source de revenu	Revenu annuel*	Impôts payables

* Si les renseignements sur lesquels doit être fondée la détermination du revenu ne sont pas fournis, la Cour peut imputer le montant de revenu qu'elle juge indiqué.

PARTIE 6 – BIENS

- **Ne remplir la présente partie que sur ordonnance de la Cour.**
- *Énumérer tous les biens dans lesquels vous avez un intérêt à la date du présent état financier.*
- *Indiquer la valeur ou le montant applicable à la date du présent état financier.*
- *Si une revendication de biens s'ajoute à une demande d'aliments, remplir la formule 15-26B : État des biens, et ne pas remplir la présente partie de l'état financier.*

I. ACTIF EN SASKATCHEWAN ET AILLEURS

1 Biens réels

- *Énumérer tout intérêt foncier, y compris les intérêts à bail et les hypothèques, que vous soyez ou non inscrit(e) comme propriétaire. Indiquer la valeur marchande estimative de votre intérêt, sans déductions pour les grèvements. Ces grèvements paraîtront sous la rubrique dettes et autres obligations.*
- *Exemple : dans la colonne Nature et genre de propriété, inscrire « tenance conjointe », dans la colonne Nature, adresse et valeur marchande estimative totale et actuelle, inscrire « maison, 123, rue du Plaisir, Petite Ville, Saskatchewan, 100 000 \$ », dans la colonne Valeur marchande estimative de votre intérêt, inscrire « 50 000 \$ ». Le solde de l'emprunt hypothécaire paraîtra sous la rubrique dettes et autres obligations, plus loin dans le présent état.*

Nature et genre de propriété	Nature, adresse et valeur marchande estimative totale et actuelle	Valeur marchande estimative de votre intérêt
VALEUR TOTALE DES BIENS RÉELS (1)		\$

2 Articles ménagers divers et véhicules

- Indiquer la valeur marchande estimative, et non le coût de remplacement de ces articles dont vous êtes propriétaire. Ne pas déduire ici les grèvements (par exemple : prêt-auto); ces grèvements paraîtront sous la rubrique dettes et autres obligations.

Article	Description	S'ils ne sont pas en votre possession, indiquer où ils se trouvent	Valeur marchande estimative de votre intérêt
<i>Articles et appareils ménagers et meubles du ménage</i>			
<i>Voitures, bateaux, remorques, autocaravanes, motoneiges, autres véhicules</i>	<i>(les décrire selon la marque, le modèle et l'année)</i>		
<i>Bijoux, objets d'art, collections, appareils électroniques, outils, équipement de sports et de passe-temps</i>			
<i>Autres articles spéciaux</i>			
VALEUR TOTALE DES ARTICLES MÉNAGERS DIVERS ET VÉHICULES (2)			\$

3 Comptes bancaires et économies

- Indiquer les articles par catégorie; inclure l'argent liquide, les comptes d'épargne et les comptes chèques dans des institutions financières, les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et toute autre économie.

Catégorie	Institution dépositaire du compte	Numéro de compte	Montant
VALEUR TOTALE DES COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES (3)			\$

Emplacement de tout coffre bancaire qui m'appartient : _____
(noms et adresses des institutions)

4 Pensions et régimes d'épargne-retraite

- Indiquer les nom et adresse de l'institution dépositaire du régime enregistré d'épargne-retraite.
- Inclure les nom et adresse du régime de pension et les précisions au sujet de la pension.

Catégorie	Institution dépositaire du compte	Numéro de compte	Montant
VALEUR TOTALE DES PENSIONS ET RÉGIMES DE RETRAITE			(4) \$

5 Valeurs mobilières

- Indiquer les articles par catégorie; inclure les actions, obligations, fonds mutuels, warrants, options, débetures, billets et toute autre valeur mobilière. Indiquer la valeur marchande estimative qui vous semble la plus probable si ces articles étaient vendus sur le marché libre.

Catégorie	Nombre	Description	Valeur marchande estimative
VALEUR TOTALE DES VALEURS MOBILIÈRES			(5) \$

6 Assurance vie et assurance invalidité

- *Énumérer toutes les assurances vie-entière, assurances vie temporaires, assurances invalidité ou toute autre assurance de ce genre. Le cas échéant, indiquer la valeur de rachat.*

Compagnie et n° de la police	Type de police	Propriétaire	Bénéficiaire	Valeur nominale	Valeur de rachat
VALEUR TOTALE DES ASSURANCES VIE ET ASSURANCES INVALIDITÉ (6)					\$

7 Intérêts dans des entreprises

- *Énumérer tous les intérêts que vous détenez, même indirectement, dans des entreprises non personnalisées, y compris des sociétés de personnes, des fiducies et des entreprises en coparticipation. Indiquer la valeur marchande estimative qui vous semble la plus probable, si l'entreprise devait être vendue sur le marché libre.*
- *Un intérêt majoritaire que vous détenez dans une entreprise constituée en personne morale peut être indiqué ici ou à la section 5 : Valeurs mobilières. Tout intérêt qui n'est pas majoritaire devrait être indiqué à la section 5 : Valeurs mobilières.*

Nom et adresse de l'entreprise	Intérêt	Valeur marchande estimative de votre intérêt
VALEUR TOTALE DES INTÉRÊTS DANS DES ENTREPRISES (7)		\$

8 Créances

- Donner des précisions sur toutes les sommes que d'autres vous doivent, que ce soit dans le cadre d'activités commerciales ou à titre personnel. Inclure les sommes que vous avez prêtées aux membres de votre famille ainsi que toute créance judiciaire et toute part de succession qui est exigible.

Précisions	Montant de la créance
VALEUR TOTALE DES CRÉANCES	(8) \$

9 Autres biens

- Énumérer par catégorie les autres biens ou avoirs qui n'ont pas été mentionnés aux rubriques 1 à 8 (par exemple, les brevets ou les redevances du droit d'auteur). Indiquer leur valeur marchande estimative qui vous semble la plus exacte.

Catégorie	Précisions	Valeur marchande estimative
VALEUR TOTALE DES AUTRES BIENS	(9)	\$

VALEUR TOTALE DE L'ACTIF (<i>Additionner les totaux 1 à 9</i>)	I = _____	\$
---	------------------	----

II. DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS

- Indiquer vos dettes et autres obligations, que ce soit dans le cadre d'activités commerciales ou à titre personnel. Les énumérer par catégorie, par exemple les hypothèques, charges, prêts, privilèges, billets, cartes de crédit, sommes à payer et impôts en souffrance. Indiquer si une autre personne peut être responsable de ces dettes avec vous et, le cas échéant, indiquer son nom. Inclure les obligations éventuelles comme les garanties que vous avez données, en précisant qu'elles sont éventuelles. Indiquer si des paiements sont en souffrance.

Dettes	Précisions <i>(taux d'intérêt, durée ou nombre de paiements restants, biens visés)</i>	Montant de la dette
VALEUR TOTALE DES DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS II =		\$

III. RÉSUMÉ DE L'ACTIF ET DU PASSIF

	Valeur totale de l'actif (I)	\$
<i>Soustraire</i>	Valeur totale des dettes et autres obligations (II)	-	\$
		<hr style="width: 100%;"/>	
	VALEUR NETTE III	\$

PIÈCES JOINTES POUR LA PARTIE 6

Sont joints à la copie de l'état financier délivrée à l'autre partie :

- copie du dernier avis d'évaluation reçu d'une autorité évaluatrice pour les biens réels qui m'appartiennent;
- copie du dernier relevé que j'ai reçu pour chaque compte, dépôt ou certificat bancaire ou autres économies;
- copie du dernier état de REER que j'ai reçu;
- copie du dernier état que j'ai reçu concernant mon compte de courtage, mes fonds mutuels et toute autre valeur mobilière qui m'appartient;
- copie du dernier relevé de compte pour chaque carte de crédit dont je suis titulaire;
- copie du dernier état se rapportant à chacune des autres dettes énumérées;
- copie du dernier état annuel que j'ai reçu au sujet de mon régime de pension et de tout autre renseignement que je possède expliquant mon régime de pension;
- ou* une lettre, adressée à l'administrateur de mon régime de pension, autorisant la divulgation de l'information concernant mon régime de pension.

Formule 15-26B
(Règle 15-26)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

ÉTAT DES BIENS DE

(nom)

Je soussigné(e), _____ du _____ ,
(nom) (adresse)

à _____ dans la province de/du _____
(ville)

(code postal)

(téléphone)

(télécopieur)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Les renseignements figurant dans le présent état des biens sont vrais et complets au mieux de ma connaissance et de mes convictions et ils énumèrent la totalité de mes biens matrimoniaux au (indiquer la date de validité des renseignements).

2 Je ne prévois aucun changement important au sujet des renseignements figurant dans cet état des biens.

ou

Je prévois les changements importants suivants au sujet des renseignements figurant dans cet état des biens :

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 ____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

I. ACTIF EN SASKATCHEWAN OU AILLEURS

Date de la requête : _____

1. BIENS RÉELS					
<p><i>Inclure tout intérêt foncier, y compris les intérêts à bail et les hypothèques, dont vous êtes propriétaire à la date de la requête ou du présent état. Indiquer la valeur marchande estimative de l'intérêt, sans déductions pour les grèvements ou les frais d'aliénation. Ces grèvements et frais paraîtront à la partie II : Dettes et autres obligations.</i></p> <p><i>Exemple : si vous incluez le foyer familial, vous écririez les noms des deux conjoints dans la première colonne et « tenance conjointe » dans la deuxième colonne; dans la colonne suivante, vous écririez « foyer familial, 123, rue Principale »; dans la quatrième colonne, « 100 000 \$ » qui, dans le cas de cette tenance conjointe, serait également la valeur à inscrire dans la dernière colonne. Le solde de l'emprunt hypothécaire à la partie II : Dettes et autres obligations.</i></p>					
Propriétaire	Nature et genre d'intérêt	Nature du bien et adresse	Valeur estimative TOTALE	Valeur marchande estimative de l'intérêt en cause	
				à la date de la requête	courante
VALEUR TOTALE DES BIENS RÉELS (1)				\$	

2. ARTICLES MÉNAGERS DIVERS ET VÉHICULES

Indiquer la valeur marchande estimative, et non le coût de remplacement de ces articles dont vous êtes propriétaire à la date de la requête ou à la date du présent état. Ne pas déduire ici les grèvements ou les frais d'aliénation; ces grèvements et frais paraîtront à la partie II : Dettes et autres obligations.

Article	Description	En possession de	Valeur marchande estimative	
			à la date de la requête	courante
Articles et appareils ménagers et meubles du ménage				
Voitures, bateaux, remorques, autocaravanes, motoneiges, autres véhicules	(les décrire selon la marque, le modèle et l'année)			
Bijoux, objets d'art, collections, appareils électroniques, outils, équipement de sports et de passe-temps				
Autres articles spéciaux				
VALEUR TOTALE DES ARTICLES MÉNAGERS DIVERS ET DES VÉHICULES (2)			\$	

3. COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES

Indiquer par catégorie les articles possédés à la date de la requête. Inclure l'argent liquide, les comptes d'épargne et les comptes chèques dans des institutions financières, les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et toute autre économie.

Propriétaire ou titulaire	Catégorie	Institution	Montant	
			à la date de la requête	courant
VALEUR TOTALE DES COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES (3)			\$	

Emplacement de tout coffret bancaire _____
(noms et adresses des institutions)

4. PENSIONS ET RÉGIMES D'ÉPARGNE-RETRAITE

Indiquer les articles par catégorie. Indiquer les nom et adresse de l'institution dépositaire du régime enregistré d'épargne-retraite. Inclure les nom et adresse du régime de pension et les précisions au sujet de la pension.

Titulaire	Catégorie	Institution	Numéro de compte	Montant	
				à la date de la requête	courant
VALEUR TOTALE DES PENSIONS ET RÉGIMES D'ÉPARGNE-RETRAITE (4)				\$	

5. VALEURS MOBILIÈRES

Indiquer les articles par catégorie, y compris les actions, obligations, fonds mutuels, warrants, options, débetures, billets et toute autre valeur mobilière. Indiquer la valeur marchande estimative qui vous semble la plus probable si ces articles étaient vendus sur le marché libre.

Propriétaire ou titulaire	Catégorie	Nombre	Description	Valeur marchande estimative	
				à la date de la requête	courante
VALEUR TOTALE DES VALEURS MOBILIÈRES (5)				\$	

6. ASSURANCE VIE ET ASSURANCE INVALIDITÉ

Énumérer toutes les assurances vie-entière, assurances vie temporaires, assurances invalidité ou toute autre assurance de ce genre. Le cas échéant, indiquer la valeur de rachat.

Compagnie et n° de la police	Type de police	Propriétaire	Bénéficiaire	Valeur nominale	Valeur de rachat	
					à la date de la requête	courante
VALEUR TOTALE DE RACHAT DES ASSURANCES (6)					\$	

7. INTÉRÊTS DANS DES ENTREPRISES

Énumérer tous les intérêts que l'un ou l'autre conjoint détient, même indirectement, dans des entreprises non personnalisées, y compris des sociétés de personnes, des fiducies et des entreprises en coparticipation. Indiquer la valeur marchande estimative qui vous semble la plus probable, si l'entreprise devrait être vendue sur le marché libre. Un intérêt que détenez dans une entreprise constituée en personne morale peut être indiqué ici ou à la section 5 : Valeurs mobilières.

Titulaire de l'intérêt	Nom de l'entreprise	Intérêt	Valeur marchande estimative de l'intérêt	
			à la date de la requête	courante
VALEUR TOTALE DES INTÉRÊTS DANS DES ENTREPRISES (7)			\$	

8. CRÉANCES

Donner des précisions sur toutes les sommes dues à l'un ou l'autre conjoint, que ce soit dans le cadre d'activités commerciales ou à titre personnel. Inclure les sommes prêtées aux membres de la famille ainsi que toute créance judiciaire d'un conjoint et toute part de succession qui est exigible.

Créancier	Précisions	Montant de la créance	
		à la date de la requête	courant
TOTAL DES CRÉANCES (8)		\$	

9. AUTRES BIENS

Énumérer par catégorie les autres biens ou avoirs qui ne sont pas mentionnés aux rubriques 1 à 8 (par exemple, les brevets ou les redevances du droit d'auteur). Indiquer la valeur marchande estimative qui vous semble la plus exacte.

Propriétaire	Catégorie	Précisions	Valeur marchande estimative de l'intérêt	
			à la date de la requête	courante
VALEUR TOTALE DES AUTRES BIENS (9)			\$	

I. VALEUR TOTALE DE L'ACTIF
(Additionner les totaux 1 à 9)

I = _____ \$

II : DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS

Indiquer toutes les dettes et autres obligations, que ce soit dans le cadre d'activités commerciales ou à titre personnel. Les énumérer par catégorie, par exemple les hypothèques, charges, prêts, privilèges, billets, cartes de crédit, sommes à payer, impôts en souffrance et frais d'aliénation. Indiquer si d'autres personnes répondent de ces dettes d'un conjoint et, le cas échéant, indiquer leurs noms. Inclure les obligations éventuelles comme les garanties données par l'un ou l'autre conjoint, en précisant qu'elles sont éventuelles. Indiquer si des paiements sont en souffrance.

Débiteur, trice	Catégorie	Précisions (taux d'intérêt, durée ou nombre de paiements restants, et biens visés)	Montant de la dette	
			à la date de la requête	courant
TOTAL DES DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS			II =	\$

III : BIENS, DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS À LA DATE DU MARIAGE

Indiquer par catégorie la valeur des biens, dettes et autres obligations de chaque conjoint, calculée en fonction de la date du mariage. Si possible, inclure le prix payé pour l'élément d'actif, l'année d'achat et la valeur ajoutée des réparations et des améliorations effectuées pendant le mariage, en plus de la valeur à la date du mariage.

Catégorie et précisions	Valeur à la date du mariage			
	Actif		Passif	
	Partie requérante	Partie intimée	Partie requérante	Partie intimée
Biens réels (exclure le foyer familial possédé à la date du mariage, sauf s'il a été vendu avant la date de la séparation)				
Véhicules (exclure les véhicules d'usage familial)				
Comptes bancaires et économies				
Pensions et régimes d'épargne-retraite				
Valeurs mobilières				
Assurance vie et assurance invalidité				
Intérêts dans des entreprises				
Créances				
Autres biens (préciser)				
Dettes et autres obligations (préciser)				
TOTAUX	\$	\$	\$	\$
VALEUR NETTE DES BIENS À LA DATE DU MARIAGE III =	\$	\$		

IV : BIENS EXCLUS DE LA RÉPARTITION

Indiquer par catégorie la valeur des biens déclarés dans le présent état qui étaient possédés à la date de la requête et qui, selon vous, sont exclus de la répartition en vertu des articles 23 et 24 de la Loi sur les biens familiaux, autres que les biens indiqués dans la Table III ci-dessus.

Catégorie	Bien et motifs d'exclusion	Valeur à la date de la requête
VALEUR TOTALE DES BIENS EXCLUS		IV = \$

V : BIENS ALIÉNÉS DANS LES 2 ANNÉES PRÉCÉDENTES

Indiquer par catégorie tous les biens qui ont été aliénés dans les 2 années qui ont précédé l'introduction de l'instance en cours. Indiquer la date d'aliénation de chaque article.

Catégorie	Précisions	Valeur
VALEUR TOTALE DES BIENS ALIÉNÉS		V = \$

VI : CALCUL DES BIENS FAMILIAUX NETS

	Déductions	Solde
Valeur totale de l'actif à la date de la requête (table I)		\$
<i>Soustraire</i> Valeur totale des dettes et autres obligations (table II)	\$	\$
<i>Soustraire</i> Valeur nette des biens à la date du mariage (table III)	\$	\$
<i>Soustraire</i> Valeur totale des biens exclus (table IV)	\$	\$
BIENS FAMILIAUX NETS	VI =	\$

VII. ANNEXES

- *S'il y a lieu, annexer un état des conséquences en matière de l'impôt sur le revenu de toute aliénation ou réalisation d'éléments d'actif ordonnée en justice.*
- *Si un bien antérieur au mariage ou à la cohabitation qui, selon vous, doit être exclu a été remplacé par un autre bien, annexer un état montrant le cheminement de ce bien jusqu'au bien actuel. Joindre copie des documents attestateurs des opérations.*

REMARQUE IMPORTANTE : *Si vous vous rendez compte au cours de l'instance que les renseignements figurant dans le présent état des biens sont inexacts ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous DEVEZ signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts ou un nouvel état des biens corrigé, accompagnés de tout document à l'appui.*

Formule 15-28A

(Règle 15-28(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

RENONCIATION AUX ÉTATS FINANCIERS ET AUX ÉTATS DES BIENS

- 1** Les parties se sont entendues sur la réparation à accorder en l'espèce.
- 2** (*En cas de demande d'aliments matrimoniaux*) Les parties renoncent aux états financiers en ce qui concerne la demande d'aliments matrimoniaux en l'espèce.
- 3** (*En cas de revendication de biens*) Les parties renoncent aux états des biens en ce qui concerne les revendications de biens en l'espèce.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

(signature de la partie requérante ou de son avocat)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

Formule 15-28B
(Règle 15-28(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

ENTENTE RELATIVE AUX ALIMENTS POUR ENFANTS

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1 Le revenu du débiteur (de la débitrice), _____ est de _____ \$.
(nom)

2 Le débiteur (La débitrice) réside actuellement au/en _____
(province ou, si à l'extérieur du Canada, pays)

3 Le revenu du créancier (de la créancière), _____, est de _____ \$.
(nom)

4 Le créancier (La créancière) réside actuellement au/en _____
(province ou, si à l'extérieur du Canada, pays)

(Les paragraphes 3 et 4 doivent être insérés lorsqu'il y a partage des frais spéciaux ou extraordinaires ou que le montant convenu diffère de celui prévu dans la table applicable des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.)

5 Les aliments pour enfants bénéficieront aux enfants suivants :

Nom de l'enfant	Date de naissance

et, selon la table applicable des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, les aliments pour enfants à payer pour ce nombre d'enfants (les « aliments pour enfants à payer selon la table ») sont de _____ \$.

6 Le débiteur (La débitrice) paiera au créancier (à la créancière), _____,
(nom)

des aliments de _____ \$ par mois pour les enfants énumérés au paragraphe 5.

7 (*Le cas échéant*) Les aliments pour enfants ci-convenus diffèrent des aliments pour enfants à payer selon la table parce que : (*donner les raisons*)

8 (*En cas de partage de frais prévus à l'article 7 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*) Des frais spéciaux ou extraordinaires, savoir

_____,
(*Indiquer le genre de frais*)

de _____ \$ par mois sont à prévoir pour _____,
(*nom de l'enfant*)

et la part du débiteur (de la débitrice) sera de _____ \$ par mois.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*signature de l'avocat de la partie requérante*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*signature de l'avocat de la partie intimée*)

ou

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*témoin*)

(*signature de la partie requérante*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*témoin*)

(*signature de la partie intimée*)

Formule 15-33
(Règle 15-33(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AVIS DE DIVULGATION

DESTINATAIRE : La partie intimée (ou La partie requérante), _____
(nom)

VOUS DEVEZ fournir à la partie requérante (ou à la partie intimée) et déposer à la Cour dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis :

- un état financier établi à l'aide de la formule 15-26A des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*;
- un état des biens établi à l'aide de la formule 15-26B des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*;
- copie de chacun de vos 3 derniers talons de paie;
- copie de chacun de vos 3 derniers relevés de prestations d'assurance-emploi;
- copie de chacun de vos 3 derniers relevés de prestations des accidents du travail;
- copie de votre dernier relevé de régime de pension;
- une preuve documentaire actuelle confirmant le montant des prestations d'assistance sociale que vous recevez;
- copie du dernier avis d'évaluation qui vous a été délivré à l'égard des biens réels qui vous appartiennent;
- des détails sur chaque chèque – ou copie de chaque chèque – qui vous a été remis au cours des 6 dernières semaines par une entreprise ou une société dans laquelle vous avez un intérêt ou à laquelle vous avez fourni un service;
- copie de tous les relevés bancaires établis à votre nom au cours des 3 derniers mois;
- copie du dernier relevé de tous les REER, certificats de dépôt à terme, certificats de placement garanti, comptes d'actions et autres placements établis à votre nom ou dans lesquels vous avez un intérêt;
- copies des relevés de cartes de crédit pour les 3 derniers mois pour toutes les cartes de crédit établies à votre nom;

- une autorisation adressée à la personne ou à l'institution compétente, permettant d'accéder à tout renseignement énuméré ci-dessus que vous n'avez pas fourni;
- (copie de tout autre document demandé expressément).

(La partie qui réclame la divulgation peut demander un ou plusieurs des documents qui précèdent selon la nature de l'instance.)

SI VOUS CONTESTEZ la divulgation de n'importe lequel de ces documents, vous devez énoncer par écrit votre objection motivée et la signifier dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis, accompagnée des renseignements dont vous ne contestez pas la divulgation en réponse au présent avis.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(partie ou avocat de la partie)

Les documents demandés doivent être : a) signifiés à la partie qui réclame la divulgation à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document, et b) déposés au dossier du greffe.

REMARQUE : *Si vous vous rendez compte au cours de l'instance que les renseignements que vous avez fournis en réponse au présent avis sont incorrects ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous devez signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts, accompagnés de tout document à l'appui.*

AVIS

SI VOUS OMETTEZ DE FOURNIR LES DOCUMENTS DEMANDÉS DANS LE DÉLAI IMPARTI, la partie réclamant la divulgation pourra, sur préavis, solliciter de la Cour l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

- a) une ordonnance tirant une conclusion défavorable à vous et vous imputant un certain revenu qu'elle juge indiqué;
- b) une ordonnance vous enjoignant de payer des aliments selon le montant qu'elle juge indiqué;
- c) une ordonnance vous enjoignant de délivrer les documents demandés dans un certain délai;
- d) une ordonnance enjoignant à votre employeur ou à une autre personne de divulguer des renseignements financiers;
- e) une ordonnance vous condamnant à des dépens visant notamment à indemniser pleinement la partie qui réclame la divulgation des frais qu'elle aura dû supporter;
- f) une ordonnance accordant à la partie qui réclame la divulgation toute autre réparation sollicitée.

ou

Si la partie qui réclame la divulgation préfère prévoir une ordonnance immédiatement en cas de non-conformité au présent avis de divulgation, joindre un avis établi à l'aide de la formule 6-5 relativement à l'ordonnance désirée.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

Formule 15-34
(Règle 15-34(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AVIS DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS ÉCRITES

DESTINATAIRE : La partie intimée (ou La partie requérante), _____
(nom)

VOUS DEVEZ fournir à la partie requérante (ou à la partie intimée) et déposer à la Cour, dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis, des réponses, sous la forme d'un affidavit, aux questions suivantes : (énoncer au plus 15 questions relatives aux renseignements financiers ou aux biens)

- 1.
- 2.

SI VOUS CONTESTEZ une ou plusieurs de ces questions, vous devez énoncer par écrit votre objection motivée et la signifier, accompagnée de l'affidavit répondant aux questions que vous ne contestez pas, dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(partie ou avocat de la partie)

Les documents demandés doivent être :

- a) signifiés à la partie demandant des réponses à ces questions, à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document;
- b) déposés au dossier du greffe.

REMARQUE : Si vous vous rendez compte au cours de l'instance que les renseignements que vous avez fournis sont incorrects ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous devez signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts, accompagnés de tout document à l'appui.

AVIS

SI VOUS OMETTEZ DE FOURNIR LES RÉPONSES DEMANDÉES DANS LE DÉLAI IMPARTI, la partie demandant la divulgation pourra, sur préavis, solliciter de la Cour l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

- a) une ordonnance tirant une conclusion défavorable à vous et vous imputant un certain revenu qu'elle juge indiqué;
- b) une ordonnance vous enjoignant de payer des aliments selon le montant qu'elle juge indiqué;
- c) une ordonnance vous enjoignant de délivrer les réponses demandées dans un certain délai;
- d) une ordonnance enjoignant à votre employeur ou à une autre personne de divulguer des renseignements financiers;
- e) une ordonnance vous condamnant à des dépens visant notamment à indemniser pleinement la partie qui demande les réponses des frais qu'elle aura dû supporter;
- f) une ordonnance accordant à la partie qui demande les réponses toute autre réparation sollicitée.

ou

Si la partie qui demande les réponses à ces questions préfère prévoir une ordonnance immédiatement en cas de non-conformité au présent avis de répondre aux questions écrites, joindre un avis établi à l'aide de la formule 6-5 relativement à l'ordonnance désirée.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

Formule 15-41
(Règle 15-41b))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

AFFIDAVIT DE LA PARTIE INTIMÉE

Je soussigné(e), _____ de _____, province de/du
_____, déclare sous serment (*ou affirme solennellement*) ce qui suit :

1 Je suis la partie intimée en l'espèce et j'ai une connaissance personnelle des questions et des faits faisant l'objet de la présente déposition.

2 Mon adresse : _____

3 (*En cas de demande d'aliments.*) Tous les faits et renseignements contenus dans mon état financier fait sous serment (*ou affirmation solennelle*) le _____ demeurent vrais et exacts, sauf pour ce qui suit: (*mentionner ici les corrections ou les changements subséquents*)

4 (*En cas de revendication de biens.*) Tous les faits et renseignements contenus dans mon état des biens fait sous serment (*ou affirmation solennelle*) le _____ demeurent vrais et exacts, sauf pour ce qui suit: (*mentionner ici les corrections ou les changements subséquents*)

5 Ma profession : _____

Mon lieu de travail : _____

Mon revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$.

6 Le _____ 2 _____ ou vers cette date, j'ai eu des rapports sexuels avec une personne de sexe masculin (*ou féminin*) au _____ .
(*adresse de voirie*)

(*Donner ici d'autres détails concernant l'autre personne et la relation, par exemple la fréquence des rencontres, la durée de la relation, le fait qu'un enfant est né de cette relation, etc.*)

7 Je vis séparément de la partie requérante depuis le _____ 2 _____ ou vers cette date (ou donner d'autres faits montrant que l'adultère n'a pas été pardonné).

8 Je ne désire pas me réconcilier avec mon conjoint (ma conjointe) ni reprendre la cohabitation avec lui/elle.

9 J'ai énoncé sincèrement les faits et je n'ai pas conclu d'accord, d'entente ou d'arrangement visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

LE PRÉSENT AFFIDAVIT EST DÉPOSÉ POUR LE COMPTE DE LA PARTIE INTIMÉE.

Formule 15-42
(Règle 15-42(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AVIS DE RETRAIT DE LA REQUÊTE CONJOINTE

Destinataire : _____
(nom de la partie)

SACHEZ que _____ se retire de la requête conjointe en divorce
(nom de la partie)

qui a été déposée en l'espèce le _____ .
(date)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(partie ou son avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

Formule 15-43
(Règle 15-43(1))

JUDGEMENT

N° _____ 2 _____

DEVANT LE/LA JUGE

(jour et date du jugement)

JUGEMENT

Dans l'action en cours qui a été entendue par la Cour en ce jour à _____

(en présence de l'avocat (ou des avocats) de _____ et de la partie requérante, de la partie intimée ou des corequérants, selon le cas OU en l'absence des parties et de leurs avocats), ayant constaté la preuve de la signification (sauf dans le cas d'une requête conjointe ou d'une requête en obtention de jugement présentée par la partie intimée) et pris en considération les plaidoiries et la preuve présentées (si le divorce doit prendre effet avant le 31^e jour suivant la date du prononcé du jugement, ajouter : et étant d'avis que des circonstances particulières justifient que le divorce prenne effet avant le 31^e jour suivant la présente date et que les parties sont convenues et ont pris l'engagement de ne pas interjeter appel du jugement),

1 LA COUR PRONONCE le divorce de _____ et _____, qui s'étaient mariés le _____ 2 _____, et, sauf s'il est porté en appel, le jugement prendra effet et le mariage sera dissous le 31^e jour suivant la date du présent jugement (ou immédiatement ou le _____ 2 _____).

2 LA COUR ORDONNE EN OUTRE (Énoncer ici les ordonnances relatives aux dépens, les ordonnances relatives à la garde, à l'accès ou aux aliments matrimoniaux rendues en vertu de la Loi sur le divorce (Canada) et/ou les autres mesures réparatoires accordées en vertu de lois provinciales, si ces mesures n'ont pas fait l'objet d'une ordonnance distincte. Une ordonnance d'entretien d'enfant doit faire l'objet d'une ordonnance distincte.)

Registraire (local)

AVIS

Les époux ne sont libres de se remarier que lorsque le présent jugement prend effet. À partir de ce moment-là, un certificat de divorce peut être obtenu de la Cour. Si le présent jugement est porté en appel, sa date de prise d'effet peut être différée.

Formule 15-44

(Règle 15-44(1))

CERTIFICAT DE DIVORCE

N° _____ 2 _____

CANADA
PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN

COUR DU BANC DE LA REINE
CENTRE JUDICIAIRE DE
(Omettre l'intitulé de l'instance)

CERTIFICAT DE DIVORCE

Je certifie que le mariage de _____ avec _____ ,
qui a été célébré le _____ 2 _____ , a été dissous par jugement de la
Cour, lequel jugement a pris effet le _____ 2 _____ .

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .



Registraire (local)

Formule 15-49
(Règle 15-49(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

REQUÊTE EN MODIFICATION

DESTINATAIRE :

1 SACHEZ qu'une requête sera présentée au juge présidant la séance en cabinet.

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

La requête vise l'obtention d'une ordonnance portant modification :

a) de l'ordonnance alimentaire rendue par _____ ,
(juge)

de la _____ de/du _____ ,
(cour) (province)

le _____ 2 _____ ;

b) de l'ordonnance de garde rendue par _____ ,
(juge)

de la _____ de/du _____ ,
(cour) (province)

le _____ 2 _____ ;

- c) de l'ordonnance d'accès rendue par _____,
(juge)
de la _____ de/du _____,
(cour) (province)
le _____ 2 _____ ;
- d) autre (préciser).

Voici les DÉTAILS de la réparation sollicitée :

- a) (formuler ici l'ordonnance précise sollicitée.)

RAISONS INVOQUÉES POUR LA MODIFICATION :

- a) (Décrire brièvement le changement survenu dans la situation, y compris l'identité de la personne dont la situation a changé, qui motive la réparation sollicitée.)

2 À l'appui de cette requête sera lu l'affidavit de _____ .
(nom de l'auteur de la requête)

(Mentionner également ici tout autre document qui sera utilisé, y compris les renseignements financiers exigés de vous par l'annexe III et la fiche d'information sur les aliments pour enfants en cas de requête en modification des aliments pour enfants.)

3 Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et le déposer au greffe, accompagnée de la preuve de sa signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître devant la Cour à l'audition de la requête à la date fixée.

4 (Ajouter, si la modification d'une ordonnance alimentaire est sollicitée.) Que vous contestiez ou non la présente requête, vous devrez signifier et déposer un état financier établi à l'aide de la formule 15-26A au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Si la présente requête comporte une demande de modification d'aliments pour enfants, mais que vous ne vous conformez pas au présent avis ou à l'avis prescrivant le dépôt de renseignements sur le revenu, qui vous a aussi été signifié, LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN CERTAIN REVENU ET FIXER LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUI SERONT PAYABLES EN FONCTION DU REVENU QUI VOUS A ÉTÉ IMPUTÉ. Si vous avez reçu signification d'une requête en modification d'aliments pour enfants, veuillez consulter les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*. (Le présent paragraphe peut être omis si la modification des aliments pour enfants est sollicitée par le débiteur dans un cas où les Lignes directrices n'exigent pas de renseignements sur le revenu du créancier.)

5 Si vous ne comparez pas à l'audience [ou que vous omettez de fournir les renseignements financiers exigés (dans le cas d'une demande de modification d'une ordonnance alimentaire)], une ordonnance pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous. VOUS NE RECEVREZ AUCUN AUTRE AVIS DE LA PRÉSENTE REQUÊTE.

(Supprimer les paragraphes inutiles, si l'ordonnance est sollicitée sans préavis.)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-56A
(Règle 15-56(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

DEMANDE CONJOINTE D'ÉVALUATION RELATIVE À LA GARDE ET À L'ACCÈS

LA COUR EST PRIÉE D'ORDONNER QU'UNE ÉVALUATION RELATIVE À LA GARDE ET À L'ACCÈS SOIT EFFECTUÉE PAR LES SERVICES DE LA DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE.

1 Les parties ont pris les mesures suivantes pour régler les problèmes concernant la garde et l'accès : *(Indiquer si les parties ont participé ou non à des séances de counselling et/ou de médiation et si des efforts ont été faits ou non pour parvenir à un règlement amiable.)*

2 Les parties conviennent que les raisons pour demander l'évaluation relative à la garde et à l'accès sont les suivantes : *(Faire état des circonstances particulières justifiant le recours à une évaluation précoce, par exemple le fait que des enfants sont d'âge préscolaire, que des allégations d'aliénation parentale ont été formulées, que les enfants ont été confiés aux services sociaux, que l'enfant n'a pas accès à l'un de ses parents ou que le parent gardien entend quitter la province.)*

3 Voici la liste des documents additionnels déposés à la Cour à l'appui de la demande d'évaluation relative à la garde et à l'accès : *(Mentionner les documents précis à utiliser à l'appui de la demande, tels que affidavits ou rapports, et la date à laquelle les documents ont été déposés ou faits sous serment.)*

POUR LA PARTIE REQUÉRANTE :

POUR LA PARTIE INTIMÉE :

4 Les parties conviennent que les questions à étudier dans le cadre de l'évaluation relative à la garde et à l'accès sont les suivantes : *(L'évaluation sera effectuée au moyen d'entrevues avec les parties et les enfants, et de contacts additionnels selon les circonstances particulières en cause.)*

DEMANDE CONJOINTE :

Les parties demandent conjointement à la Cour d'ordonner qu'une évaluation relative à la garde et à l'accès soit effectuée par les services de la Division du droit de la famille.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat de la partie requérante)

Numéro de téléphone : _____

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de l'avocat de la partie intimée)

Numéro de téléphone : _____

Formule 15-56B

(Règle 15-56(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

DEMANDE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS ACCÉLÉRÉE

LA PRÉSENTE DEMANDE EST PRÉSENTÉE PAR UNE SEULE DES PARTIES, QUI DEMANDE QUE SOIT ORDONNÉE LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS ACCÉLÉRÉE EN VUE DE DÉTERMINER SI UNE ÉVALUATION RELATIVE À LA GARDE ET À L'ACCÈS S'IMPOSE.

1 Les parties ont pris (ou La partie a pris) les mesures suivantes pour régler les problèmes de garde et d'accès : *(Indiquer si les parties ont participé ou non à des séances de counselling et/ou de médiation et si des efforts ont été faits ou non pour parvenir à un règlement amiable.)*

2a) Une demande a été faite à _____
(nom de la partie adverse)

de consentir à une évaluation relative à la garde et à l'accès le _____ 2 _____ .

b) Voici la réponse donnée à la demande d'évaluation relative à la garde et à l'accès :

3 Les raisons pour demander l'évaluation relative à la garde et à l'accès sont les suivantes : *(Faire état des circonstances particulières justifiant le recours à une évaluation précoce, par exemple le fait que des enfants sont d'âge préscolaire, que des allégations d'aliénation parentale ont été formulées, que les enfants ont été confiés aux services sociaux, que l'enfant n'a pas accès à l'un de ses parents ou que le parent gardien entend quitter la province.)*

4 Voici la liste des documents additionnels déposés à la Cour à l'appui de la demande d'évaluation relative à la garde et à l'accès : *(Mentionner les documents précis à utiliser à l'appui de la demande, tels que affidavits ou rapports, et la date à laquelle les documents ont été déposés ou faits sous serment.)*

5 Les questions à étudier dans le cadre de l'évaluation relative à la garde et à l'accès sont les suivantes : *(L'évaluation sera effectuée au moyen d'entrevues avec les parties et les enfants, et de contacts additionnels selon les circonstances particulières en cause.)*

DEMANDE INDIVIDUELLE :

La partie requérante (*ou* La partie intimée) demande que soit ordonnée la tenue d'une conférence préparatoire au procès accélérée en vue d'examiner si une demande d'évaluation relative à la garde et à l'accès s'impose.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat de la partie requérante ou de la partie intimée)

Numéro de téléphone : _____

AVIS D'UNE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS ACCÉLÉRÉE EN VUE D'UNE ÉVALUATION RELATIVE À LA GARDE ET À L'ACCÈS

DESTINATAIRE : (*nom de la partie ou des parties ou de l'avocat ou des avocats*)

UNE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS ACCÉLÉRÉE SERA TENUE comme suit :

(adresse où la conférence préparatoire au procès sera tenue)

à _____ heures, le _____ 2 _____.

La conférence a été convoquée à la demande de _____ en vue de déterminer si une évaluation relative à la garde et à l'accès s'impose.

Vous devez y participer aux date et heure susindiquées en vous présentant en cour à l'adresse susmentionnée. Vous rencontrerez alors un ou une juge chargé(e) de la conférence préparatoire au procès. Vous et l'autre partie devrez vous divulguer mutuellement tous les renseignements relatifs à la parentalité. Si le ou la juge chargé(e) de la conférence préparatoire au procès estime que la demande est justifiée, il ou elle pourra ordonner qu'une évaluation relative à la garde et à l'accès soit effectuée. Si vous ne participez pas à la conférence, l'instance pourra bien se poursuivre en votre absence.

(signature du greffier de la Cour)

(date de la signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

Formule 15-56C

(Règle 15-56(9))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

INSTRUCTIONS POUR L'ÉVALUATION RELATIVE À LA GARDE ET À L'ACCÈS

Objet : Garde Accès Les deux

Je désire obtenir plus de renseignements concernant :

Références ou sources précises d'information à consulter :

Date de rapport : Oui : le _____ 2 _____ Non

Joindre copie du fiat ou de l'ordonnance

(signature)

Le _____ 2 _____

cc : Services de la Division du droit de la famille

Formule 15-57A

(Règle 15-57(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AVIS PRESCRIVANT LE DÉPÔT DE RENSEIGNEMENTS SUR LE REVENU

DESTINATAIRE : La partie intimée (ou La partie requérante), _____
(nom)

VOUS DEVEZ fournir à la partie requérante (ou à la partie intimée) et déposer à la Cour dans un délai de 30 jours (ou de 60 jours, si l'autre partie vit à l'extérieur du Canada et des États-Unis d'Amérique) suivant la signification du présent avis : (Cocher les cases applicables.)

- (s'il n'a pas déjà été remis à l'autre partie ou à son avocat) un état financier établi à l'aide de la formule 15-26A, accompagné des documents exigés en matière d'impôt sur le revenu;
- (si vous occupez un emploi) votre relevé de paie le plus récent indiquant les gains cumulatifs pour l'année en cours, y compris les heures supplémentaires, ou, si ce genre de relevé n'est pas fourni par votre employeur, une lettre de celui-ci donnant ces renseignements, y compris votre salaire ou rémunération annuel;
- (si vous travaillez à votre compte) pour les 3 dernières années d'imposition :
 - a) les états financiers de votre entreprise ou de votre cabinet, sauf s'il s'agit d'une société de personnes,
 - b) un état faisant la ventilation des salaires, rémunérations, frais de gestion ou autres paiements, avantages ou indemnités versés à des personnes physiques ou morales avec qui vous avez un lien de dépendance, ou au profit de ces personnes;
- (si vous êtes associé(e) d'une société de personnes) une attestation du revenu que vous en avez tiré, des prélèvements que vous en avez faits et des fonds que vous y avez investis, pour les 3 dernières années d'imposition de la société de personnes;
- (si vous contrôlez une société) pour les 3 dernières années d'imposition de la société :
 - a) les états financiers de celle-ci et de ses filiales,
 - b) un état faisant la ventilation des salaires, rémunérations, frais de gestion ou autres paiements, avantages ou indemnités versés à des personnes physiques ou morales avec qui la société ou une société liée à un lien de dépendance, ou au profit de ces personnes;
- (si vous êtes bénéficiaire d'une fiducie) une copie de l'acte de fiducie et des 3 derniers états financiers de la fiducie.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de la partie ou de son avocat)

Les documents demandés doivent être : a) signifiés à la partie réclamant la divulgation à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document, et b) déposés au dossier du greffe.

AVIS

SI VOUS VOUS RENDEZ COMPTE au cours de l'instance que les renseignements que vous avez fournis sont inexacts ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous devez signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts, accompagnés de tout document à l'appui.

SI VOUS OMETTEZ DE FOURNIR LES DOCUMENTS DEMANDÉS DANS LE DÉLAI IMPARTI, la partie réclamant la divulgation des renseignements sur votre revenu pourra, sur préavis, solliciter de la Cour l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

- a) une ordonnance tirant une conclusion défavorable à vous et vous imputant un certain revenu qu'elle juge indiqué;
- b) une ordonnance vous enjoignant de payer des aliments selon le montant qu'elle juge indiqué;
- c) une ordonnance vous enjoignant de délivrer les documents demandés dans un certain délai;
- d) une ordonnance enjoignant à votre employeur ou à une autre personne de divulguer des renseignements financiers;
- e) une ordonnance vous condamnant à des dépens visant notamment à indemniser pleinement la partie qui réclame la divulgation des frais qu'elle aura dû supporter;
- f) une ordonnance accordant à la partie qui réclame la divulgation toute autre réparation sollicitée.

ou

Si la partie qui réclame la divulgation des renseignements sur le revenu préfère prévoir une ordonnance immédiatement en cas de non-conformité au présent avis prescrivant le dépôt de renseignements sur le revenu, joindre un avis établi à l'aide de la formule 6-5 relativement à l'ordonnance désirée.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur
(le cas échéant) : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant) :* _____

Formule 15-57B

(Règle 15-57(3))

AUTORISATION ADRESSÉE À L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

DESTINATAIRE : Agence du revenu du Canada

La présente autorise l'Agence du revenu du Canada à communiquer des renseignements concernant le/la contribuable aux personnes désignées.

Je m'appelle _____
(nom au complet)

J'habite au _____
(dernière adresse fournie aux fins de l'impôt)

Numéro d'assurance sociale : _____

JE VOUS AUTORISE À ENVOYER ET VOUS PRIE d'envoyer à :

1 (nom, adresse et numéro de téléphone de la partie qui demande ou de son avocat)

2 (nom, adresse et numéro de téléphone de l'autre partie ou de son avocat)

copie :

- a) de mes déclarations de revenus pour les années _____, _____ et _____ ;
- b) des pièces que j'ai jointes à chacune de ces déclarations pour ces mêmes années;
- c) des avis de cotisation ou de nouvelle cotisation qui m'ont été adressés pour ces mêmes années.

(signature du contribuable)

Le _____ 2 _____

Numéro de téléphone : _____

REMARQUE : Sur réception des renseignements demandés, la partie qui les a demandés ou son avocat doit les déposer à la Cour.

Formule 15-67
(Règle 15-67(6))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)
CENTRE JUDICIAIRE _____
REQUÉRANT(S) _____
INTIMÉE(S) _____

Cachet du greffe

AVIS DE RÉCEPTION D'ÉLÉMENTS DE PREUVE SUPPLÉMENTAIRES

DESTINATAIRE :

La _____ a été saisie d'une demande d'homologation de
(*nom du tribunal*)

l'ordonnance conditionnelle rendue par la Cour le _____ 2 ____ .

L'affaire a été renvoyée à la Cour pour recueillir des éléments de preuve supplémentaires.

Les date, heure et lieu fixés pour la réception d'éléments de preuve supplémentaires sont comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

Des éléments de preuve seront recueillis sur les points suivants : _____

1 Si vous désirez toujours poursuivre votre requête, vous ou votre avocat devrez :

a) faire un affidavit énonçant les éléments de preuve demandés et le déposer au greffe de la Cour au moins 7 jours avant la date prévue pour l'audience;

b) comparaître aux date, heure et lieu susmentionnés et produire des éléments de preuve supplémentaires sur la question.

2 Si vous ne déposez pas d'éléments de preuve supplémentaires ou si vous ne comparez pas à l'audience, l'ordonnance conditionnelle pourra ne pas être homologuée.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire (local)

REMARQUE : Copie de la preuve déposée devant l'autre tribunal et copie des motifs du tribunal pour obtenir des éléments de preuve supplémentaires doivent être jointes au présent avis.

Formule 15-68A

(Règle 15-68(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT _____

INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AVIS D'AUDIENCE D'HOMOLOGATION

DESTINATAIRE :

Une ORDONNANCE CONDITIONNELLE a été rendue contre vous par

(nom du tribunal)

à _____
(adresse au complet)

le _____ 2 _____ pour le paiement de la somme de _____ \$

par _____ pour l'entretien de _____ .

Tant qu'elle n'a pas été homologuée, cette ordonnance n'a aucun effet juridique. Toutefois, dès qu'elle est homologuée par la Cour, elle produit le même effet juridique que toute ordonnance rendue par notre Cour.

Une audience visant l'homologation de l'ordonnance conditionnelle aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

AVIS

SACHEZ que seront lus, à l'appui de la requête, tous les documents envoyés par le tribunal qui a rendu l'ordonnance conditionnelle, documents qui vous ont été signifiés en même temps que le présent avis.

Que vous contestiez ou non l'affaire en cause, vous devez, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audience d'homologation, déposer à la Cour, à l'adresse susmentionnée, un état financier dûment rempli. Un exemplaire non rempli des parties 1 à 5 d'un état financier conforme à la formule 15-26A vous est signifié en même temps que le présent avis.

Si vous désirez contester l'homologation de l'ordonnance conditionnelle ou le montant des aliments à payer, vous pouvez déposer un affidavit en réponse au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audience d'homologation, et vous ou votre avocat devrez comparaître à l'audience.

Si vous ne vous présentez pas à l'audience, une ordonnance homologuant l'ordonnance conditionnelle pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire (local)
(ou le ministre ou son représentant)

Formule 15-68B

(Règle 15-68(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT _____

INTIMÉE _____

Cachet du greffe

AVIS DE REPRISE D'AUDIENCE

DESTINATAIRE :

L'instance tenue devant la Cour visant l'homologation de l'ordonnance conditionnelle rendue par

_____ a été
(nom du tribunal qui a rendu l'ordonnance conditionnelle)

ajournée afin de renvoyer l'affaire à ce tribunal en vue de l'obtention d'éléments de preuve supplémentaires. La Cour a maintenant reçu ces éléments de preuve, dont copie est jointe au présent avis.

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à la reprise de l'audition de la requête en homologation de l'ordonnance conditionnelle, qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

AVIS

Si vous désirez contester l'homologation de l'ordonnance conditionnelle ou le montant des aliments à payer, vous devez déposer un affidavit en réponse au moins 7 jours avant la date fixée pour la reprise de l'audience d'homologation, et vous ou votre avocat devrez comparaître à l'audience.

Si vous ne vous présentez pas à l'audience, une ordonnance homologuant l'ordonnance conditionnelle pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire (local)
(ou le ministre ou son représentant)

Formule 15-68C

(Règle 15-68(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT _____

INTIMÉE _____

Cachet du greffe

ORDONNANCE CONSÉCUTIVE À L'AUDIENCE D'HOMOLOGATION

Devant _____ le _____ 2 _____ ,
(*nom du juge*)

une ordonnance conditionnelle a été rendue par _____
(*nom du tribunal*)

à _____
(*adresse au complet*)

prescrivant le paiement d'aliments par la partie intimée à la partie requérante.

Un avis de l'audience d'homologation de l'ordonnance conditionnelle a été signifié à la partie intimée et celle-ci a (*ou n'a pas*) comparu.

LA COUR ORDONNE que l'ordonnance conditionnelle :

- soit homologuée
- soit homologuée avec les modifications suivantes _____ pour les motifs suivants :
- ne soit pas homologuée pour les motifs suivants : _____
- soit renvoyée à _____
(*nom du tribunal*)

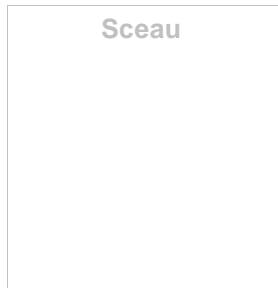
pour que soient recueillis des éléments de preuve supplémentaires concernant les points suivants :

_____ .

LA COUR ORDONNE EN OUTRE à la partie intimée de payer la somme de _____ \$
par mois pour l'entretien de _____ à compter du
premier jour de _____ 2 _____, puis le premier jour de chaque mois par la
suite (en attendant l'issue définitive de l'instance en cours, *selon le cas*).

Les paiements de _____ \$ par mois prescrits par l'ordonnance sont exigibles le
premier jour de chaque mois à compter de _____ 2 _____.

Rendue à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire (local)

REMARQUE : *Dans une instance régie par la Loi sur le divorce (Canada), l'ordonnance doit être conforme aux Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.*

Formule 16-3
(Règles 16-3(1) et 16-5)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

AVIS DE REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES SUCCESSORALES

Destinataire : Le registraire

Sachez qu'une requête a été présentée à la Cour, dont voici les détails :

Demande de lettres d'homologation (*ou d'administration ou autre, selon le cas*)

Nom de la personne décédée : _____

Résidence à l'époque du décès : _____

Date du décès : _____

Date du testament (*le cas échéant*) : _____

Date du ou des codicilles (*le cas échéant*) : _____

Date de réception de la requête : _____

Date du présent avis : _____

Numéro du dossier : _____

Nom et adresse du requérant (de la requérante) : _____

Nom et adresse de l'avocat(e) : _____

Registraire local(e)

CERTIFICAT RELATIF AUX REQUÊTES, AUX OPPOSITIONS ET AU DÉPÔT DE TESTAMENTS

Je certifie ce qui suit :

1 Aucune autre requête en obtention de lettres successorales n'a été présentée concernant les biens de la personne décédée, puisque je n'ai reçu aucun avis de requête en obtention de lettres successorales de la part du registraire local.

2 N'a été déposée ni n'ai-je reçu aucune opposition ou copie d'opposition à l'octroi de lettres d'homologation ou d'administration testamentaire ou non testamentaire concernant les biens de la personne décédée.

3 Aucun testament ou autre écrit testamentaire de la personne décédée n'a été remis à la garde du bureau d'un registraire local.

Registraire

Formule 16-6A
(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

LETTRES D'HOMOLOGATION

Par ordonnance de l'honorable juge _____
rendue le _____ 2 _____, le testament (avec codicille(s), *le cas échéant*), dont
ci-joint copie conforme, de _____,
(*nom de la personne décédée*)
autrefois de _____,
(*résidence à l'époque du décès*)
qui est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____, à _____ et
(*lieu du décès*)

qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès (*ou* qui résidait à l'extérieur de la Saskatchewan
mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), a été homologué et enregistré en la Cour
du Banc de la Reine; et la Cour a confié l'administration de la succession et de tout ce qui se rattache
au testament (et aux codicilles, *le cas échéant*) à

_____,
(*nom et résidence de l'exécuteur*)

l'exécuteur(trice) testamentaire unique (*ou autre, selon le cas*) nommé(e) dans le testament (*ou*
codicille), après que cette personne se fut engagée sous serment ou affirmation solennelle à administrer
fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes de la personne décédée, en remettant les
legs prévus au testament (et dans les codicilles, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la
loi et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous
serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte
de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'homologation ou à tout
moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 _____.

Sceau

Registraire local(e)

Formule 16-6B
(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

LETTRES D'ADMINISTRATION TESTAMENTAIRE

Attendu que _____ , autrefois de _____ ,
(*nom de la personne décédée*) (résidence à l'époque du décès)

qui est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____ à _____
(*lieu du décès*)

et qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès,

(ou qui résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), a, dans son testament (avec codicille(s), *le cas échéant*) passé dans les bonne formes, dont ci-joint copie conforme, nommé à la charge d'exécuteur testamentaire

_____, mais que cette personne a
(*nom et résidence de la personne nommée*)

refusé ou omis de faire homologuer le testament (ou n'a nommé aucun exécuteur testamentaire),

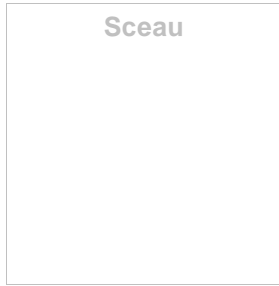
à ces causes, par ordonnance de l'honorable juge _____

rendue le _____ 2 _____ , des lettres d'administration testamentaire afférentes à l'ensemble des biens (ou en préciser la portée, si l'octroi est restreint) de la personne décédée ont

été octroyées par la Cour à _____
(*nom et résidence de l'administrateur*)

(préciser la nature de l'octroi et mentionner, le cas échéant, que l'exécuteur avait renoncé à la charge ou était décédé), après que cette personne se fut engagée sous serment ou affirmation solennelle à administrer fidèlement la succession suivant la teneur du testament, en acquittant les dettes légitimes de la personne décédée, en remettant les legs prévus au testament (et dans les codicilles, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la loi et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 _____ .



Registraire local(e)

Formule 16-6C
(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

LETTRES D'ADMINISTRATION

Par ordonnance de l'honorable juge _____ ,
rendue le _____ 2 _____ , des lettres d'administration afférentes à l'ensemble des
biens (*ou en préciser la portée, si l'octroi est restreint*) de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ ,
(résidence à l'époque du décès)

qui est décédé(e) intestat le ou vers le _____ 2 _____ ,

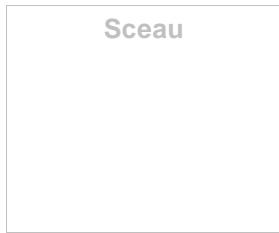
à _____ ,
(lieu du décès)

et qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès (*ou* qui résidait à l'extérieur de la
Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), ont été octroyées par

la Cour à _____ ,
(nom et résidence de l'administrateur)

conjoint (*ou autre, selon le cas*) de l'intestat, après que cette personne se fut engagée sous serment ou affirmation solennelle à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes de la personne décédée et en distribuant, le cas échéant, le reliquat (le cas échéant) de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 _____ .



Registraire local(e)

Formule 16-6D
(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

LETTRES D'HOMOLOGATION SUPPLÉMENTAIRES

Attendu que par ordonnance de l'honorable juge _____ ,
rendue le _____ 2 _____ , le testament (avec codicille(s), *le cas échéant*), dont
ci-joint copie conforme, de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ ,
(résidence à l'époque du décès)

qui est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____ , à _____
(lieu du décès)

et qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès (*ou* qui résidait à l'extérieur de la
Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), a été homologué et
enregistré en la Cour du Banc de la Reine; et que la Cour a confié l'administration de la succession

à _____ ,
(nom et résidence de l'exécuteur initial)

un des exécuteurs testamentaires nommés dans le testament (*ou* le codicille), se réservant
toutefois le pouvoir d'octroyer des lettres semblables, sur demande, à

_____ ,
(nom et résidence de l'exécuteur qui en fait maintenant la demande)

l'autre exécuteur(trice) nommé(e) dans le testament,

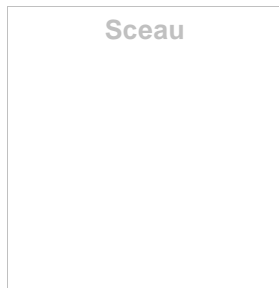
À ces causes, par ordonnance de l'honorable juge _____

rendue le _____ 2 _____, le testament de la personne décédée a aussi été

homologué à la demande de _____ et des lettres

successorales semblables, afférentes à la succession de la personne décédée et à tout ce qui se rattache à son testament, ont été octroyées à cette personne, après qu'elle se fut engagée sous serment ou affirmation solennelle à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes de la personne décédée, en remettant les legs prévus au testament (et dans les codicilles, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la loi, et en distribuant (le cas échéant) le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'homologation ou à tout moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 _____.



Registraire local(e)

Formule 16-6E
(Règle 16-6(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

AVIS INFORMANT LE REGISTRAIRE DE L'OCTROI DE LETTRES SUCCESSORALES

Les renseignements suivants se rapportent à des lettres successorales octroyées par la Cour du

Banc de la Reine au centre judiciaire de _____ :

Nom de la personne décédée : _____

Autrefois de : _____

Date du décès : _____

Date des lettres successorales : _____

Nature des lettres successorales : _____

Noms et adresses des représentants personnels à qui les lettres ont été octroyées :

Numéro inscrit sur le certificat du registraire : _____

Je certifie que les renseignements qui précèdent sont exacts en ce qui a trait aux lettres successorales octroyées par la Cour relativement à la succession de la personne décédée, d'après les archives de mon bureau.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local(e)

Formule 16-7
(Règle 16-7)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

**CERTIFICAT CONFIRMANT QU'AUUCUNE PERSONNE DE MOINS
DE DIX-HUIT ANS N'A D'INTÉRÊT**

Je certifie ce qui suit :

1 Des lettres d'homologation (*ou d'administration ou autre, selon le cas*) afférentes à la succession
de _____ ,
(*nom de la personne décédée*)

autrefois de _____ ,
(*résidence à l'époque du décès*)

ont été octroyées à _____
(*nom et adresse du représentant personnel*)

par la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan le _____ 2 ____ .

2 D'après les archives de mon bureau, aucune personne de moins de 18 ans n'a d'intérêt dans la succession de la personne décédée.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Registraire local(e)

Formule 16-8
(Règle 16-8(4))

CERTIFICAT DE REMISE D'UN TESTAMENT À LA GARDE DU GREFFE

Je certifie qu'un paquet scellé censé contenir le testament (*ou* le codicille) décrit ci-dessous a été remis aujourd'hui à la garde de mon bureau :

Nom de l'auteur du testament : _____

Résidence : _____

Date du document : _____

Date de la remise : _____

Noms et résidences des exécuteurs testamentaires : _____

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Registraire local(e)

Formule 16-11A
(Règle 16-11)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'HOMOLOGATION

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ 2 _____, et résidait en Saskatchewan au moment de son décès
(ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 La personne décédée a fait un testament en date du _____ 2 _____
(et un ou des codicille(s) en date du _____ 2 _____) et avait à l'époque l'âge de la majorité, savoir _____ ans révolus.

(Dans le cas contraire, voir la règle 16-18(1)a) des Règles de la Cour du Banc de la Reine et les articles 5 et 6 de la Loi de 1996 sur les testaments, et citer l'exception qui s'applique. Pour connaître l'âge applicable, consulter les dispositions pertinentes de la loi intitulée The Age of Majority Act.)

3 Les bénéficiaires suivants sont les seules personnes qui ont droit à une part de la succession de la personne décédée : *(donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)*

NOM ET ADRESSE	LIEN

(Ajouter s'il y a lieu :)

3a) La personne décédée est décédée intestat relativement à une partie de sa succession et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)

NOM ET ADRESSE	LIEN

4 Toutes les personnes nommées bénéficiaires ont survécu à la personne décédée. (Dans le cas contraire, indiquer s'il s'agit d'un frère, d'une soeur, d'un enfant ou d'un autre descendant de la personne décédée et, le cas échéant, si des enfants âgés actuellement de moins de 18 ans ont survécu à ce prédécédé. Voir l'article 22 de la Loi de 1996 sur les testaments. Déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12 s'il y a lieu.)

5 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

6 Aucun adulte à charge qui est bénéficiaire de la succession ou qui pourrait faire valoir une revendication en vertu de la Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge ou de la Loi sur les biens familiaux n'a survécu à la personne décédée. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

7 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

8 La personne décédée était _____ au moment de son décès.
(indiquer l'état matrimonial)

9 Après la passation du testament, la personne décédée ne s'est pas mariée ni n'a cohabité dans une relation conjugale de façon continue pendant 2 ans. (Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)b) des Règles de la Cour du Banc de la Reine.)

10 Après que le testateur (la testatrice) a fait son testament mais avant son décès, son mariage n'a pas été dissous par jugement irrévocable ou définitif de divorce ni par déclaration de nullité dans une procédure à laquelle il/elle était partie, et le testateur (la testatrice) et son conjoint, n'étant pas légalement mariés, n'ont pas cessé de cohabiter dans une relation conjugale durant au moins 24 mois. (Dans le cas contraire, se conformer à la règle 16-18(2).)

11 Le/La requérant(e) est l'exécuteur testamentaire nommé (ou Les requérants sont les exécuteurs testamentaires nommés) dans le testament et (chacun d'eux) est âgé d'au moins 18 ans (ou la requérante est une société de fiducie).

12 Aucun des témoins instrumentaires n'est un bénéficiaire, ou le conjoint d'un bénéficiaire, nommé dans le testament. (Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)c.)

13 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

14 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (ou Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'homologation du testament ou de lettres d'administration testamentaire.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (ou les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer des lettres d'homologation du testament de la personne décédée.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 16-11B
(Règle 16-11)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION TESTAMENTAIRE

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____ autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ 2 _____ , et résidait en Saskatchewan au moment de son décès
(ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 La personne décédée a fait un testament en date du _____ 2 _____
(et un ou des codicille(s) en date du _____ 2 _____) et avait à l'époque l'âge de la majorité, savoir _____ ans révolus.

(Dans le cas contraire, voir la règle 16-18(1)a) des Règles de la Cour du Banc de la Reine et les articles 5 et 6 de la Loi de 1996 sur les testaments, et citer l'exception qui s'applique. Pour connaître l'âge applicable, consulter les dispositions pertinentes de la loi intitulée The Age of Majority Act.)

3 Les bénéficiaires suivants sont les seules personnes qui ont droit à une part de la succession de la personne décédée : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)

NOM ET ADRESSE	LIEN

(Ajouter s'il y a lieu :)

3a) La personne décédée est décédée intestat relativement à une partie de sa succession et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)

NOM ET ADRESSE	LIEN

4 Toutes les personnes nommées bénéficiaires ont survécu à la personne décédée. (Dans le cas contraire, indiquer s'il s'agit d'un frère, d'une soeur, d'un enfant ou d'un autre descendant de la personne décédée et, le cas échéant, si des enfants âgés actuellement de moins de 18 ans ont survécu à ce prédécédé. Voir l'article 22 de la Loi de 1996 sur les testaments. Déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12 s'il y a lieu.)

5 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

6 Aucun adulte à charge qui est bénéficiaire de la succession ou qui pourrait faire valoir une revendication en vertu de la Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge ou de la Loi sur les biens familiaux n'a survécu à la personne décédée. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

7 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

8 La personne décédée était _____ au moment de son décès.
(indiquer l'état matrimonial)

9 Après la passation du testament, la personne décédée ne s'est pas mariée ni n'a cohabité dans une relation conjugale de façon continue pendant 2 ans. (Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)b) des Règles de la Cour du Banc de la Reine.)

10 Après que le testateur (la testatrice) a fait son testament mais avant son décès, son mariage n'a pas été dissous par jugement irrévocable ou définitif de divorce ni par déclaration de nullité dans une procédure à laquelle il/elle était partie, et le testateur (la testatrice) et son conjoint, n'étant pas légalement mariés, n'ont pas cessé de cohabiter dans une relation conjugale durant au moins 24 mois. (Dans le cas contraire, se conformer à la règle 16-18(2).)

11 Aucun exécuteur testamentaire n'est nommé dans le testament (ou L'exécuteur testamentaire nommé dans le testament est décédé depuis le décès du testateur (de la testatrice) ou a renoncé à sa charge et sa renonciation est jointe à la présente requête).

12 Le/La requérant(e) est un (ou Les requérants sont) _____ pour l'application du testament, et aucune autre personne n'a de rang antérieur ou égal par rapport à l'obtention des lettres d'administration testamentaire (ou toutes les personnes de rang antérieur ou égal par rapport à l'obtention des lettres d'administration testamentaire y ont renoncé et la renonciation de chacune d'elles est jointe à la présente requête : voir la règle 16-26).

13 Le/La requérant(e) est âgé (ou Les requérants sont âgés) d'au moins 18 ans (ou La requérante est une société de fiducie).

14 Aucun des témoins instrumentaires n'est un bénéficiaire, ou le conjoint d'un bénéficiaire, nommé dans le testament. (*Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)c.*)

15 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

16 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (ou Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'homologation du testament ou de lettres d'administration testamentaire.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (ou les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration testamentaire relativement au testament de la personne décédée.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom du l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de
signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas
échant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas
échéant)* : _____

Formule 16-11C
(Règle 16-11)

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) à _____ le ou vers
(lieu du décès)

le _____ **2** _____, et résidait en Saskatchewan au moment de son décès (ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 La personne décédée est décédée intestat et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)

NOM ET ADRESSE	LIEN

3 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée, aucun enfant (ni frère ou soeur, s'ils sont bénéficiaires) n'a précédé la personne décédée en laissant un enfant qui a actuellement moins de 18 ans, et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

4 Aucun adulte à charge n'a d'intérêt dans la succession ou ne pourrait lui opposer une revendication en vertu de la Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge ou de la Loi sur les biens familiaux. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

5 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

6 La personne décédée était _____ au moment de son décès.
(indiquer l'état matrimonial)

7 Le/La requérant(e) est âgé(e) d'au moins 18 ans et est (ou Les requérants sont tous âgés d'au moins 18 ans et sont) (indiquer en quelle qualité le requérant revendique, par ex. à titre d'administrateur officiel, de curateur public, ou de proche parent ayant un intérêt bénéficiaire, donner les noms, adresses et liens des autres proches parents susceptibles d'avoir rang antérieur ou égal à celui du requérant et indiquer si ces personnes ont renoncé ou non à leurs droits. En cas de renonciation, joindre un document établi à l'aide de la formule 16-26. Si la requérante est une société de fiducie, le mentionner et confirmer qu'elle est licenciée conformément à la loi intitulée The Trust and Loan Corporations Act, 1997).

8 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

9 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (ou Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'administration.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (ou les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie :

Adresse aux fins de
signification :

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur *(le cas
échéant)* :

Adresse de courriel *(le cas
échéant)*:

les personnes suivantes de moins de 18 ans, susceptibles d'être appelées à la succession en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* :

Nom	Nom et adresse du tuteur	Lien avec la personne décédée	Date de naissance

les adultes à charge suivants au sens de la loi intitulée *The Public Guardian and Trustee Act*, appelés à la succession :

Nom	Nom et adresse du tuteur	Lien avec la personne décédée	Date de naissance

les adultes à charge suivants au sens de la loi intitulée *The Public Guardian and Trustee Act*, susceptibles d'être appelés à la succession en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* ou de la *Loi sur les biens familiaux* :

Nom	Nom et adresse du tuteur	Lien avec la personne décédée	Date de naissance

Sachez en outre que les pièces suivantes sont jointes au présent avis :

- a) un état de l'actif de la personne décédée selon la requête;
- b) un état des dettes de la succession;
- c) une copie du testament de la personne décédée, le cas échéant.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 16-13A
(Règle 16-13(2))

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'HOMOLOGATION
(ou D'ADMINISTRATION TESTAMENTAIRE)**

Je soussigné(e), _____, déclare sous serment
(nom et résidence)

(ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres d'homologation (ou d'administration testamentaire) afférentes au testament de _____,
(nom du testateur)

de _____,
(résidence à l'époque du décès)

et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies (*ajouter, s'il y a lieu : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par d'autres affidavits*).

2 Je suis convaincu(e) que la pièce B annexée au présent affidavit constitue l'original du testament de la personne décédée. (*S'il y a un codicille, continuer le paragraphe en ajoutant : Je suis convaincu(e) que la pièce C annexée au présent affidavit est un codicille au testament de la personne décédée, et rajuster la cotation des pièces subséquentes.*)

3 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de tous les biens de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement, autant que je sache, tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à l'époque du décès.

4 Je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes et en remettant les legs prévus au testament (et dans le codicille, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'homologation (ou d'administration testamentaire) ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du requérant)

Formule 16-13B
(Règle 16-13(2))

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN OBTENTION
DE LETTRES D'ADMINISTRATION**

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres d'administration afférentes à la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)
autrefois de _____ ,
(résidence à l'époque du décès)

et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies (*ajouter, s'il y a lieu* : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par d'autres affidavits).

2 J'ai fouillé minutieusement tous les endroits où la personne décédée gardait habituellement ses papiers et vérifié aux endroits où elle avait remis des papiers à la garde de quelqu'un, et je suis convaincu(e) qu'elle est décédée sans avoir laissé aucun testament, codicille ou autre document testamentaire.

3 La pièce B annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de tous les biens de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement, autant que je sache, tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à l'époque du décès.

4 Si je suis nommé(e), je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 ____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du requérant)

Formule 16-14
(Règle 16-14(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE _____
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

ÉTAT DES BIENS

(S'il s'agit d'une première requête en obtention de lettres successorales en Saskatchewan [voir la règle 16-14(1)], l'état doit indiquer tous les biens réels et personnels de la personne décédée à l'époque du décès et leur valeur à l'époque du décès.)

(S'il s'agit d'une seconde requête en obtention de lettres successorales en Saskatchewan [voir la règle 16-14(3)], l'état doit s'en tenir aux biens non encore administrés ou à administrer en Saskatchewan, en fonction de leur valeur à l'époque de la requête.)

(S'il s'agit d'une requête en réapposition de sceau en Saskatchewan [voir la règle 16-34], l'état doit indiquer tous les biens dont la personne décédée était propriétaire en Saskatchewan à l'époque du décès, en fonction de leur valeur à l'époque de la requête.)

PARTIE I

RELEVÉ DE L'ACTIF

A Biens réels

Description officielle :

Valeur à la date du décès : _____ \$

Moins emprunt, dette hypothécaire, versement
initial impayés (au-delà des indemnités
d'assurance afférentes) : _____ \$

Valeur nette : _____ \$

B Créances hypothécaires

Dates : _____

Parties : _____

Conditions : _____

Solde exigible à la date du décès : _____ \$

C Créances d'achat-vente

Description : _____

Dates : _____

Parties : _____

Conditions : _____

Solde exigible à la date du décès : _____ \$

D Titres et actions

Société : _____

N° du certificat : _____

Nombre d'actions : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

E Obligations et débetures

Nombre : _____

Coupons à échéance ou intérêts courus : _____ \$

Valeur nominale : _____ \$

Valeur totale : _____ \$

F Comptes bancaires, argent liquide

1 Banque : _____

Succursale : _____

N° du compte d'épargne : _____

Intérêts courus : _____ \$

Principal : _____ \$ _____ \$

N° du compte-chèques : _____ \$

2 Argent liquide : _____ \$

3 Chèques non encaissés payables à la succession (*préciser*) : _____ \$ _____ \$

G Assurance-vie payable à la succession

Société : _____

N° de la police : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

H Rentes, prestations de retraite, REER payables à la succession

Description : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

I Biens personnels divers :

Description : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

VALEUR TOTALE DE LA SUCCESSION : _____ \$

PARTIE II

A Biens détenus conjointement (*avec droit de survie*)

1 Biens réels

Description officielle : _____

Propriétaire inscrit : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

2 Comptes bancaires

Description: _____ \$ _____ \$

B Assurance (*payable à un bénéficiaire nommé*)

Société : _____

N° de la police : _____

Bénéficiaire désigné : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

C Prestations de retraite et rentes (*payables à un bénéficiaire nommé*)

Description : _____

Bénéficiaire désigné : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

D Biens réels à l'extérieur de la Saskatchewan

Description officielle : _____

Emplacement : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

E Biens personnels à l'extérieur de la Saskatchewan (*Dans le cas où la personne décédée était domiciliée à l'extérieur de la Saskatchewan à l'époque de son décès*)

Description: _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

Formule 16-16
(Règle 16-16(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

**RENONCIATION À L'HOMOLOGATION
(ou À L'ADMINISTRATION TESTAMENTAIRE)**

Attendu que _____ , autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____ , que la personne décédée avait laissé un
testament fait le _____ 2 _____ me nommant, moi, _____ ,
(nom et résidence)

en Saskatchewan, exécuteur(trice) testamentaire (ou autre formulation selon le cas : voir remarque 2), à
ces causes, je renonce aux lettres d'homologation (ou à l'administration testamentaire) (ajouter s'il y a
lieu : et je consens à ce que _____ ,

de _____ en Saskatchewan, soit nommé(e)
administrateur(trice) testamentaire de la succession, sans cautionnement).

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et mon sceau au présent acte le _____ 2 _____ .

Signé, scellé et délivré en présence de _____

Sceau

AVIS

- 1 Un affidavit de passation est nécessaire, sauf si la signature est accompagnée du sceau social.
- 2 Si la renonciation émane d'une personne admissible à des lettres d'administration testamentaire, il faut adapter la formule pour évoquer l'omission du testament de nommer un exécuteur testamentaire et préciser les liens de l'auteur de la renonciation avec la personne décédée.

Formule 16-19A
(Règle 16-19(1))

AFFIDAVIT DE PASSATION DE TESTAMENT

Je soussigné(e), _____
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je connais/connaisais _____ , (autrefois) de _____ .
(nom du testateur) (résidence du testateur)

2 Le ou vers le _____ 2 _____ , j'ai assisté à la passation du document qui forme la
pièce A annexée au présent affidavit et que _____ a signé
(nom du testateur)

(si le testateur a apposé sa marque, ajouter : au moyen de sa marque), ainsi qu'il apparaît, en guise
de testament.

3 Le document a été signé par _____ devant
(nom du testateur)

_____ et moi,
(nom et résidence de l'autre témoin instrumentaire)

l'un(e) en présence de l'autre, à la suite de quoi, devant _____ ,
(nom du testateur)

nous avons immédiatement, l'un(e) en présence de l'autre, attesté et signé le document à titre de
témoins.

(Si le testateur était aveugle ou s'il a signé le testament au moyen de sa marque, ajouter :

4 Avant la passation du testament, j'en ai fait lecture (ou _____ en a fait
lecture en ma présence) au testateur (à la testatrice), qui, prenant connaissance de son contenu, a
semblé en saisir parfaitement le sens.)

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 16-19B
(Règle 16-19(5))

AFFIDAVIT DE PASSATION DE TESTAMENT OLOGRAPHE

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je connaissais _____ de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence de la personne décédée)

et j'ai vu la personne décédée écrire et signer de sa propre main, en ma présence, le document qui forme la pièce A annexée au présent affidavit.

ou

1 Je connaissais bien _____ ,
(nom de la personne décédée)

de _____ ,
(résidence)

et j'ai souvent eu l'occasion de le/la voir écrire et signer des documents.

2 J'ai examiné la pièce A annexée au présent document et je suis convaincu(e) que l'ensemble du document et sa signature sont de la main de la personne décédée.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

AVIS

Le déposant ne peut être un bénéficiaire du testament.

Formule 16-19C
(Règle 16-19(6))

AFFIDAVIT CONCERNANT L'ÉTAT DU TESTAMENT

Je soussigné(e), _____,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Le ou vers le _____ 2 _____, j'ai assisté à la passation du document qui forme la pièce A annexée au présent affidavit et que _____ a signé en
(nom de la personne décédée)

guise de testament.

2 J'ai examiné le testament et constaté (*faire état des corrections, suppressions ou surcharges que contient le testament, de son état général et de tout autre aspect qui exige des explications; en outre, décrire comment le testament a été retrouvé et, si possible, suivre minutieusement sa trace depuis le moment où il était en la possession du testateur jusqu'au moment de l'affidavit*).

3 Le testament est maintenant, à tous égards, dans le même état qu'il l'était au moment de sa passation par le testateur (la testatrice) (*ou autre affirmation, selon le cas*).

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

AVIS

Si aucun déposant n'a été trouvé qui fût capable d'attester l'état du testament au moment de la passation, exposer les faits et les circonstances qui tendent à montrer que le testament est, de fait, l'acte du testateur.

Formule 16-22
(Règle 16-22(1))

AFFIDAVIT RELATIF À LA TRADUCTION D'UN TESTAMENT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 La langue _____ et la langue française (ou anglaise) me sont familières, je peux lire, écrire et parler couramment dans ces deux langues, et je possède les compétences nécessaires pour traduire en français (ou anglais) des documents rédigés en _____ .

2 J'ai examiné le document rédigé en _____ qui forme la pièce A annexée au présent affidavit et qui est censé être le testament original de la personne décédée,

(nom de la personne décédée)

3 J'ai traduit le testament en français (ou anglais), cette traduction formant la pièce B annexée au présent affidavit, et je certifie que la pièce B est une traduction fidèle et exacte du testament

du (de l') _____ vers le français (ou l'anglais).

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 16-26
(Règle 16-26(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

RENONCIATION À L'ADMINISTRATION

Attendu que _____ , autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

est décédé(e) intestat le ou vers le _____ 2 _____ et que je soussigné(e),

(nom et résidence)

en Saskatchewan, suis le/la _____ de la personne décédée,
(indiquer le lien)

à ces causes, je renonce aux lettres d'administration afférentes à la succession de la personne
décédée (ajouter s'il y a lieu: et je consens à la nomination de _____ ,
de _____ , en Saskatchewan, à titre d'administrateur(trice) de la
succession, sans cautionnement).

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et mon sceau au présent acte le _____ 2 _____ .

Signé, scellé et délivré en présence de _____

Sceau

AVIS

Un affidavit de passation est nécessaire, sauf si la signature est accompagnée du sceau social.

Formule 16-28A
(Règle 16-28(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

PROCURATION

Attendu que _____
(nom et adresse de la personne décédée)

est décédé(e) avec testament (ou intestat) à _____ le _____ ,
(lieu du décès) (date du décès)

que je soussigné(e), _____ ,
(nom et adresse)

suis la personne admissible aux lettres d'administration (ou d'homologation),

(et) que je suis la veuve (ou le veuf ou un proche parent) de la personne décédée

(Ajouter s'il y a lieu.)

et que je réside à l'extérieur de la Saskatchewan,

à ces causes, je nomme _____
(nom et adresse)

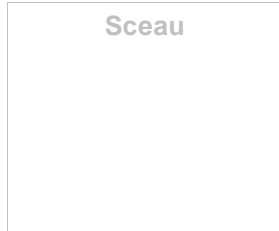
mon fondé (ma fondée) de pouvoir pour l'obtention de lettres _____
(lettres successorales désirées)

pour mon compte auprès de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, jusqu'à ce que je demande et obtienne des lettres successorales.

Je m'engage à ratifier et confirmer tout ce qu'effectuera ou fera effectuer légalement mon fondé (ma fondée) de pouvoir.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et mon sceau au présent acte le _____ 2 ____ .

Signé, scellé et délivré en présence de _____



AVIS

- 1** Un affidavit de passation est nécessaire.
- 2** Les instruments que signent tous les bénéficiaires doivent être identiques.

Formule 16-28B
(Règle 16-28(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

**REQUÊTE DU FONDÉ DE POUVOIR D'UN PROCHE PARENT
EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION**

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____ autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ **2** _____ , et résidait en Saskatchewan au moment de son décès (ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 La personne décédée est décédée intestat et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)

NOM ET ADRESSE	LIEN

3 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée, aucun enfant (ni frère ou soeur, s'ils sont bénéficiaires) n'a prédécédé la personne décédée en laissant un enfant qui a actuellement moins de 18 ans, et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

4 Aucun adulte à charge n'a d'intérêt dans la succession ou ne pourrait lui opposer une revendication en vertu de la Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge ou de la Loi sur les biens familiaux. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

5 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

6 La personne décédée était _____ au moment de son décès.
(indiquer l'état matrimonial)

7 Le/La requérant(e) a atteint l'âge de 18 ans et est le fondé (la fondée) de pouvoir (ou Les requérants ont atteint l'âge de 18 ans et sont les fondés de pouvoir) de (*noms des auteurs de la procuration*), et tous les proches parents ayant rang égal ou antérieur par rapport au droit d'administrer la présente succession ont renoncé à ce droit.

8 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

9 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (ou Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'administration.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (ou les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration à titre de fondé(e) de pouvoir agissant pour le compte du bénéficiaire (ou des bénéficiaires), jusqu'à ce que celui-ci (ceux-ci) demande(nt) et obtienne(nt) des lettres d'administration.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 16-28C
(Règle 16-28(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION
À TITRE DE FONDÉ DE POUVOIR D'UN PROCHE PARENT**

Je soussigné(e), _____, déclare sous serment
(*nom et résidence du requérant*)

(ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres d'administration afférentes à la succession de _____,
(*nom de la personne décédée*)

autrefois de _____, en Saskatchewan,
(*résidence à l'époque du décès*)

et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies (*ajouter, s'il y a lieu* : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par d'autres affidavits).

2 J'ai fouillé minutieusement tous les endroits où la personne décédée gardait habituellement ses papiers et vérifié aux endroits où elle avait remis des papiers à la garde de quelqu'un, et je suis convaincu(e) qu'elle est décédée sans avoir laissé aucun testament, codicille ou autre document testamentaire.

3 La pièce B annexée au présent affidavit est la procuration du _____ 2 _____
par laquelle le(s) bénéficiaire(s) légitime(s) et proche(s) parent(s) de la personne décédée,

_____, m'a (m'ont) nommé(e) fondé(e) de pouvoir pour
l'obtention des lettres d'administration afférentes à la succession de la personne décédée,

_____ .

4 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de tous les biens de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement, autant que je sache, tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à l'époque du décès.

5 Je m'engage à administrer fidèlement la succession, en tant que fondé(e) de pouvoir agissant pour le compte de _____ jusqu'à ce que celui-ci/celle-ci demande et obtienne (ou ceux-ci demandent ou obtiennent) des lettres d'administration, en acquittant les dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge d'administrateur dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 16-29A
(Règle 16-29(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION COMPLÉTIVES

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____ , autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) avec testament (ou intestat) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ 2 ____ , et résidait en Saskatchewan au moment de son décès (ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 Le _____ 2 ____ , des lettres d'homologation (ou d'administration ou d'administration testamentaire) ont été octroyées par la Cour à _____

à titre d'exécuteur(trice) testamentaire (ou d'administrateur(trice) ou d'administrateur(trice) testamentaire).

3 Le ou vers le _____ 2 ____ , l'exécuteur(trice) testamentaire (ou l'administrateur(trice)) est décédé(e) (dans le cas d'un exécuteur, ajouter : intestat) sans avoir fini d'administrer la succession (dans le cas d'un exécuteur, ajouter : et il n'y a pas d'autres exécuteurs en fonction chargés de continuer l'administration de la succession).

4 Seules les personnes suivantes sont toujours appelées en droit à la succession : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)

NOM ET ADRESSE	LIEN

5 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée, aucun enfant (ni frère ou soeur, s'ils sont bénéficiaires) n'a précédé la personne décédée en laissant un enfant qui a actuellement moins de 18 ans, et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. (*Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.*)

6 Aucun adulte à charge n'a d'intérêt dans la succession ou ne pourrait lui opposer une revendication en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* ou de la *Loi sur les biens familiaux*. (*Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.*)

7 Le/La requérant(e) est âgé(e) d'au moins 18 ans et est (Les requérants sont tous âgés d'au moins 18 ans et sont) (*indiquer en quelle qualité le requérant revendique, donner les noms et adresses des autres personnes susceptibles d'avoir rang antérieur ou égal à celui du requérant et indiquer si ces personnes ont renoncé ou non à leurs droits. En cas de renonciation, joindre un document établi à l'aide de la formule 16-26. Si la requérante est une société de fiducie, le mentionner.*)

8 La valeur de la succession non encore administrée est de _____ \$.

9 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (*ou* Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'administration complétives.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (*ou* les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration complétives.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie :

Adresse aux fins de
signification :

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur *(le cas
échéant)* :

Adresse de courriel *(le cas
échéant)*:

Formule 16-29B
(Règle 16-29(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN OBTENTION
DE LETTRES D'ADMINISTRATION COMPLÉTIVES**

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres d'administration complétives afférentes à la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ ,
(résidence à l'époque du décès)

en Saskatchewan, et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies (*ajouter, s'il y a lieu* : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par d'autres affidavits).

2 La pièce B annexée au présent affidavit renferme les lettres successorales originales (*ou* une copie certifiée conforme des lettres successorales originales) décernées par la Cour (*ajouter, s'il s'agit d'une copie* : , l'original ayant été perdu).

3 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de tous les biens qui appartenaient à la personne décédée au moment de son décès et qui n'ont pas encore été administrés; cet état indique exactement tous les biens de la personne décédée qui n'ont pas encore été administrés et leur juste valeur marchande à l'époque de la requête ci-jointe en obtention de lettres successorales.

4 Si je suis nommé(e), je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi (*ou, s'il y a un testament* : en acquittant les dettes légitimes, en remettant les legs prévus au testament et dans tout codicille sous réserve des prescriptions de la loi et en distribuant le reliquat de la succession conformément à la loi), à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration complétives ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

_____ }
(signature)

Formule 16-31
(Règle 16-31(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

CAUTIONNEMENT D'ADMINISTRATION

Sachez que nous soussignés, _____ , de _____ ,
(nom) (résidence)

l'administrateur(trice), et _____ , de _____ ,
(nom) (résidence)

la caution, nous obligeons solidairement – et obligeons l'ensemble de nos héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs et chacun d'eux personnellement – envers un juge de la Cour du

Banc de la Reine de la Saskatchewan au paiement de la somme de _____ \$

à ce juge au centre judiciaire de _____ .

En foi de quoi nous avons apposé nos sceaux le _____ 2 ____ .

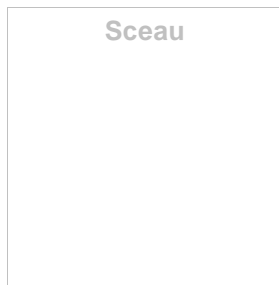
Le présent cautionnement restera en vigueur tant que la condition suivante n'a pas été satisfaite :
l'administrateur(trice) susmentionné(e) de la totalité des biens (ou selon le cas) de

_____ , autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

décédé(e) le ou vers le _____ 2 ____ , une fois régulièrement nommé(e) à cette charge, a dressé ou fait dresser un inventaire complet et exact de tous les biens de la personne décédée dont il/elle – ou quelqu'un d'autre pour son compte – a ou aura possession ou connaissance, et a produit ou fait produire cet inventaire au bureau du registraire local de la Cour

du Banc de la Reine du centre judiciaire de _____
conformément à la loi; a administré fidèlement, conformément à la loi, ces biens et tout autre bien qui a appartenu à la personne décédée au moment de son décès et dont il/elle – ou quelqu'un d'autre pour son compte – aura ultérieurement possession, c'est-à-dire a acquitté les dettes qu'avait la personne décédée au moment de son décès *, dans la mesure où la succession y suffit et que l'oblige la loi, et a distribué le reliquat de la succession; a rendu compte ou fait rendre compte fidèlement et entièrement de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi; et a, sur demande, rendu ses lettres d'administration à la Cour advenant l'homologation d'un testament de la personne décédée, découvert ultérieurement et produit à la Cour par l'exécuteur testamentaire y nommé.

Signé, scellé et délivré, etc.



(signature de l'administrateur)

(signature de la caution)

* *Si le cautionnement est constitué pour le compte d'un administrateur testamentaire, insérer ce qui suit à la place de l'astérisque : et remis les legs prévus au testament annexé aux lettres d'administration.*

AVIS

Si la requête est en obtention de lettres restreintes (par ex. dans le cas d'une procuration), la condition rattachée au cautionnement doit tenir compte de l'obligation du requérant (voir, par ex., l'ouvrage *Tristram and Coote's Probate Practice*, 19^e éd., à la p. 1138).

AFFIDAVIT DE PASSATION DU CAUTIONNEMENT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence du témoin instrumentaire de la caution)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 J'étais présent(e) et j'ai vu _____

(noms des parties au cautionnement qui ont effectué leur passation devant le déposant)

que je connais personnellement et qui sont bien les personnes nommées dans le cautionnement, signer, passer et sceller le cautionnement aux fins y mentionnées.

2 Le cautionnement a été passé le _____ 2 _____ , et je suis le témoin instrumentaire de la passation.

3 Je connais _____

(noms des personnes susmentionnées)

et je crois fermement que chacune de ces personnes (ou que cette personne) a atteint l'âge de 18 ans.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan



(signature)

AFFIDAVIT DE LA CAUTION

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence de la caution)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je suis une des personnes proposées comme caution auprès de la personne qui est pressentie pour s'occuper de l'administration de la succession de _____
(nom de la personne décédée)

dans le cautionnement constitué à cette fin.

2 Je possède des biens en Saskatchewan d'une valeur de _____ \$, déduction faite de toutes mes dettes, de toute somme dont je suis répondant(e), notamment à titre de caution ou de garant(e), et de la valeur des biens insaisissables aux yeux de la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

} _____
(signature)

Formule 16-34A
(Règle 16-34(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

**REQUÊTE EN RÉAPPOSITION DE SCEAU
SUR DES LETTRES SUCCESSORALES ÉTRANGÈRES**

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____ , autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

en _____ , est décédé(e) à _____
(province ou pays) (lieu du décès)

le ou vers le _____ 2 _____ , et était propriétaire de biens en Saskatchewan à l'époque de son décès.

2 La personne décédée a laissé un testament nommant le/la requérant(e) comme exécuteur(trice) testamentaire (ou ne nommant aucun exécuteur testamentaire, ou nommant à la charge d'exécuteur testamentaire une personne qui y a renoncé ou qui est décédée depuis lors, selon le cas) (ou La personne décédée est décédée intestat).

3 Des lettres d'homologation (ou Des lettres d'administration ou Des lettres d'administration testamentaire, selon le cas) afférentes à la succession de la personne décédée ont été octroyées

le _____ 2 _____ par le/la _____ ,
(nom du tribunal)

tribunal compétent en matière testamentaire en/au/à _____ ,
(province ou pays)

où la personne décédée était domiciliée à l'époque du décès, et le/la requérant(e), qui a au moins 18 ans, est bien l'exécuteur(trice) testamentaire (ou l'administrateur(trice), selon le cas) y nommé(e).

4 Les lettres successorales sont toujours en vigueur, la succession n'a pas été liquidée et le/la requérant(e) n'a pas été révoqué(e) par la Cour (ajouter, dans le cas de lettres d'administration : et le cautionnement fourni à ce tribunal pour garantir l'administration régulière de la succession n'a pas été réduit, libéré ou annulé).

5

6

7 Insérer ici les paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, 8, 13 et 14 de la formule 16-11A adaptés au besoin; en cas de réapposition de sceau relative à des biens immobiliers en Saskatchewan, insérer aussi les paragraphes 2, 9, 10 et 12 de la formule 16-11A.

8

9

10

11

12

13 (Dans le cas de lettres d'administration) Le/La requérant(e) a été obligé(e) par le/la

_____ de/du _____ de fournir une
(nom du tribunal) (province ou pays)

sûreté de _____ \$ pour garantir l'administration régulière de la succession, et pour arriver à ce montant, la valeur de la succession en Saskatchewan a été incluse dans la somme de _____ \$, la valeur globale connue de la succession se chiffrant à _____ \$.

14 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance aucune autre requête n'a été présentée en Saskatchewan en obtention de lettres d'homologation, de lettres d'administration ou de lettres d'administration testamentaire.

À ces causes, le/la requérant(e) sollicite la réapposition de sceau sur

les lettres _____ décernées par le/la _____
(nature des lettres successorales) (nom du tribunal)

de/du _____ relativement à la succession de la personne décédée.
(province ou pays)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 16-34B
(Règle 16-34(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN RÉAPPOSITION DE SCEAU
SUR DES LETTRES SUCCESSORALES ÉTRANGÈRES**

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en réapposition de sceau sur des lettres d'homologation (ou d'administration, selon le cas), décernées par le/la _____
(nom du tribunal)

de/du _____ relativement à la succession de _____ ,
(province ou pays) (nom de la personne décédée)

autrefois de _____ , et toutes les allégations de fait contenues dans la
(résidence à l'époque du décès)

requête sont exactes (ajouter, s'il y a lieu : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par d'autres affidavits).

2 La pièce B annexée au présent affidavit est une copie certifiée conforme (ou notariée) des lettres d'homologation (ou d'administration, selon le cas) originales qui m'ont été décernées par

le/la _____ de/du _____ .
(nom du tribunal) (province ou pays)

3 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de tous les biens en Saskatchewan de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à la date de la présente requête en réapposition de sceau.

4 Sur réapposition de sceau des lettres d'homologation (ou d'administration) décernées par le tribunal susmentionné, je m'engage à administrer fidèlement les biens en Saskatchewan de la personne décédée en acquittant les dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi (ou, s'il y a un testament : en acquittant les dettes légitimes, en remettant les legs prévus au testament et dans tout codicille sous réserve des prescriptions de la loi et en distribuant le reliquat de la succession conformément à la loi), à dresser un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge dans les deux ans qui suivent la réapposition de sceau ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan



(signature)

Formule 16-36
(Règle 16-36(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

REQUÊTE VISANT LES PETITES SUCCESSIONS
MÉMORANDUM ADRESSÉ AU JUGE

La présente est une requête sans préavis présentée sous le régime de l'article 9 de la *Loi sur l'administration des successions*, demandant qu'il soit ordonné que les biens personnels de

_____, autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

en Saskatchewan, soient versés ou remis à _____ , de _____ ,

en Saskatchewan, pour qu'il/elle en dispose de la façon suivante :

a) _____ à _____
(montant) (nom du destinataire)
pour acquitter les frais funéraires raisonnables;

b) _____ à _____
(montant) (nom du créancier)
pour acquitter les dettes de la personne décédée;

c) le solde de _____ à _____ .
(montant) (noms des bénéficiaires ou des proches parents)

Avec mes respectueux hommages.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature du requérant)

AFFIDAVIT DU REQUÉRANT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 _____ autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

en Saskatchewan, est décédé(e) à _____ en Saskatchewan,
(lieu du décès)

le ou vers le _____ 2 _____ .

2 _____ était _____ ,
(nom de la personne décédée) (préciser l'état matrimonial)

et les personnes suivantes pourraient être admissibles à la succession :

NOM	ÂGE	ADRESSE

3 La succession comprend les biens suivants :

BIEN	NOM ET ADRESSE DE LA PERSONNE QUI EN A LA POSSESSION	VALEUR

4 Des frais funéraires de _____ \$ ont été payés par _____
(ou n'ont pas été payés et sont dus à _____).

5 Voici, à ma connaissance, les dettes de la personne décédée :

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	MONTANT DE LA CRÉANCE

6 Je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les frais funéraires et les dettes de la personne décédée et en distribuant le reliquat de la succession aux ayants droit ou au ministre des Finances, selon ce qu'ordonne la Cour.

7 Je déposerai auprès du registraire local du centre judiciaire de _____, où l'ordonnance sollicitée sera rendue, les reçus de tous les paiements ou autres dispositions des biens de la personne décédée que j'aurai effectués.

8 Le présent affidavit vise l'obtention d'une ordonnance de la Cour sous le régime de l'article 9 de la *Loi sur l'administration des successions*.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

} _____
(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

OU

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 16-37
(Règle 16-37(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

INTERVENTION

Sachez que je suis un bénéficiaire (*ou selon le cas*) de cette succession et que je désire recevoir avis de toutes les instances intentées dans cette affaire.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'intervenant)

AFFIDAVIT DE L'INTERVENANT

Je soussigné(e), _____,
(nom et adresse de l'intervenant)

déclare sous serment (*ou affirme solennellement*) ce qui suit :

1 _____

(préciser la nature de l'intérêt du déposant dans la succession)

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

} _____
(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

OU

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 16-38
(Règle 16-38(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

OPPOSITION

Demande est faite par les présentes que rien ne soit fait dans l'affaire de la succession de

_____, qui est décédé(e)
(nom et adresse de la personne décédée)

le ou vers le _____ 2 _____ à _____ et qui résidait en Saskatchewan
(lieu du décès)

à l'époque de son décès (*ou* qui résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque
propriétaire de biens en Saskatchewan), à l'insu de _____ .
(nom et résidence de l'opposant)

L'opposant(e) est le/la _____ de la personne décédée.
(préciser le lien)

L'opposition est déposée pour les motifs suivants : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'opposant ou de son avocat)

AFFIDAVIT DE L'OPPOSANT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et adresse de l'opposant)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

- 1 Je suis l'opposant(e) susnommé(e).
- 2 Les motifs exposés dans l'opposition sont exacts.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

} _____
(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom et cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone: _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Adresse aux fins de signification et coordonnées de la partie qui dépose le document

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de
signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas
échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas
échéant)* : _____

Formule 16-48
(Règle 16-48)

AVIS AUX CRÉANCIERS

Dans l'affaire de la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ , en Saskatchewan.
(résidence de la personne décédée)

Toute réclamation sur la succession susmentionnée, dûment attestée par déclaration solennelle, détaillée et assortie, le cas échéant, d'une estimation de la valeur de la sûreté garantissant la créance, doit être envoyée au soussigné (à la soussignée) avant le _____ 2 _____ .

Exécuteur(trice) testamentaire (ou Avocat(e) de l'exécuteur(trice) testamentaire)

Adresse

AVIS

L'annonce doit paraître en colonne simple de journal (largeur maximum : 5 centimètres).

Formule 16-52
(Règle 16-52(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____
COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN
CENTRE JUDICIAIRE _____
DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

Cachet du greffe

AFFIDAVIT DE CONFIRMATION DES COMPTES

Je soussigné(e), _____,
(nom et adresse du représentant personnel)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je suis l'exécuteur(trice) testamentaire (ou l'administrateur(trice) ou l'administrateur(trice) testamentaire, *selon le cas*) nommé(e) dans les lettres d'homologation (ou d'administration)

afférentes à la succession de _____,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____,
(résidence de la personne décédée)

que la Cour m'a octroyées le _____ 2 _____ .

2 Les personnes suivantes ont reçu l'intégralité de leurs legs et n'ont plus d'intérêt dans la succession :

Nom	Adresse	Description du legs

3 Seules les personnes suivantes ont encore un intérêt dans la succession :

Nom	Adresse

Toutes ces personnes ont au moins 18 ans sauf :

Nom	Adresse

4 J'ai ramassé tous les biens de la personne décédée dont je suis au courant et j'ai acquitté toutes ses dettes dont j'ai connaissance.

5 J'ai fait les démarches suivantes pour savoir s'il y avait d'autres dettes de la personne décédée : *(indiquer, par exemple, si un avis aux créanciers a été publié conformément à l'article 32 de la Loi sur l'administration des successions).*

6 La pièce A annexée au présent affidavit contient un compte rendu de l'administration que j'ai faite de la succession, indiquant un état de l'actif et du passif à la date du décès, un état des rentrées et des sorties de fonds, y compris la somme versée à chaque bénéficiaire, un état des biens encore disponibles et des dettes impayées, ainsi qu'un plan de distribution des éléments d'actif qui restent, y compris les sommes à prévoir pour la rémunération de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur, pour les honoraires des avocats et pour les parts à verser en règlement intégral à chaque bénéficiaire de la succession.

7 Les renseignements donnés dans le compte rendu sont exacts à tous égards, et les personnes auxquelles j'entends distribuer les biens sont bien celles qui sont en droit de les recevoir.

8 *(Explications supplémentaires).*

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

} _____
(signature)

Formule 16-55
(Règle 16-55)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

Cachet du greffe

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la « personne décédée »)

CERTIFICAT DU CONTRÔLEUR

Ayant été chargé(e) par l'honorable juge _____
de contrôler les comptes de l'exécuteur testamentaire (ou de l'administrateur) de la succession de

_____, je certifie que j'en suis arrivé(e) aux conclusions suivantes :
(nom de la personne décédée)

- 1** L'actif et le passif de la personne décédée au moment de son décès sont indiqués correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)
- 2** Les rentrées et sorties de fonds, y compris la somme versée à chaque bénéficiaire, sont indiquées correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)
- 3** Les dettes de la personne décédée qui ont été allouées sont indiquées correctement dans les comptes et ont été payées au complet. (*Sinon, dire ce qu'il en est et énumérer les dettes impayées.*)
- 4** Les frais funéraires de la personne décédée, qui s'élèvent à _____ \$, ont été payés au complet. (*En cas de non-paiement, donner les motifs.*)
- 5** Les biens réels de la personne décédée sont indiqués correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)
- 6** La vente des biens réels mentionnés dans les comptes s'est effectuée (*retenir le cas qui s'applique : a) sous l'autorité du testament, b) avec le consentement des ayants droit, c) avec le consentement du curateur public, des mineurs étant en cause, ou d) avec l'approbation de la Cour du Banc de la Reine, accordée le _____ 2 _____*).
- 7** L'actif disponible entre les mains de l'exécuteur testamentaire (ou de l'administrateur)
au _____ 2 _____, après avoir tenu compte des crédits et des débits, est indiqué
correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)
- 8** (*Faire ici état de toute question importante ou d'intérêt spécial relativement aux comptes du requérant, ou de toute question qui pourrait être utile au juge.*)

Les éléments de preuve produits à l'occasion du contrôle des comptes sont les comptes, l'affidavit de confirmation et les reçus (*énumérer les autres éléments, le cas échéant*).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Contrôleur/Contrôleuse